

## Les hésitations spatiales de l'Europe

En invitant la République fédérale d'Allemagne à s'engager rapidement à participer au développement de l'aviation spatiale européenne, l'Union européenne, M. François Mitterrand, en visite à Cologne, a attiré l'attention sur les réticences de nos partenaires. La conférence qui se tiendra à La Haye les 9 et 10 novembre s'annonce incertaine, alors que les ministres concernés doivent se prononcer sur l'avenir à long terme de l'Europe spatiale, et plus précisément sur les engagements financiers nécessaires - outre l'Allemagne - au lanceur lourd Ariane-5 et au projet Columbus de participation de l'Europe à la station américaine.

Les décisions sont d'autant plus difficiles qu'elles portent sur 82 milliards de francs sur dix ans, obligeant certains pays à doubler leurs dépenses dans l'espace. Il n'est donc guère surprenant que les ministres des finances hésitent à se lancer dans l'aventure. En particulier, l'Allemagne fédérale, dont le gouvernement souhaite un allègement des impôts directs et passe au crible toutes les subventions qu'il accorde. Récemment encore, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a déclaré s'opposer à tout déblocage des crédits pour l'espace aussi longtemps que les économies correspondantes n'auront pas été définies.

La Grande-Bretagne, qui n'a jamais été un chaud partisan de l'Europe spatiale, si l'on en juge par la modeste des budgets qu'elle y a consacrés (moins de 1 milliard de francs par an), ne fait rien pour faciliter le consensus. Son ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Kenneth Clarke, a d'ailleurs affirmé récemment que son pays n'est pas convaincu de la nécessité d'augmenter les ressources consacrées aux activités dans l'espace et que « les projets de l'Agence spatiale européenne sont trop ambitieux ».

Il ne faut donc pas s'étonner qu'à la veille de décisions importantes, les partisans et les adversaires des programmes spatiaux européens souffrent le chaud et le froid. Mais les positions sont en fait plus nuancées. Ainsi, la plupart des capitales européennes semblent d'accord sur la nécessité de développer Ariane-5, fer de lance de l'Europe dans la concurrence avec les Américains, les Soviétiques et les Japonais sur le marché du lancement des satellites.

Pour le reste, on est loin de l'unanimité. En effet, les négociations avec les Américains sur l'utilisation que l'Europe pourra faire de la station spatiale et de son module européen Columbus piétinent depuis des mois et obèrent ce programme, principalement soutenu par les Allemands et les Italiens. Quant à l'Allemagne, son sort est lié en partie à Columbus, dans la mesure où cet engin, destiné à transporter des astronautes, perd de son intérêt s'il n'existe pas de station pour les accueillir. Nombre de dirigeants allemands pensent qu'il est urgent d'attendre pour ce projet proposé par les Français, même si le ministre de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, affirme que « tout reste ouvert ». De toute façon, rien ne se fera si Paris et Bonn ne parlent pas d'une même voix. L'insistance de M. Mitterrand aura peut-être porté ses fruits.

(Lire nos informations page 4.)

## Baisse de la tension sur les taux d'intérêt

### Les interventions des banques centrales ont favorisé la reprise boursière

Reprise sur toutes les places, relative fermeté du dollar : emboitant le pas aux autorités monétaires américaines, les banques centrales du Japon et des pays européens sont parvenues à rassurer les marchés, provisoirement au moins. Elles l'ont fait en injectant de nouvelles liquidités pour faire baisser la tension sur les taux d'intérêt. Mais, si les marchés reprennent leur souffle, la remontée de la Bourse de Tokyo était attribuée à une prise de bénéfices, et chacun s'interrogeait sur la portée de la hausse de Wall Street

(+10 %), la plus forte depuis la seconde guerre mondiale.

A Londres, où régnait une certaine nervosité, les opérations débutaient, le jeudi 22 octobre, en légère baisse. Pour être complètement rassurés, les marchés attendaient une réunion du groupe des sept principales puissances industrielles et un éventuel revirement du président Reagan - qui devait tenir jeudi une conférence de presse - permettant, par une hausse des impôts, de réduire le déficit budgétaire américain.

### M. Reagan au créneau

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'ouragan qui a balayé Wall Street s'apaise. Les cours remontent et le dollar tient bon. Mais l'alerte a été très chaude. La brusque secousse du « lundi noir » a brisé l'inconsciente confiance fondée sur des années de relative prospérité. C'est le temps des questions, posées sans relâche à tout ce que le pays compte de « spécialistes », en tous genres. L'Amérique, avec son énorme déficit budgétaire, sa monnaie

soutenue par les banques centrales étrangères, n'est-elle pas au bord de la récession, de l'inflation ou des deux ? Saura-t-elle faire face, avec à sa tête un président affaibli et un Congrès qui lui dispute dans tous les domaines la conduite des affaires du pays ?

La situation est assez sérieuse pour avoir incité le président Reagan à cesser de réaffirmer son inébranlable optimisme et à faire l'effort de prendre deux initiatives qui lui sont naturellement pénibles : esquiver un geste de conciliation à l'égard du Congrès en se

déclarant prêt à discuter avec lui des moyens de réduire le déficit du budget ; et aussi tenir, le jeudi 22 octobre, une conférence de presse - un exercice redoutable auquel il ne s'est prêté que deux fois au cours de l'année écoulée.

La date choisie peut surprendre. Au moment où M. Reagan sera sous le feu des questions, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, n'aura achevé que la première journée de ses entretiens à Moscou.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

## L'absorption du SME dans la zone dollar

par Paul Fabre

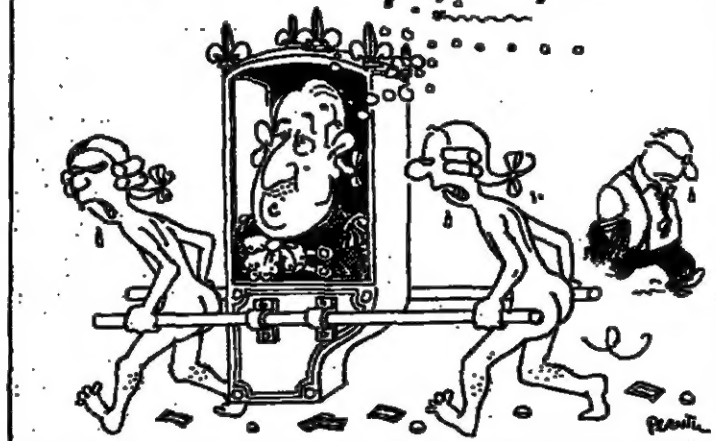
Si vraiment James Baker, le secrétaire américain au Trésor, et Gerhard Stoltenberg, ministre allemand des finances, ont, à l'occasion de leur entrevue de lundi dernier à Bonn, confirmé les accords du Louvre sur la stabilisation du dollar, une solution, aux conséquences inattendues et considérables, serait en train de se préparer pour surmonter la crise financière.

Cette solution, dont on ne peut encore que dessiner à gros traits les lignes principales, ne comporterait pas que des avantages, loin de là. Mais, pour en évaluer les inconvénients, il convient aussi de prendre la mesure des risques encourus par la prolongation de la situation actuelle.

Passé le premier mouvement de soulagement, Paris aurait pu se formaliser de voir les affaires des plus sérieuses traitées directement entre les représentants des deux grandes monnaies du monde.

Or il n'en a rien été. Tout s'est passé comme si MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur n'avaient éprouvé aucun regret de voir une rencontre à deux se sub-

### Le retour des petits porteurs



stituer à une réunion à sept où le ministre français de l'économie et des finances aurait pu faire entendre directement sa voix.

On dira que ce n'est pas la France qui menaçait de remettre en cause les accords du Louvre et qu'elle n'avait donc rien à négocier. Cela est vrai. Mais une autre raison, beaucoup plus décisive, pourrait expliquer que l'absence

de la France était, à la limite, préférable à sa présence pour la défense de ses propres intérêts.

(Lire la suite page 31.)

Du « MATIF » aux « zinzins »

La Bourse mot à mot  
Page 31

## Les proviseurs de lycée seront recrutés par concours

M. Monory souhaite une revalorisation de la fonction des chefs d'établissement  
PAGE 14

### Le retrait de M. Aliév

Il quitte le bureau politique soviétique pour « raison de santé »  
PAGE 3

### Continuité en Belgique

Le septième gouvernement Martens...  
PAGE 4

### Privatisation des assurances

Les socialistes relancent la polémique  
PAGE 34

## L'art portugais du dix-neuvième siècle au Petit Palais

Lisbonne-Paris et retour  
PAGE 25

### « Débats »

L'avenir de l'UNESCO  
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 36

## La presse et les « affaires »

### Mauvais procès

par Daniel Vernet

Les « affaires » ne sentent jamais très bon. Encore moins en période de campagne électorale. La majorité et l'opposition peuvent s'envoyer à la tête Greenpeace, le Carrefour du développement, les Irlandais de Vincennes, Chomsky... il ne faudrait pas gratter beaucoup pour allonger la liste.

La presse doit-elle se contenter de compter les coups (bas), de se faire l'écho des accusations des uns et des protestations vertueuses des autres ? Ou bien est-elle dans son rôle quand elle essaie d'éclaircir telle ou telle zone d'ombre et d'apporter des informations sur certains événements qu'elle n'a pas inventés, mais que les pouvoirs - tous les pouvoirs - ont toujours, à un moment ou à un autre, intérêt à masquer ou à maquiller ? Point n'est besoin d'en appeler solennellement à la tradition anglo-saxonne du journalisme d'investigation (qui n'est d'ailleurs pas épargné par

les bavures ou les extravagances) pour trancher en faveur de la seconde hypothèse.

Les « affaires » sont souvent nauséabondes, non parce que la presse en parle, mais parce que des personnalités publiques - qui surtout si elles occupent des postes de responsabilité ou des charges électorales devraient être, comme la femme de César, insoupçonnable - se laissent aller à user avec « légèreté » des deniers publics, mentent par omission quand leurs intérêts privés interfèrent trop étroitement avec leur fonction officielle, invoquent à tort et à travers la raison d'Etat ou le secret défense pour couvrir des opérations douteuses ou délictueuses. Les responsables de ce climat délétère ne sont pas les journalistes, simples Chasseurs annonçant les mauvaises nouvelles, mais les acteurs directs qui voudraient que l'opinion confonde son ignorance avec leur innocence.

(Lire la suite page 11.)

## Le Monde

### LIVRES

■ Le « cauchemar » de Margaret Atwood, par Patricia Highsmith.

■ Tableau d'un débâcleur : l'édition française sous l'Occupation.

■ Romans : Maurie, Jean-Marie Lachet, Pierre Charras, Edgar Reichmann, Michel del Castillo.

■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Emily L. », de Marguerite Duras et « Le regard de Vincent », d'Anne Philipe.

Pages 15 à 23

## LE MONDE DU VIN

PAGE 8

## L'ISLAM EN FRANCE



Un livre de référence où l'épaisseur des faits est magistralement décrite, analysée et mise en perspective. Un livre qui fera date.

J.-M. de Montremy / La Croix

Le livre-événement.

Le Nouvel Observateur

Collection l'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. 130 F

Editions du Seuil

سكنا من الاصل



# Débats

L'avenir de l'UNESCO

## Faire, dire et gérer dans la transparence

par DRAGOLJUB NAJMAN (\*)

L'UNESCO n'a pas été créée pour gérer toutes les affaires du monde, mais pour mettre en œuvre des activités culturelles, au sens large du terme, en faveur de la coopération multilatérale et du maintien de la paix.

La première réforme qu'il faudrait envisager serait celle de l'état d'esprit de l'UNESCO. Au lieu de se hasarder dans des domaines trop évidemment conflictuels, les gouvernements devraient se rappeler que l'organisation n'est pas un espace destiné à la confrontation politique internationale. Il va sans dire que le secrétariat doit jouer un rôle important en proposant des programmes qui favorisent non pas les affrontements mais le rapprochement.

Au sujet de ces programmes, on a reproché à l'UNESCO de s'être souvent fixé des objectifs trop ambitieux. C'est pourtant de tâches ambitieuses dont l'organisation a le plus besoin, à condition que les objectifs soient peu nombreux et concrets. Si elle les atteint, elle retrouvera l'attention des Etats et des opinions publiques comme l'Organisation mondiale de la santé, grâce à l'éradication de la variole.

### Services pratiques

D'autres critères de base, qui pourraient contribuer à refonder la programmation, seraient, par exemple, d'accorder une importance plus grande aux problèmes du monde industrialisé. L'Organisation ne peut plus se satisfaire d'être largement financée par ce dernier et de ne s'attacher qu'à des questions se posant dans les pays en développement. Ou encore que toutes les activités qui peuvent être plus facilement mises en œuvre unilatéralement, bilatéralement et, dans certains cas même, régionalement doivent être mises de côté au profit de celles qui ne peuvent être mises en œuvre que d'une manière multilatérale.

Il va sans dire que les programmes de l'UNESCO doivent appliquer les dispositions de son Acte constitutif de 1945, par exemple la promotion des droits de l'homme. La position de l'Organisation à ce sujet doit être absolument claire.

Enfin, les programmes doivent comporter les ressources indispensables en vue d'assurer les fonctions de « services » de l'UNESCO, car il ne faut pas oublier que l'Organisation doit rendre de très nombreux services pratiques à l'ensemble des gouvernements, à la communauté intel-

lectuelle et universitaire et à la population mondiale en général. A cet égard, on peut citer le considérable travail fait par l'UNESCO dans le domaine statistique.

Mais l'UNESCO ne doit pas seulement faire des choses, elle doit aussi dire un certain nombre de choses au monde, les dire d'une manière tout à fait spécifique et, en même temps, dans une forme qui est propre aux organisations internationales. Les activités dont l'objectif était la création de normes de conduite universelles devant être observées à la fois sur le plan international et, une fois ratifiées, sur le plan national, ont été dans une large mesure remplacées par l'adoption de centaines de résolutions qui ont été aussi vite oubliées qu'elles ont été difficiles à négocier, et qui ont provoqué un sentiment de frustration général.

Le processus de prise de décision demande également à être revu. L'expérience internationale des dernières quarante années nous a montré que les décisions les plus importantes étaient prises par une poignée de très hauts responsables réunis pour des périodes extrêmement limitées et qui avaient à leur « menu » un très petit nombre de questions. La

Conférence générale de l'UNESCO a généralement plus de cent points à son ordre du jour et l'impact de ses décisions est très souvent égal à zéro.

### Minorité bloquante

La gestion quotidienne de l'UNESCO demande également une réforme profonde. On parle beaucoup aujourd'hui de transparence. Il est temps de commencer à la pratiquer aussi à l'UNESCO, notamment dans le recrutement du personnel, dont l'Acte constitutif dit qu'il doit présenter « les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, et être recruté sur une base géographique aussi large que possible ».

D'autre part, l'expérience montre qu'il serait indispensable que la Conférence générale nomme, en plus du directeur général, deux hauts fonctionnaires qui seraient directement responsables devant la plus haute instance de l'Organisation : un conseiller juridique (de l'Organisation, et non pas du directeur général) et un contrôleur financier.

(\*) De nationalité yougoslave, M. D. Najman a été sous-directeur général de l'UNESCO de 1975 à 1983.

L'Organisation des Nations unies pour le développement

industriel (ONUDI), qui siège à Vienne, a établi un comité de programme et du budget de vingt-sept membres, dont quinze proviennent des pays en développement, neuf des pays occidentaux et trois des pays communistes. Ce comité adopte le budget par une majorité des deux tiers, avant que celui-ci ne soit soumis au conseil exécutif de l'Organisation et ensuite à la Conférence générale. Cette règle permet à la minorité d'exercer le rôle de « bloquante ».

A l'UNESCO, il serait utile d'étudier un système qui exigerait une majorité qualifiée pouvant aller jusqu'à 90 % des membres pour l'adoption du budget. Cette modalité permettrait à tout groupe d'Etats d'exercer les fonctions de minorité bloquante, mais ne le permettrait pas à un seul Etat membre, comme c'est le cas au Conseil de sécurité des Nations unies.

La mise en œuvre de ces quelques propositions permettrait probablement, non seulement de tourner la page sur une période troublée de l'histoire de l'UNESCO, mais pourrait placer l'Organisation à l'avant-garde de celles qui ont compris que le temps des vraies réformes est arrivé.

## Le typhon et la sève

par MICHEL DE BONNECORSE (\*)

SELOU Camus, c'est à deux sortes d'efficacité, celle du typhon et celle de la sève. Celle de l'UNESCO est du domaine de la sève. Depuis quarante ans, elle mène cette action discrète, patiente mais inépuisable qui sème les vraies progrès.

Une telle sorte d'efficacité a son revers : insaisissable, elle est souvent méconnue. C'est pourquoi le bilan de l'UNESCO est sous-estimé.

Il n'est que temps de livrer quelques données.

Il ne suffirait pas de dire que, en 1984-1985, l'UNESCO a exécuté environ sept cents « projets opérationnels » pour un montant global de plus de 1 milliard de francs. Le rôle de l'UNESCO n'est pas seulement d'investir, mais aussi de diriger et de mobiliser les ressources et les compétences disponibles pour les mettre au service du développement. Son action est triple : elle aide les pays à définir des projets, elle recherche des fonds, elle peut éventuellement être chargée de les exécuter. C'est ainsi que, en 1984-1985, elle a entrepris pour la Banque mondiale deux cents missions afin de préparer des projets éventuellement porteurs à terme de quelque 3 milliards de francs. Ces chiffres ne révéleraient toutefois pas sa spécificité.

### Alphabétisation

De par son mandat, elle est un organisme de « coopération intellectuelle ». Son rôle n'est pas de construire des écoles, ni d'alphabétiser elle-même, ni d'installer des stations de télévision, ni de restaurer les monuments. Son budget, sensiblement inférieur à celui d'une grande université américaine, ne le lui permettrait pas. Elle crée les conditions, elle lance les idées qui permettent aux acteurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux, de maîtriser les défis. C'est ainsi que, en matière d'alphabétisation, elle conçoit des campagnes dans plus de quarante pays, forme des éducateurs, mobilise des experts, une action qui a par exemple permis, ces dernières années, de ramener en Tanzanie le taux d'alphabétisation de 70 % à 21 %.

L'Organisation n'a pas de salles de classe, mais pour la seule année 1986 près de cinquante mille personnes ont reçu une formation grâce à elle sous les formes les plus variées, les plus spécifiques et parfois les plus étonnantes.

L'UNESCO ne construit pas elle-même d'écoles, mais elle améliore la conception des bâtiments scolaires pour les adapter aux conditions culturelles, économiques, climatiques des pays en développement. Elle aide à rénover leur système d'enseignement, à améliorer les programmes, à moderniser les manuels scolaires. Cette action est difficile à quantifier, mais elle est essentielle : songez qu'en trois ans l'UNESCO a contribué à former quelque quarante-cinq mille cadres de l'éducation. L'effet multiplicateur de ces formations est estimé à cinquante, c'est donc près de deux millions cinq cent mille personnes qui ont bénéficié des

efforts de l'Organisation dans ce domaine.

L'UNESCO n'installe pas elle-même des laboratoires scientifiques dans le tiers-monde. Mais elle aide les chercheurs de ces pays à maîtriser les connaissances et les techniques avancées et à les adapter aux milieux spécifiques. Un seul exemple : dans le domaine des biotechnologies appliquées à l'agriculture, l'UNESCO a mis en place un réseau mondial de centres de ressources microbiennes chargés de développer l'emploi du rhizobium, une bactérie qui permet l'enrichissement azoté du sol sans recours à l'engrais.

L'UNESCO ne restaure pas les monuments mais elle réduit les conditions psychologiques et politiques, elle mobilise les ressources et les énergies qui permettent le déplacement des temples de Nubie ou le sauvetage de Borobudur en Indonésie — en attendant, pour demain peut-être, un nouveau miracle à Angkor !

L'UNESCO tient souvent la plume mais elle a aussi entrepris un gigantesque travail de traduction des grandes œuvres de la littérature mondiale. Depuis 1948, neuf cents titres rédigés en soixante langues ont été ainsi traduits et publiés. Voltaire est passé en arabe, Don Quichotte en hindi, Shakespeare en ourdou, Ibn Khaldoun en français. Sans-on que c'est grâce à cette action que les œuvres de Kawabata et de Seféris dépassèrent les frontières de la langue japonaise et de la langue grecque pour être couronnées par le prix Nobel ?

### Un « laboratoire d'idées »

Au regard des générations futures, l'une de ses principales réussites n'aura-t-elle pas été d'avoir su être à l'écoute des idées originales, des attitudes de pensée novatrices, qui auront marqué la fin du millénaire, et de leur avoir servi de « caisse de résonance » ? Sans l'UNESCO, les concepts d'éducation permanente ou de dimension culturelle du développement auraient-ils pu dépasser le cercle étroit des experts ? Sans elle, l'idée qu'il n'y a pas un modèle unique de développement, mais qu'il appartient à chaque société de trouver sa voie, ne se serait pas affirmée aussi clairement. Sans elle, une conception globale de la protection de l'environnement aurait-elle pu si rapidement s'imposer.

Ainsi l'UNESCO a su jouer son rôle d'académie universelle et de « laboratoire d'idées » que lui avaient assignés ses pères fondateurs, notamment René Cassin.

Embrasser l'éducation, la science, la communication et la culture, et chercher à les promouvoir à l'échelle de la planète, voilà une tâche qui n'est pas mince et que certains pourraient même trouver décourageante. Grâce au ciel, ce sentiment est étranger à l'UNESCO. Là aussi, écoutons Camus : « Il faut imaginer Sisyphe heureux ! »

(\*) Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) depuis janvier 1987.

## Au Courrier du Monde

### COUSINS

#### Bosniaques et albigeois

« Qui sont les musulmans de Bosnie-Herzégovine ? », demande le Monde du 8 octobre. Il s'agit de cousins lointains de nos albigeois, de notre Occitanie... Les musulmans bosniaques descendent en effet des bogomiles et le bogomilisme fut une hérésie d'origine manichéenne et gnostique, développée dans les confins orientaux de l'Empire byzantin aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, qui contaminait la Bulgarie et la Bosnie en y succédant au souvenir du vieux culte de Mithra, également dualiste. De là, le bogomilisme se répandit en Dalmatie, puis en Lombardie, au Languedoc, où les « hérétiques » furent appelés « bogues » (de « Bolgar » : Bulgares), « patarins » ou « braves gens ».

En Bosnie même, le roi Tvrtko fit de cette foi la religion officielle de son domaine, mais l'hérésie bosniaque allait être détruite par une croisade organisée par le royaume (catholique) de Hongrie. Vaincus et persécutés, les Bosniaques se convertirent plus tard à

l'islam, apporté par les Turcs, sans opposer de résistance. Indifférents au christianisme orthodoxe (et serbe) ou catholique (dalmate, vénitien ou croate), les Bosniaques comprennent également que l'adhésion à la religion des Ottomans procurait de substantiels avantages matériels et fiscaux.

LUC MATTERN  
(Castellon, Grande.)

### SCÉNARIO

#### Le théâtre des présidentiables

Il manque à la France un Brecht ou un Shakespeare pour révéler les ressorts et les ficelles qui animent et agitent les personnages des présidentiables sur la scène politique française. L'effet dramatique ne serait pas tellement créé par les « petites phrases » interchangeables qui sortiraient des bouches des candidats, mais par la pureté du langage, du langage du héros, qui, d'un seul mot, permet à la droite de s'indigner et de se donner bonne conscience et par le rôle du chérubin, qui redonne au Parti socialiste sa virginité humaniste et générique.

JEAN LLASERA  
(Ville d'Arvey, Hautes-Alpes.)

### CANONS

#### La dynamique pacifiste

Fausse note dans l'hommage à René Cassin publié par le Monde. M. Agi écrit : « Cassin n'est pas de ces pacifistes béats qui offrent leur poitrine aux canons... »

Des femmes hindoues offrirent leur poitrine aux mitrailleuses britanniques du temps de Gandhi (le vrai !). En 1968, le geste des Tchèques présentant leur poitrine aux canons des chars

soviétiques est entré dans les annales de l'histoire. Dans les deux cas, les bidasses furent troublés ; il y eut des actes de désobéissance, des désertions. Et la mort de Jan Palach a plus fait pour ébranler une super-puissance que dix séances de l'ONU.

Pourquoi ce mépris de la dynamique non violente ? Pourquoi opposer ce qui doit être complémentaire si l'on veut atteindre à l'efficacité ?

ALBERT RATZ  
(Lis, Gard.)

### PATIENCE

#### Les clients intempestifs

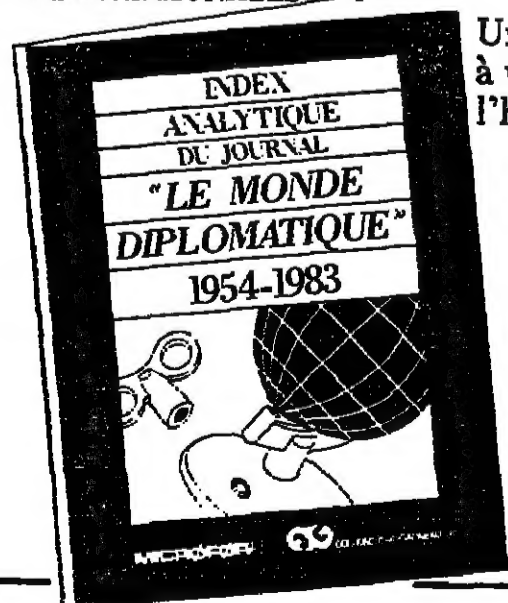
Quelque objet qu'on demande dans un petit magasin (quincaillerie, droguerie...), quel que soit l'artisan sollicité (peintre, menuisier, plombier...), la réponse est la même. Dans le premier cas : « J'ai commandé cela il y a trois semaines, et je n'ai rien pu obtenir... » - « Revenez la semaine prochaine. » Dans le second cas : « J'arrive demain à 14 heures. C'est promis, juré », phrase inaugurant une attente qui peut durer plusieurs mois.

Or les commerçants se plaignent : les chiffres d'affaires baissent, la chasse aux commandes ou aux clients transforme le marché en guerre permanente, c'est à qui fera passer la commande et les commandes — tel le mistigri — chez ses concurrents. Alors ? Je voudrais comprendre. De deux choses l'une. Ou bien on veut vendre, et alors il faut honorer le plus vite possible les commandes pour accroître la rotation des échanges, encourager la demande, vivifier le marché. Ou bien l'on néglige les clients, mandes et envois pâlissent, jugant qu'il y en aura toujours assez. Alors, quand survient la déprime et les boicotts, à qui la faute ?

Y'a-t-il un tertium quid ? Un responsable des circuits de distribution me répondra-t-il clairement ? Ce bonheur me surprendrait.

J.R. DE RENEVILLE,  
(Université retraité, Tours.)

## TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



Un voyage à travers l'histoire

### BON DE COMMANDE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) ..... x 1 500 FF (hors de France incl.) FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M<sup>me</sup> LAFFETER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tout les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wolsky

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Circulation en chef : Claude Nalcs

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les renseignements susceptibles d'être utiles à l'imprimerie.

## Le Monde

### TÉLÉMATIQUE

Composés 3615 - Taper LEMONDE

## Le Monde

### PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 705-910) is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-46 39th Street, L.I.C., NY 11104. Second class postage paid in L.I.C. and additional mailing offices. NY Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpress, USA, INC., 45 46 39th Street, L.I.C., NY 11104



## Le typhon et la...

UNION SOVIÉTIQUE : à l'issue du plénum du comité central

### M. Aliev quitte le bureau politique « pour raison de santé »

Le comité central du Parti communiste soviétique a approuvé, le mercredi 21 octobre, les grandes lignes du rapport que M. Mikhail Gorbatchev doit présenter, le 2 novembre prochain, à l'occasion du cinquante-dixième anniversaire de la révolution. Ce plénum, dont la convocation au lendemain d'une session du Soviet suprême avait surpris, a également entériné le départ du bureau politique de M. Gueidar Aliev. M. Aliev, qui avait des problèmes de santé, avait accédé au saint des saints en 1982 sous l'ancien numéro un soviétique, Youri Andropov. Son départ réduisait à treize le nombre des titulaires à part entière du bureau politique.

MOSCOU  
de notre envoyé spécial

Le retrait du bureau politique de M. Gueidar Aliev n'est pas exactement une surprise ni un tremblement de terre politique. M. Aliev était encore présent ces jours derniers à Moscou, en particulier lundi à la session du Soviet suprême, mais ceux qui l'ont approché peuvent effectivement témoigner que sa santé avait visiblement décliné ces derniers mois. Le communiqué publié mercredi soir 21 octobre, à l'issue du plénum du comité central, indique que M. Aliev a demandé à être « libéré de ses fonctions de membre du bureau politique, à la suite de sa retraite pour raison de santé ».

Il y a toute raison de croire qu'il ne s'agit pas là seulement d'un prétexte même si le secteur des transports dont M. Aliev avait, en principe, la responsabilité est actuellement l'objet de graves critiques, en particulier à propos des retards dans l'acheminement des produits agricoles.

Protégé de Youri Andropov, il avait été nommé membre du bureau politique en 1982. Premier secrétaire de la République d'Azerbaïdjan, l'essentiel de sa carrière s'était cependant accompli à l'époque de Leonid Brejnev et il ne figurait pas parmi les personnes les plus proches de M. Gorbatchev. Sa retraite ne signifie pas, pour ce dernier, la perte d'un allié essentiel : on peut penser, au contraire, qu'elle laisse la place, à court ou moyen terme, pour un allié plus actif du secrétaire général.

Le bref communiqué du comité central est muet au sujet d'une nouvelle nomination. Il présente, en revanche, une liste intéressante de personnalités qui ont pris la parole au cours de ce plénum et qui donnent une idée de ce qu'a pu être l'ordre du jour de la réunion.

Que M. Chevardnadze, d'abord, ait pris la parole confirme que la politique extérieure a été traitée. Il

s'agit moins ici des conversations qu'on, ce jeudi, le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, et son homologue soviétique, qui ont appelé actuellement à Moscou l'« après-Shultz ». En d'autres termes, une fois l'accord mis au point sur les forces nucléaires intermédiaires, vers quoi peuvent et vont s'orienter les négociations soviéto-américaines ? Les armements stratégiques sans doute, qui concernent presque exclusivement les deux super-puissances. Mais que peut-on envisager en matière bilatérale et surtout de conflits régionaux ? Ce ne peut être un hasard si M. Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères, a parcouru le Proche-Orient au même moment que M. Shultz la semaine dernière — exception faite, bien sûr, d'Israël.

Le 70<sup>e</sup> anniversaire

La personnalité de plusieurs intervenants montre d'autre part que les préoccupations économiques n'ont pas été oubliées. Pour ne citer que les principaux, des hommes comme M. Mourakhovski, premier vice-président du conseil des ministres et président du comité agro-industriel de l'URSS, ou M. Messias, premier secrétaire de la région de Moscou et spécialiste de l'agriculture, n'ont pu prendre la parole que sur le sujet des approvisionnements, tout à fait à l'ordre du jour à l'heure actuelle.

Le morose de résistance n'en demeure pas moins ce que le communiqué du comité central appelle « les questions relatives au cinquante-dixième anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre ». Personne ne s'attendait que le rapport que M. Gorbatchev doit présenter le 2 novembre — qui devrait combler certaines pages blanches de l'histoire de l'URSS au cours des cinquante-dix années écoulées — puisse être défilé par la publication anticipée de ses propos devant le comité central.

Un point, à cet égard, mérite cependant attention. Tous ceux qui, au sein de la direction soviétique, peuvent aujourd'hui être considérés comme ayant une attitude plus ou moins critique à l'égard du secrétaire général ont pris la parole au cours de ce plénum. Cela va du numéro deux, M. Ligatchev, au patron du KGB, M. Tchekrikov, en passant par le chef du parti en Ukraine, M. Tchubritsky et même le chef de l'Etat, M. Gromyko. Personne ne saurait se plaindre, en somme, de n'avoir pas eu la possibilité de s'exprimer. Comme il est dit que le plénum « a approuvé les principales dispositions et conclusions contenues dans le rapport de Mikhail Gorbatchev », ce dernier pourra donc s'exprimer dans les meilleures traditions d'une direction collégiale — un peu bousculée ces derniers temps — au nom du comité central tout entier.

ALAIN JACOB.

M. Gueidar Aliev est né en 1923 dans une famille d'employés de Nakhitchevan, dans l'Azerbaïdjan. Il a fait des études d'histoire mais il a travaillé pour la police politique (le NKVD d'abord, puis le KGB) depuis l'âge de dix-huit ans. Il a occupé tous les échelons de la police politique pour se retrouver en 1965 vice-président du KGB de Bakou et président deux ans plus tard. En 1969, il est choisi par Leonid Brejnev pour prendre la direction du parti d'Azerbaïdjan et mettre un peu d'ordre dans une province bien connue pour la pratique de la corruption et de la concussion. Interminables tâches dans cette République musulmane de sept millions d'habitants, dont beaucoup sont chittes.

M. Aliev est entré au comité central en 1971, et a été coopté comme membre suppléant du bureau politique en 1976. En 1982, à la mort de Brejnev, Youri Andropov, qui le connaissait bien puisqu'il avait longtemps dirigé le KGB, le fit nommer membre à part entière du bureau politique et premier vice-président du conseil des ministres. Il était plus spécialement chargé du problème des transports et ne passe pas pour un partisan enthousiaste des réformes de Gorbatchev. Ses antécédents policiers et ses origines ethniques expliquent sans doute qu'il ait été chargé de plusieurs missions dans différents pays du tiers-monde, notamment le Yémen du Sud, le Mozambique et l'Angola. Selon des sources, M. Aliev a été victime d'une crise cardiaque le 16 juin 1986. Sa femme était morte peu avant.

ESPAGNE : le conflit entre M. Gonzalez et le syndicat UGT

### L'automne sera chaud...

MADRID  
de notre correspondant

Le ton se durcit en Espagne entre l'Union générale des travailleurs (UGT), socialiste, et le gouvernement, ami de M. Felipe Gonzalez. Vingt-quatre heures après la décision des deux principaux dirigeants du syndicat, MM. Redondo et Saracibar, d'abandonner le groupe parlementaire socialiste aux Cortes, l'UGT a annoncé, mercredi 21 octobre, une série de manifestations contre le projet de budget pour 1988. Les « commissions ouvrières », seconde centrale syndicale espagnole proche du Parti communiste, ont immédiatement proposé de s'associer à ces mouvements de protestation.

La première « vague de mobilisation » concernera avant tout les fonctionnaires, les enseignants et les retraités qui sont au centre de la polémique actuelle au sein de la « famille socialiste » : l'UGT juge notamment insuffisantes les augmentations prévues l'an prochain pour ces deux catégories sociales. Elle

demande aussi que le pourcentage de chômeurs bénéficiant d'une aide du gouvernement (à peine 30 % du nombre total des sans-emploi) soit sensiblement relevé en 1988. La centrale socialiste a, par ailleurs, rendu publique mercredi la lettre dans laquelle M. Redondo avait annoncé la veille au président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, son départ du groupe parlementaire. Modérée dans la forme, le dirigeant de l'UGT insiste particulièrement sur le fait que « la divergence syndicale ne doit pas dégénérer en confrontation politique », elle reste ferme sur le fond. M. Redondo y déplorait qu'un budget de relance ne prévoit pas d'efforts particuliers en faveur des plus défavorisés que le syndicat était en droit d'attendre d'un gouvernement de gauche.

Si la décision de M. Redondo a été accueillie avec une discrète satisfaction par les commissions ouvrières, elle a, par contre, provoqué la consternation au sein du gouvernement socialiste, qui était apparemment divisé sur l'attitude à

L'enlèvement de Hans Martin Schleyer et le détournement de Mogadiscio ont été la dernière tentative de cette première génération de la RFA pour faire plier l'Etat fédéral, alors dirigé par le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt. Une deuxième, une troisième, enfin une quatrième génération de terroristes, de plus en plus isolés, mais d'autant plus efficaces qu'ils vivent dans un total cloisonnement, ont depuis pris la relève, se signalant par de nouveaux meurtres spectaculaires. Le dernier en date est celui du directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères, Gerold von Braunmühl, le 10 octobre 1986.

Dix ans après, les protagonistes de ces affaires tentent de faire le bilan des dégâts, et de déterminer une ligne de conduite à l'égard des terroristes emprisonnés. Au cœur d'un dialogue avec Daniel Cohn-Bendit, l'ancien porte-parole du gouvernement d'Helmut Schmidt, M. Klaus Bolling, s'interrogeait récemment sur le bien-fondé de la politique du gouvernement de l'époque, consistant à aller « jusqu'aux limites de la légalité » pour défendre l'Etat de droit. Un certain nombre de voix s'élèvent pour réclamer, dix ans après les faits, une amnistie réconciliatrice, ou tout au moins des mesures de grâce pour les condamnés ou exilés de la RAF ayant rompu avec le terrorisme. On compte actuellement dans les prisons ouest-allemandes une quarantaine de terroristes condamnés et un nombre équivalent de membres de ces groupes (RAF, Cellules révolutionnaires) en fuite ou dans la clandestinité.

Le groupe parlementaire des Verts avait organisé une réunion spéciale au Bundestag, le mercredi 14 octobre, en présence d'écrivains connus, comme Martin Walser, et d'anciens membres de la RAF repentis, comme Astrid Prohl, pour lancer un grand mouvement en faveur du pardon. Pour appuyer leur argumentation, les initiateurs de ce mouvement en appellent à la logique de la justice ouest-allemande : celle-ci a toujours refusé d'accéder au désir des prisonniers d'obtenir le statut de prisonniers politiques. Mais elle ne leur applique pas les remises de peines accordées habituellement aux prisonniers de droit commun et continue à les enfermer dans les quartiers spéciaux des diverses prisons où ils sont incarcérés.

Le gouvernement circospect

Certains des membres de la RAF incarcérés, comme Christian Klar — le seul à occuper aujourd'hui ce septième étage devenu fameux de la prison de Stammheim, — refusent de renier leur passé et tout contact avec les « humanistes bourgeois » qui luttent pour l'amnistie. D'autres, en revanche, comme Peter Jürgen Boock, condamné l'an passé à quinze ans de prison, ont proclamé leur rupture définitive avec l'idéologie et la pratique terroristes. Le camp des partisans de la clémence ne se limite plus aujourd'hui à l'extrême gauche traditionnelle et aux Verts : le maire chrétien-démocrate de Stuttgart, M. Manfred Rimmel, fils du maréchal-chef de l'Afrika Korps, s'est prononcé dans ce sens, ainsi que le président de la République, M. Richard von Weizsäcker.

Le gouvernement s'interroge, partage entre l'idée que des mesures de clémence pourraient amener les terroristes encore en activité à se sentir encouragés par la « faiblesse » des autorités, et celle du bénéfice moral et politique qu'il pourrait retirer de sa « générosité ». Des fonctionnaires de l'office de protection de la Constitution ont en tout cas, tout récemment, pris contact à Francfort avec Daniel Cohn-Bendit, figure de proue du mouvement pour l'amnistie, afin d'explorer les voies possibles d'une réinsertion dans la société des terroristes repentis.

L. R.

● Saisie d'un livre sur la Fraction armée rouge. — Un ouvrage rassemblant des lettres des membres de la Fraction armée rouge emprisonnés à Stammheim entre 1973 et 1977 a été saisi par la justice ouest-allemande. Ce livre, dans lequel le chercheur hollandais Pieter Bakker Shut avait publié des textes de Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Ulrike Meinhof et d'autres membres du groupe terroriste, tombe, selon la justice ouest-allemande, sous le coup du paragraphe 129 du code pénal, réprimant « la publicité ou le soutien accordé à une association criminelle ». Des perquisitions ont été effectuées par la police dans les imprimeries et librairies susceptibles d'être en possession de cet ouvrage. — (AFP.)

THIERRY MALINIAC.

(1) Lors du fameux congrès des socialistes espagnols, à Saragosse, en 1974, les « jeunes loups » avaient boudé du pouvoir les dirigeants historiques. Le refus de M. Redondo d'occuper le poste de secrétaire général qui lui était offert avait ouvert la voie à M. Gonzalez.

## Afrique

BURKINA-FASO : les répercussions du coup d'Etat

### Rumeurs de dissidence dans l'armée

Malgré certaines rumeurs de dissidence, notamment dans l'armée, les nouveaux dirigeants du Burkina-Faso ont réduit, mercredi 21 octobre, la durée du couvre-feu dans la capitale et permis la réouverture des aéroports. Fermé depuis le coup d'Etat du 15 octobre, l'aéroport international de Ouagadougou a été remis en service jeudi 22 octobre.

La radio nationale burkinabé a démenti l'entrée en rébellion du capitaine Boukari Kabore, de la III<sup>e</sup> région militaire à Koudougou (100 kilomètres au sud-est de Ouagadougou). « Des rumeurs font état d'un prétendu refus d'obéissance du capitaine Boukari Kabore. Le Front populaire tient à porter à la connaissance du peuple militant du Burkina-Faso et des amis étrangers qu'il n'en est rien », a annoncé la radio, captée à Abidjan.

Rapportant les rencontres d'information qui ont eu lieu entre une délégation du Front populaire et les responsables militaires de la III<sup>e</sup> région militaire à Koudougou, la radio a affirmé que ces chefs, tout en déplorant la disparition tragique du président Sankara, ont apporté leur soutien au processus de « rectification » déclenché le 15 octobre. La radio a précisé que le communiqué du Front populaire avait été approuvé par le capitaine Boukari Kabore.

Toutefois, selon l'AFP, le capitaine Kabore, qui était très proche de l'ancien chef de l'Etat, serait en pourparlers avec le nouveau pouvoir afin de négocier les conditions de son ralliement. Sa position apparaît d'autant plus déterminante que plusieurs unités de l'armée burkinabé seraient tentées par la dissidence, notamment les garnisons cantonnées dans la région de Dieboubou (sud-ouest).

Arrestation  
de deux ministres

Certaines informations ont fait état de mouvements, dimanche, dans la IV<sup>e</sup> région militaire, commandée par le commandant Joanny Yaméogo, héros de conflit frontalier avec le Mali, en 1978, et rallié aux actuels dirigeants de Ouagadougou. Ces mouvements de troupes effectués sur la route reliant Bobo-Dioulasso, la capitale économique du pays, à Ouagadougou, auraient eu pour but d'intimider les hommes du capitaine Boukari Kabore et de couper toute tentative de rapprochement entre les garnisons de Koudougou et de Dieboubou.

Bref, le nouvel homme fort du Burkina-Faso aurait encore quelques difficultés à résoudre avant de consolider son pouvoir. Ainsi, deux anciens ministres du gouvernement

de Thomas Sankara ont été arrêtés : le ministre de l'Administration territoriale, M. Nongma Ernest Ouedraogo, et le ministre des finances, M. Eugene Talata Dondasse, ont été inculpés pour avoir mené une « campagne de désinformation » envers le capitaine Compaoré.

« Après avoir obtenu la preuve que certains ministres essayaient d'inciter les habitants de la capitale [aux troubles], nous avons ordonné l'arrestation de ces éléments », a déclaré le capitaine Compaoré lors d'une entretien avec un groupe de journalistes étrangers.

Il a, par ailleurs, confirmé que le nouvel organe suprême du pouvoir à Ouagadougou envisageait de revenir sur une série de mesures jugées impopulaires à l'époque du défunt président Thomas Sankara. Le nouveau dirigeant a cité pélo-mêle le port obligatoire du Faso Dan Fani (cotonnade locale imposée comme vêtement aux agents de l'Etat), la pratique du sport de masse (séances hebdomadaires de gymnastique dans les ministères) et la réforme de la fonction publique, qui s'est traduite par de nombreuses révocations et amputations de traitement.

« Si les masses arrivent à nous convaincre du caractère inopportuniste de telle ou telle décision, nous reviendrons là-dessus », a-t-il assuré, avant de dénoncer « les abus et les insuffisances » des comités de

défense de la Révolution (CDR) qui seront réformés.

A propos de la demande d'obseques réclamée par la famille Sankara, le capitaine Compaoré a déclaré que la question était prématurée. « Nous verrons, le moment venu, dans quelles conditions et dans quelle mesure nous allons lui [Thomas Sankara] réserver ce respect-là », a-t-il dit.

A Brazzaville, le comité central de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC) a invité, mercredi 21 octobre, la jeunesse burkinabé à « refuser toute collaboration » avec les nouvelles autorités du Burkina-Faso, qu'il qualifie de « gouvernement de trahison nationale ». Appelant la jeunesse à « rester fidèle à la ligne de Sankara », l'UJSC accuse le nouveau régime, dirigé par « le crapuleux et sadique assassiné » Thomas Sankara. Il « exige l'exhumation de la dépouille mortelle de Thomas Sankara et l'organisation de funérailles nationales ». L'UJSC, dont sont membres plusieurs hauts responsables du Congo, a, en outre, décidé de donner le nom de Thomas Sankara à un lycée de Brazzaville. La cérémonie, qui se déroulera jeudi 29 octobre, sera marquée par un rassemblement populaire auquel assisteront de nombreux dignitaires du régime. — (AFP.)

Anne  
PHILIPPE



Le regard  
de Vincent

roman

GALLIMARD

سكنا من الاصل



## Europe

## BELGIQUE

## Le septième gouvernement de M. Martens va préparer la révision de la Constitution

Le nouveau gouvernement de centre-droit belge, qui est en tous points identique au précédent, a prêté serment mercredi 21 octobre devant le roi Baudouin.

Le premier ministre, M. Wilfried Martens, qui avait démissionné jeudi dernier à la suite d'un désaccord au sein de sa coalition, dirigera ainsi son septième gouvernement depuis 1979. L'équipe reconduite était, quant à elle, au pouvoir depuis 1985.

À la fin de la semaine, le souverain avait accepté, après quatre jours de réflexion, la démission de M. Martens, tout en lui demandant de former un « gouvernement de transition » chargé d'expédier les affaires courantes. Ce cabinet doit surtout préparer le plus rapidement possible et présenter au Parlement un projet de « déclarations de révision de la Constitution ».

Après ce vote, la Chambre des députés et le Sénat seront dissous. Des élections anticipées seront organisées dans les quarante jours, probablement le 13 décembre. Ces

Assemblées « constituantes » pourront modifier la loi fondamentale belge, vieille de cent cinquante-six ans et amendée seulement quatre fois depuis. Cette révision était devenue inévitable ces dernières semaines en raison des querelles entre Flamands et francophones sur l'affaire de la commune de Fouron, petite enclave francophone en terre flamande et du sort à réserver à son bourgmestre, M. José Happart. Celui-ci avait été destitué en septembre 1986 parce qu'il refusait de s'exprimer en flamand dans l'exercice de ses fonctions. Toutefois, M. Happart devait être rapidement réélu par son conseil municipal à la tête de la commune, et un « bras de fer » s'était engagé avec les autorités nationales.

La formation du nouveau gouvernement est le résultat d'un accord intervenu entre les sociaux-chrétiens et les libéraux (Flamands et francophones) sur la liste des articles de la Constitution à réviser. — (AFP, Reuters.)

## POLOGNE

## Les projets de réforme du gouvernement font l'objet d'un vaste débat

Sans vouloir s'opposer aux réformes annoncées par le gouvernement polonais, qui doivent être approuvées samedi 24 octobre par le Parlement, les dirigeants de l'opposition polonaise multiplient cette semaine les mises en garde en invitant les autorités à faire la preuve d'une réelle volonté de changement.

Dans un communiqué remis mercredi 21 octobre à la presse, M. Lech Wałęsa, leader du syndicat Solidarité — officiellement dissous, — a estimé que, si le référendum annoncé par le gouvernement pour faire avaliser ses réformes était « honnêtement organisé », il pourrait constituer un élément « important et utile » du processus de démocratisation promis par ce dernier. Mais, a-t-il ajouté, il faut que les questions qui seront portées sur les bulletins de vote touchent aux vrais problèmes, c'est-à-dire aux « changements structurels » dont le pays a besoin.

M. Wałęsa a, en outre, préconisé la création d'une « représentation

sociale indépendante » qui aurait pour tâche de superviser ces réformes et dont les membres seraient issus de mouvements représentatifs de la population ou délégués par des « clubs de discussions » ou des organisations syndicales.

Ces déclarations font suite à une réunion, lundi à Gdansk, du conseil supérieur de Solidarité. La direction du syndicat, qui a convenu de poser au gouvernement un certain nombre de questions concernant notamment ses projets en matière de pluralisme et de politique des prix, n'a pas encore décidé de ce qu'elle conseillera à ses partisans de faire lors du référendum.

Parallèlement, de nombreuses voix, notamment d'économistes réputés, s'élèvent dans la presse officielle, qui leur a ouvert ses colonnes, pour réclamer des « réformes politiques radicales » et pour dénoncer la « timidité » des mesures envisagées pour restructurer l'économie nationale. — (AFP, Reuters, UPI.)

## Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand

Pierre Biamès

Biamès se préoccupe moins de juger que de remettre les choses à leur place.

Jean-Marc Kallèche

Le quotidien de Paris

Mine de rien, à petites touches, il fait tomber une idole : celle de « Gaulle l'Africain ».

Mireille Durel - Le Point

ARMAND COLIN



FACE À LA GARE ST-LAZARE 15, place du Havre, 43.87.34.84. Ouvert le lundi.

## Découvrez la Floride en version française...

Le meilleur de la Floride

avec la qualité Camino

"Floridarama", circuit accompagné pour grands et petits (même si vous ne parlez pas anglais) :

Miami Beach, Les Everglades, Sea World, Diner, World over EPCOT, Cap Kennedy, Palm Beach, et bien plus encore.

et tout un choix de voyages individuels.

• séjour à Miami Beach et Orlando à partir de 4.780 F\* (l'échange voiture à partir de 470 F/semaine).

• séjour libre (voiture ou métro) à partir de 4.990 F\*\*.

\* 1 semaine Avion + Hôtel

\*\* 1 semaine Avion + véhicule + hébergement (partant : réduction de 150 F).

Recevez gratuitement les programmes Floride 87/88 de Camino

Nom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Remarque : votre Agent de Voyages

21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris

Tél. 01 45.72.06.11

## Diplomatie

## La conférence de presse du président des Etats-Unis et les négociations soviéto-américaines

## M. Reagan au créneau

(Suite de la première page.)

M. Shultz doit être reçu par M. Gorbatchev vendredi matin. On a du mal à imaginer que le président américain puisse, avant même la fin des conversations de Moscou, faire état d'un résultat et annoncer la nouvelle la plus attendue : un sommet entre lui-même et le secrétaire général du PC soviétique. Une autre hypothèse est plausible : M. Reagan n'est pas sûr que le secrétaire d'Etat et ses interlocuteurs parviennent à un résultat spectaculaire et il préfère parler « avant » plutôt que d'être attaqué sur un événement échoué.

Une autre menace pèse sur la conférence de presse du président. Les Français pourraient tenter d'écarter d'ici leur « vengeance », annoncée depuis plusieurs jours, après les humiliations que leur ont fait subir les forces américaines dans le Golfe. Mais, pour l'instant, la politique menée par M. Reagan à l'égard de l'Iran a le soutien de l'opinion publique, et le Congrès lui-même hésite à exprimer son opposition.

## Un compromis sur le déficit

Pour l'essentiel, le président sera prié de clarifier son attitude en matière économique. Sa tâche sera plus facile si la convalescence de Wall Street se confirme jeudi, mais M. Reagan pourra difficilement éviter de dire si oui ou non il envisage une augmentation des impôts, comme l'en conjurent les démocrates et bon nombre d'économistes.

y compris le tout récent Prix Nobel d'économie, le professeur Solow, qui a eu des paroles fort peu amènes à son égard.

Jusqu'à présent, la réponse de M. Reagan a été invariablement négative. Mais cette position de principe est-elle encore tenable alors que le déséquilibre budgétaire (155 milliards de dollars cette année) est généralement considéré comme l'un des grands responsables de la faiblesse du dollar et du récent plongeon de Wall Street ? De plus, le président est pris dans le filet qu'a jeté sur lui la majorité démocrate du Congrès, en imposant un calendrier de réduction du déficit budgétaire.

assorti de coupes automatiques dans les dépenses (les dépenses militaires en premier lieu) si d'autres solutions ne peuvent être trouvées (le Monde du 30 septembre).

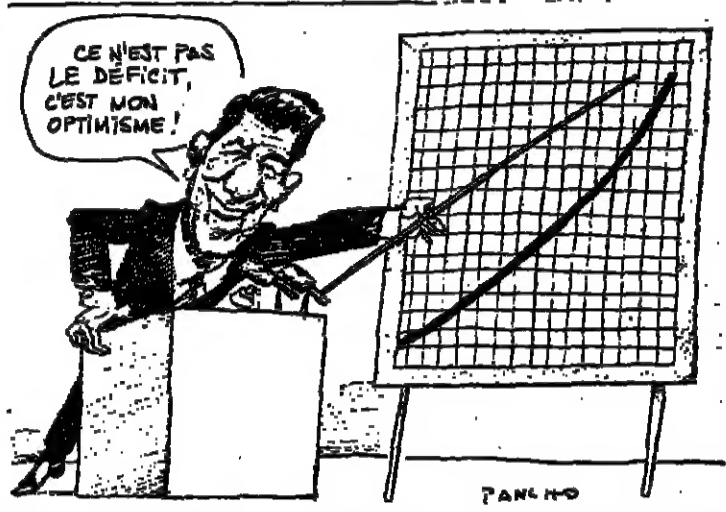
Même sans l'accès de folie de la Bourse de New-York, le président aurait sans doute été contraint d'envisager un compromis pour trouver un moyen de réduire de 23 milliards de dollars le déficit pour l'année 1988. Car les dispositions très complexes votées par le Congrès l'empêchent de réduire les dépenses civiles (déjà très fortement contractées) sans écorner les ressources du Pentagone. La seule solution, apparemment, serait donc d'augmenter les impôts ou, du moins, certaines

taxes. M. Reagan et les économistes de son équipe restent persuadés que c'est une mauvaise méthode, et le président l'a encore dit ces deux derniers jours, accusant une fois de plus les démocrates d'être les seuls responsables du déficit.

Un fait est certain : M. Reagan a senti la nécessité de réagir, de réaffirmer sa présence et, si possible, son autorité. Le sénateur Robert Dole, leader de la minorité républicaine du Sénat et candidat sérieux à l'élection présidentielle, l'avait d'ailleurs invité à le faire et, dans le même temps, à chercher un accommodement avec le Congrès. C'est que pour M. Dole, comme pour les autres candidats à l'investiture républicaine, l'enjeu est d'importance. Si M. Reagan se laisse balloter par les événements et si une crise économique se dessine, leurs chances en seraient réduites d'autant au profit des démocrates.

C'est donc aussi pour défendre les couleurs de son parti que M. Reagan monte au créneau dans des circonstances fort difficiles. Les grandes chaînes de télévision, qui lui avaient refusé l'antenne lorsqu'il avait voulu soutenir la candidature du juge Bork à la Cour suprême, transmettront la conférence de presse en direct à l'heure de la plus grande écoute. Un peu plus tôt, M. Nancy Reagan aura quitté l'hôpital où elle a été opérée d'un cancer du sein. C'est peut-être pour cela aussi que son mari a choisi ce jour pour se lancer dans l'arène.

JAN KRAUZE.



## Une « première »

## Le patriarche maronite du Liban en visite à Moscou

Pour la première fois, le patriarche maronite du Liban est en visite à Moscou. Chef d'une communauté d'environ quatre millions de fidèles dans le monde, Mgr Nasrallah Sfeir est arrivé, le mercredi 21 octobre et pour une semaine, dans la capitale soviétique.

Le patriarche maronite a commencé ses entretiens avec les représentants de la communauté orthodoxe russe, avec les ambassadeurs des pays arabes à Moscou et des responsables du ministère des affaires étrangères. De source diplomatique libanaise, on indique que Mgr Sfeir doit demander l'aide et la coopération de l'URSS pour contribuer à la solution de la crise libanaise.

Cette visite confirme surtout la volonté d'ouverture de la hiérarchie russe orthodoxe à quelques mois des célébrations du millénaire du christianisme russe, prévues pour juillet 1988. Déjà, le patriarche de Constantinople, Dimitrios, avait été reçu l'été dernier à Moscou pour une visite également qualifiée d'« historique ».

Qui plus est, s'agissant d'une Eglise orientale unie à Rome, la visite du chef de la communauté maronite est un nouveau signal adressé, par les dirigeants politiques et religieux de Moscou, en direction du Vatican, destiné à montrer leur bonne volonté.

## POINT DE VUE

## Et le Proche-Orient ?

par Spartak Beglov  
commentateur  
de l'agence soviétique Novosti

TOUT porte à croire que la mission du secrétaire d'Etat américain George Shultz à Moscou ne se réduira pas à la seule mise au point de l'accord sur les missiles de moyenne et courte portée (FNI) et aux dates de la visite de M. Gorbatchev aux Etats-Unis. « Je suis sûr des FNI », a dit, il y a quelques jours, le secrétaire d'Etat américain. Pourtant, à Moscou, il lui faudra faire encore un effort pour régler certains problèmes relatifs au calendrier de la suppression des missiles et au contrôle de ce processus.

Ce qui saute aux yeux, c'est l'intérêt que manifestent les deux parties à avancer le plus loin possible dans la concertation de questions de principe se rapportant à un autre accord : celui qui vise à réduire de 50 % les armements stratégiques offensifs des deux puissances. Cet intérêt est facile à comprendre : un progrès dans ce domaine contribuerait aussi bien au dialogue sur le désarmement qu'à la suite de la prochaine rencontre au sommet. Par conséquent, à régler, la satisfaction mutuelle, la question concernant le respect du traité sur les missiles antibalistiques (ABM) ? Bien des choses en dépendent.

L'administration des Etats-Unis est déjà impliquée dans les négociations grâce aux initiatives de Moscou et de ses alliés, mais elle semble montrer par son comportement que si elle veut promouvoir la « détente 2 », c'est pour n'en obtenir que ce qu'il lui faut en partant des considérations de politique intérieure.

fière, par exemple, pour rétablir le prestige du président, compromis par l'« étrange » et par d'autres échecs et scandales.

On est la réponse adéquate des gouvernements de l'OTAN à la nouvelle mentalité politique dont s'inspire la direction soviétique ? Telle est la question que l'on se pose à l'Ouest et à l'Est. Un vaste essai, ment a été donné au rapport spécial préparé par un groupe de trente-huit Américains faisant autorité et examiné lors d'une récente conférence à Saint-Paul (Minnesota). Adopter une nouvelle mentalité signifie renoncer aux vieux stéréotypes et apprendre à engager davantage d'actions conjointes pour

le bien de l'humanité, au nom de la sécurité générale. Telle était l'idée maîtresse de ces débats.

Pretons par exemple la situation au Proche-Orient. Voici comment certains auteurs du rapport conçoivent la réorganisation de la politique américaine dans cette région : abandonner les méthodes militaires et idéologiques traditionnelles pour des méthodes diplomatiques ; ne pas refuser l'aide soviétique dans le règlement des problèmes difficiles au Proche-Orient. Dans cette optique, il serait intéressant de savoir ce que dira George Shultz à Moscou pendant l'examen des problèmes régionaux, notamment au Proche-Orient ?

## La visite du président de la République en RFA

## M. Mitterrand exhorte les Allemands à aller de l'avant dans le domaine spatial

Le président François Mitterrand a achevé, jeudi 22 octobre, à Hanovre sa première visite d'Etat en Allemagne fédérale. Il retrouvera la RFA très bientôt, dans moins de trois semaines, pour le cinquantenaire du traité franco-allemand, qui se tiendra à Karlsruhe. Profitant de son passage au centre de recherches spatiales de Cologne, le président de la République a exhorté mercredi le gouvernement de Bonn à donner sa chance à l'Europe spatiale.

## HANOVRE

de nos envoyés spéciaux

La dernière visite d'Etat du septennat de M. François Mitterrand s'est achevée, jeudi 22 octobre, à Hanovre, capitale du Land de Basse-Saxe, où il était l'hôte de M. Ernst Albrecht, le ministre-président chrétien-démocrate. Avec ce dernier, M. Mitterrand a évoqué les problèmes agricoles européens, notamment dans la perspective de la prochaine présidence ouest-allemande de la Communauté. La Basse-Saxe, vaste région qui s'étend sur les plaines du nord de l'Allemagne, est un endroit où l'agriculture joue un rôle important. La grande des paysans ouest-allemands et leur ressentiment contre Bruxelles y sont particulièrement vifs.

Après, le président de la République avait été reçu en Rhénanie-du-Nord-Westphalie par le ministre-président, M. Johannes Rau, ancien candidat social-démocrate à la chancellerie, et avait visité le centre de recherches et d'essais sur les techniques spatiales près de Cologne.

Le président français a profité de l'occasion pour exhorter les Allemands de l'Ouest, et au premier chef le ministre de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, à ne pas fléchir dans le secteur spatial : « Il faut se dépêcher de répondre aux questions posées, résoudre le problème rapidement, en un, deux, trois, cinq ans... Ariane-5 va rester en panne. On aura l'air malin », a déclaré M. Mitterrand. En général, on n'aime pas discuter de tels projets avant les élections. Mais comme il y a toujours des élections, il faudra bien se décider.

Cette intervention aura-t-elle l'effet sur un gouvernement fédéral qui est plutôt réticent à accroître son effort dans le domaine de la conquête spatiale ? Le premier budget à être touché par les économies destinées à financer la réforme fiscale ouest-allemande est celui de la recherche, et ce type d'investissements est loin de susciter l'enthousiasme de l'opinion publique outre-Rhin. Le principal enjeu est la mise au point de la navette européenne Hermes, dont Ariane-5 doit être le lanceur. On mesure l'impact des propos mitterrandiens lors du sommet franco-allemand de Karlsruhe, les 12 et 13 novembre prochains, où le sujet devrait être abordé.

A Düsseldorf, capitale du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le président français a visité une remarquable exposition au Musée d'Art moderne de la ville. Ici sont rassemblées les œuvres des peintres et des sculpteurs que les nazis avaient estimé être représentatifs de l'art dégénéré. De pures merveilles. Les Cagall côtoient les principaux maîtres de l'expressionnisme allemand, comme Max Beckmann.

CLAIRE TRÉAN  
et LUC ROSENZWEIG

## DJERBA EN CONCORDE

du 7 au 11 Novembre

4 950 F

5 jours et 4 nuits  
pension complète  
Hôtel 4 étoiles

TAAG  
AIR FRANCE

LES PLUS FABULEUX VOYAGES

138, boulevard Voltaire - 75011 Paris

Tél. : 43.56.61.61



# COMPTE A REBOURS SUSPENDU MOMENTANEMENT

## Proche-Orient ?

Le Proche-Orient est un théâtre de conflits qui ne cesse d'évoluer. Les tensions entre Israël et les pays arabes restent vives, malgré les efforts de médiation internationale. La situation en Liban, en particulier, continue d'être instable, avec des affrontements entre différentes factions. Les négociations de paix restent bloquées, et la région reste sous le poids de la violence.

## La route de l'Europe

Le développement économique de l'Europe est un enjeu majeur pour les dirigeants politiques. Les pays européens cherchent à renforcer leur coopération économique et à attirer des investissements étrangers. Cependant, les défis sont nombreux, notamment en matière de chômage et de déséquilibre des comptes extérieurs. Des réformes structurelles sont nécessaires pour assurer la croissance durable de la région.

La situation internationale est marquée par des tensions croissantes. Les conflits armés continuent de faire rage dans certaines régions, tandis que les négociations de paix restent sans résultat. Les relations internationales sont également affectées par des différends commerciaux et politiques. Les dirigeants appellent à une plus grande coopération internationale pour résoudre ces problèmes et maintenir la paix mondiale.

### Communiqué

Après son entrevue avec le Ministre d'État Monsieur Édouard BALLADUR, mercredi 21 Octobre à 12 h 00, Monsieur Jean-Luc LAGARDÈRE, Président Directeur Général de MATRA déclare :

"Je comprends les raisons qui ont amené Monsieur Édouard BALLADUR à reporter de quelques jours la privatisation de MATRA. Il est vrai que le lancement de la fusée "Privatisation Matra" doit être fait dans un ciel dégagé qui permette une mise sur orbite tout à fait réussie. Je réaffirme ma conviction que le cyclone financier passé, le bon sens, la raison et la confiance reprennent le dessus.

Ainsi, suis-je persuadé que le compte à rebours de la "Privatisation Matra" repartira dans les jours qui viennent au point où il a été provisoirement interrompu."

**Lancement de l'Offre Publique de Vente des actions Matra.**

**MATRA** 

هكذا من الالهي







## Proche-Orient

## A travers le monde

### Le conflit du Golfe

#### Une plate-forme koweïtienne touchée par un missile



Une plate-forme pétrolière koweïtienne a été touchée, jeudi matin 22 octobre, par un missile, causant de graves dommages. Le missile, d'origine iranienne, a été tiré d'un navire de guerre iranien. L'impact se situe à 15 kilomètres du terminal d'Al-Ahmadi, déjà touché récemment par des missiles iraniens.

Le président Ronald Reagan a obtenu, le mercredi 21 octobre, un avis de deux mois avant que le Sénat ne se prononce sur la politique de la région. Par 54 voix contre 44, les sénateurs ont adopté un texte demandant au chef de l'exécutif de fournir, dans un délai d'un mois, un rapport détaillé sur la politique de la région, politique que le Sénat devra approuver ou désapprouver, également dans un délai d'un mois.

Les sénateurs ont par la même occasion repoussé toute décision sur l'éventualité de forcer le président Reagan à se plier à la loi sur les pouvoirs de guerre, datant de 1973, et obligeant la Maison Blanche à notifier au Congrès dans les quarante-huit heures l'envoi de forces militaires dans une région où « les circonstances indiquent clairement l'existence ou l'imminence d'hostilités ». Notification à partir de laquelle le Congrès a soixante jours pour approuver cette décision, faute de quoi les troupes américaines doivent être retirées de la région en question. Le président Reagan s'est jusqu'ici toujours opposé à invoquer cette loi, qu'il juge anticonstitutionnelle.

D'autre part, l'Irak a officiellement accusé mercredi les États-Unis de s'être directement engagés dans la guerre aux côtés de l'Irak à la suite de l'attaque, lundi 19 octobre, de deux plate-formes iraniennes dont l'une a été détruite — dans le Golfe. Dans un message adressé au secrétaire général de l'ONU, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, estime que Washington a perdu toute « légitimité » à participer à « des efforts diplomatiques multilatéraux » en vue de trouver une solution au conflit du Golfe.

Sur le terrain, l'artillerie à longue portée iranienne a repris, mercredi 21, ses bombardements sur Bassorah, principale ville du sud de l'Irak, où, selon un communiqué officiel irakien, cinq cent trente civils ont été hospitalisés au cours des six dernières semaines. Cent quinze d'entre eux ont succombé à leurs blessures. Toujours selon Bagdad, l'aviation irakienne a mené un nouveau raid, mercredi soir, contre un pétrolier en large des côtes irakiennes. Il s'agit de la deuxième attaque contre le trafic maritime dans le Golfe revendiquée par l'Irak en moins de vingt-quatre heures.

Les primes pour risques de guerre sur les cargaisons ont été multipliées par deux pour les navires se rendant dans les eaux koweïtiennes, ont annoncé les Lloyd's à Londres, le 21 octobre. Cette hausse ne s'applique qu'aux clients actuels des assureurs. Elle intervient quelques jours après une hausse des primes sur les navires eux-mêmes qui se rendent dans la même zone du Golfe. — (AFP, AP, Reuters.)

### ÉGYPTE : les Cairotes et leur métro

## Quand technologie rime avec magie

LE CAIRE  
de notre correspondant

Trois semaines après son inauguration, le métro commence à entrer dans les mœurs des Cairotes, dont plusieurs milliers l'ont déjà emprunté. Toutefois, comme pour toute innovation, cela ne se fait pas sans peine.

Les premiers jours d'ouverture au public, le principal problème résidait dans l'afflux de promeneurs. Des familles entières, père, mère et ribambelle d'enfants, venues des quartiers populaires de Choubra ou de Roufay, y descendaient comme on va au zoo. Fiers de leur « superbes métro », ils faisaient la queue pour prendre leur billet, « comme en Europe ». Après avoir admiré la bande magnétique du ticket, ils l'introduisaient avec appréhension dans l'« avertisseur de billets » et poussaient un soupir quand le billet jaillissait au bout de la machine chronométrée. Pour eux au moins, technologie rime toujours avec magie.

Mais cette euphorie n'est pas partagée par les milliers de personnes pour qui le métro est plus synonyme d'ennui : les resquilleurs, les fumeurs, les vendeurs à la sauvette et les mendicants. En effet, dès la première semaine, mille cinq cent dix-sept participants au championnat de la resquille se sont vu éliminer par

les arbitres en uniforme. Ils se sont vu infliger 2 livres d'amende, soit vingt voyages en autobus. Certains ont apuré la leçon. Ce sont les innocents habitués à payer leur billet dans le train ou qui ont trouvé les guichets fermés après épuisement des billets dans des petites stations comme Der-Esalam. D'autres vont vraisemblablement recommencer, ne serait-ce que pour récupérer indirectement l'amende.

### Fumeurs et pickpockets

Mais, quelles que soient les motivations de ceux qui n'ont pas de ticket, il s'agit d'un symptôme qui ne trompe pas. Le système de billetterie, calqué sur Paris, est inadapte au Caire. Il a fallu tout d'abord importer cent millions de billets de France, faute de pouvoir faire la bande magnétique sur place. On imagine déjà les pénuries de petits cartons importés en devises étrangères dans un pays où la bureaucratie est légendaire. De plus, si le ticket fait chic, il fait aussi... cher. Quand on additionne le prix du billet magnétique à celui des « avertisseurs » et que l'on ajoute le salaire des ouvriers chargés de la maintenance de ces machines sophistiquées, sans oublier celui des guides-contrôleurs qui se comptent par dizaines dans les

quatre stations du tunnel, on frise déjà la subvention.

Les fumeurs, qui ne peuvent s'empêcher d'encenser leur entourage, gardent eux aussi un mauvais souvenir du métro, où ils sont poursuivis dans les stations comme dans les wagons. Mille soixante-dix-sept d'entre eux ont payé chacun 10 livres d'amende, le quart du SMIC et l'équivalent de quinze paquets de cigarettes. Il y a aussi les vendeurs à la sauvette, dont une cinquantaine ont été pris en flagrant délit de vente d'épingles de nourrice et de sucres d'orge dès la première semaine, sans oublier les sept mendicants professionnels qui espéraient se bâtir une solide clientèle sous terre...

Mais, malgré tous ces problèmes de détail, il est encore infiniment plus agréable et plus sûr de prendre le métro au Caire qu'à Paris. Les voyageurs sont soulagés ou bruyamment allégres, même quand ils s'entassent dans les wagons aux heures de pointe. La promiscuité ne les gêne pas ; au contraire, ils la recherchent et se sentent en sécurité au milieu de la foule. Le seul pickpocket pris dans le métro a payé pour le savoir, lui qui a reçu une raclette de la foule et qui a été soulagé quand les policiers lui ont mis les menottes aux mains.

ALEXANDRE BUCCIANI.

### Chili

#### Nouveau projet de loi contre les groupes marxistes

Santiago-du-Chili. — La Junta militaire chilienne a approuvé, le mardi 20 octobre, un projet de loi interdisant la liberté de parole aux militants marxistes condamnés et permettant aux autorités de les évincer de leur emploi et de condamner à une amende les organes de presse qui publieraient leurs propos. Ce projet de loi prévoit aussi des sanctions contre tout parti politique qui accepterait une alliance avec les groupes marxistes. « Le pluralisme ne peut être légitimement éviqué par ceux qui ont l'intention avouée de l'abolir une fois qu'ils seront au pouvoir », a déclaré le ministre de la justice, M. Sergio Fernandez.

L'opposition chilienne a vivement critiqué ce projet de loi, qui devrait être signé prochainement par le général Augusto Pinochet. Au même moment, Manuel Bustos, président du Conseil national des travailleurs (CNT), deux autres responsables syndicaux, Arturo Hernandez et Moises Labrana, et deux dirigeants de l'opposition, Jose Sanfuentes et Juan Manuel Parra (Gauche unie), ont été arrêtés en raison de leur responsabilité dans l'organisation de la grève générale du 7 octobre. — (AFP, Reuters.)

### Tanzanie

#### M. Julius Nyerere candidat unique à la tête du parti unique...

L'ancien chef de l'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere, âgé de soixante-cinq ans, a été désigné, mercredi 21 octobre, comme candidat unique pour un nouveau mandat de cinq ans à la présidence du Chama cha mapinduzi (CCM, mouvement de la révolution, parti unique). M. Nyerere, qui avait abandonné la présidence du pays en novembre 1985, a été désigné à l'unanimité à la tête du comité exécutif national du CCM, réuni mercredi à Dodoma pour préparer le troisième congrès du parti qui devait s'ouvrir, jeudi 22 octobre, pour dix jours, dans cette future capitale de la Tanzanie, située dans le centre du pays (le Monde du 16 octobre).

La nomination de M. Nyerere a causé quelque surprise à Dar-Es-Salaam, où de nombreux observateurs pensaient qu'il céderait la présidence à M. Mwinyi, actuel chef de l'Etat, afin d'éviter d'éventuelles tensions entre les deux principaux responsables du parti. Au cours de cette année, M. Nyerere a fait campagne pour amener son parti à observer une plus stricte discipline, et on estime que son maintien à la présidence du CCM pourrait annoncer une mise à l'écart de ceux qu'il considère comme des « rivaux de la politique ». — (AFP.)

### EN BREF

● Une délégation chinoise à Moscou pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. — Pour la première fois depuis la rupture entre les deux pays, il y a un quart de siècle, la Chine sera représentée, le mois prochain à Moscou, aux cérémonies pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. M. Wu Xiquan, président de l'association pour l'amitié sino-soviétique, qui n'est pas membre du comité central du P.C.F., dirigera la délégation chinoise. D'autre part, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré mercredi 21 octobre que son pays s'opposera fermement à la venue au Tibet d'une mission d'enquête du Congrès américain « sur un soi-disant problème des droits de l'homme ». — (AFP.)

● Pâkin et les initiatives de paix du prince Sihanouk. — Un porte-parole chinois a refusé, mercredi 21 octobre à Pékin, de commenter le projet de rencontre entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh (le Monde du 22 octobre). « Nous respectons le prince Sihanouk et nous ne faisons aucun commentaire sur ce qu'il a l'intention de faire », a-t-il déclaré, en ajoutant que les récentes propositions de Phnom-Penh étaient « sans aucune signification pratique tant que le Vietnam maintient des troupes au Cambodge ». — (AFP.)

● PAKISTAN : trente morts dans une collision entre un autocar et un train. — Trente personnes ont été tuées et soixante autres blessées, le plus grand nombre de victimes dans un accident, mardi 20 octobre, près de Moro, dans la province méridionale de Sind. Un train de voyageurs est entré en collision avec un autocar surchargé qui était resté bloqué à un passage à niveau non gardé. Les trente morts sont tous des passagers de l'autocar, qui a été pulvérisé sous le choc. — (AFP.)

## Asie

### CORÉE DU SUD : les divisions de l'opposition

#### Le divorce entre les « deux Kim » semble consommé

Le ministre sud-coréen des affaires étrangères est arrivé mardi 20 octobre à Paris. Au cours de sa visite officielle à l'invitation de M. Jean-Bernard Raimond, M. Choi Kwang Soo s'est entretenu avec M. Michel Noh, ministre chargé du commerce extérieur, et il devait rencontrer, jeudi, M. Jacques Chirac. L'objet de ce voyage est d'améliorer l'image internationale de la Corée du Sud à l'occasion d'un an des Jeux olympiques de Séoul et à un moment où le pays traverse un délicat processus de démocratisation.

TOKYO  
de notre correspondant

Des opposants en colère ont accueilli M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir à la succession du président Chun Doo Whan, avec des œufs et des grenades lacrymogènes lors de sa visite, mercredi 21 octobre, à Kwangju. Il s'agit du premier incident électoral pour l'arrivée au pouvoir du processus de démocratisation actuellement en cours en Corée du Sud.

Kwangju avait été le théâtre, en mai 1980, d'émeutes réprimées dans le sang par les parascandales. Il y a, à l'époque, officiellement deux cents morts, et près d'un millier selon les habitants. Au moment de ces événements, M. Roh était général et bras droit du général Chun, auteur du putsch militaire qui le mena au pouvoir.

Les grenades lacrymogènes lancées mercredi par des contestataires lors du meeting de M. Roh ont provoqué un début de panique et l'intervention des forces de l'ordre, qui ont procédé à une vingtaine d'arrestations. Quelques minutes plus tôt, M. Roh avait reçu un visage et à la poitrine des œufs lancés par des femmes membres de familles des victimes.

Ville du ressentiment, Kwangju est aussi située au cœur d'une province, Cholla, traditionnellement antigouvernementale et favorable à M. Kim Dae Jung, la grande figure de l'opposition en Corée du Sud depuis le début des années 70 et candidat à la succession de M. Chun. Une candidature encore en pointillé : M. Kim a déclaré, le vendredi 16 octobre, à la télévision : « Il est certain que je me présenterai, mais je déciderai à la fin du mois de quelle manière (le Monde du 16-19 octobre). Un acte informel de candidature qui n'a fait que confirmer la division déjà profonde de l'opposition.

L'autre Kim, M. Kim Young Sam, président du Parti démocrate pour la réunification, s'est en effet déclaré candidat au début d'octobre

et a commencé sa campagne. Dimanche 18, il a mobilisé un million de partisans dans sa ville natale de Pusan, le grand port du sud de la péninsule. Dans sa déclaration de vendredi, M. Kim Dae Jung a précisé : « Quand je serai convaincu que l'opposition risque de perdre si nous nous présentons tous les deux ou que M. Kim Young Sam a la

sauveur de l'opinion, je me retirerai. »

Le 5 novembre, le congrès du Parti démocrate pour la réunification devrait désigner officiellement M. Kim Young Sam comme son candidat pour l'élection présidentielle prévue pour le 20 décembre. M. Kim Dae Jung se présenterait donc en indépendant.

PHILIPPE PONS.

## ÉPOQUE

Revue trimestrielle d'analyse critique des phénomènes sociaux contemporains  
n° 3, octobre 1987

#### Querelle autour d'une carte d'identité de la France

Le débat sur la nationalité, l'origine de la nation française, 1917 et la mémoire du PCF, Alain Finkielkraut et la culture

Le numéro : 35 F

Abonnements : 1 an (5 numéros) : 150 F - 100 F (étudiant)  
Chèque à l'ordre d'ÉPOQUE, tour Capri, 29<sup>e</sup> étage,  
23, villa d'Este, 75013 PARIS

# ALTEA

## HOTEL

*Altea en France  
c'est plus de trente hôtels  
au cœur des régions  
et au centre des villes.*

Réervation : Tel. (1) 42.68.22.88. Tel. Vert. : 05.28.88.00.



*Altea, des hôtels en sythuse avec la ville.*

Albi, Beaune, Belfort, Besançon, Clermont-Ferrand, Colmar, Deauville, Dijon, Dunkerque, Grande Motte, Lyon, Mâcon, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nemours, Orange, Orly, Paris, Reims, Rennes, Roubaix, Rouen, Saint-Etienne, Saint-Valéry-en-Caux, Strasbourg, Toulon, Toulouse.

Une chaîne de Pullman International Hotels. Groupe Wagons-lits.

سكنا من الاجل



# Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## OUTRE-MER : une « consolidation » contestée

L'Assemblée nationale a adopté, le mercredi 21 octobre, le projet de budget du ministère des départements et territoires d'outre-mer pour 1988, dont les crédits de paiement s'élèvent à 1 773,29 millions de francs (contre 1 717,89 l'an passé) et les autorisations de programme à 962,47 millions (contre 916,50). Les députés du RPR, de l'UDF et du Front national ont voté pour ; ceux du PS et du PC ont voté contre.

Rien n'est plus facile que de jongler avec les chiffres. Et, mercredi, au Palais-Bourbon, tout le monde s'en est donné à cœur joie. Le rapporteur spécial de la commission des finances chargé de présenter le budget des DOM, M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR), a tout simplement estimé que l'enveloppe mise à la disposition de M. Bernard Pons atteignait « un niveau exceptionnel », puisqu'elle faisait apparaître une augmentation des crédits de près de 30 % par rapport... à 1986.

Plus sobre, M. Jean Marais, député UDF de la Martinique, a relevé que cette augmentation n'était, en vérité, que de 3,2 % par rapport à 1987 « pour un taux pré-

visible d'inflation à peu près équivalent ». Il en a conclu qu'« un optimisme débordant n'est pas de mise ».

Quant à l'opposition, elle a surtout retenu qu'en réalité le budget des DOM-TOM, hors transferts, stagne (- 0,1 %), ce qui lui a permis de parler de « régression ».

M. Pons n'ayant pas contesté qu'il s'agissait avant tout d'un budget de « consolidation » sans originalité particulière mais destiné à assurer l'application de sa loi de programme pour le développement économique des DOM-TOM, les uns et les autres lui ont reproché un certain manque de souffle.

Au nom du Front national M. Roger Holeindre, député de la Seine-Saint-Denis, a fait la moue devant ce « bon travail comptable » ne traduisant, à ses yeux, qu'une banale gestion « d'épicerie ». Le député RPR de la Polynésie, M. Edouard Fritch, ouvertement jaloux de l'effort consenti en faveur de la Nouvelle-Calédonie, a estimé que ce budget « ne prend pas en compte toutes les priorités qui conditionnent la stabilité politique et sociale » de son territoire.

Ironique, l'ancien secrétaire d'Etat socialiste, M. Georges

Lemoine, député d'Eure-et-Loir, a lancé à son successeur : « Au Michel-Ange triomphant de l'an passé succède un comptable scrupuleux ! On se croirait à la Bourse, tout se passe comme si vous étiez vous-même la première victime de la publicité mensongère de vos actions outre-mer... »

### Bonnes émissaires

Péremptoire, M. Maxime Gremetz (Somme), au nom des communistes, a accusé le gouvernement de perpétuer outre-mer « une politi-

que de discrimination et d'injustice » dont le résultat sera « une inégalité et un chômage accrus ». « Tous les engagements pris ont été tenus », a répliqué M. Pons.

Au-delà des polémiques rituelles, les seules émotions qui se soient vraiment exprimées au cours de ce débat sont venues des bancs de la droite et de l'extrême droite. Et elles visaient moins les moyens à mettre en œuvre pour mieux préparer l'outre-mer français au rendez-vous européen de 1992 que certains bons émissaires. M. Michel Delmot (RPR, la Réunion) a crié haro sur les Australiens, coupables à ses yeux de

soutenir la cause des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie. L'ancien premier ministre a suggéré que la France saisisse le comité de décolonisation de l'ONU au nom des aborigènes victimes en Australie d'une « colonisation sauvage et brutale ».

Le nouveau député de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Gérard Grignon (UDF) a cloué au pilori les Canadiens, qui se montrent intransigeants devant les revendications des pêcheurs de l'archipel français d'Amérique du Nord. Il a dénoncé leur « mauvaise foi » et leur « mépris du droit international (...)

Indigne de ce grand pays qui se dit moderne et civilisé ».

Toujours présent dans ce genre de baroud, M. Holeindre a vu de nouveau la main de Moscou derrière « l'union sacrée entre les syndicats indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, de Nouvelle-Zélande et d'Australie ». Mais au sujet de la Nouvelle-Calédonie, le député du Front national, qui accuse volontiers le RPR de « magouiller », a également demandé à M. Pons de « casser tous les monopoles apatrides qui accaparent tous les profits et ne rapportent rien à la France ».

A. R.

## Les limites du volontarisme

Le budget de M. Pons pour 1988 ne mérite assurément ni l'excès d'honneur affiché à droite ni l'indignité clamée à gauche. Mais les retards accumulés outre-mer sont tellement importants dans tous les domaines que tous les élus locaux ont de bonnes raisons d'avoir des frissons devant la perspective du marché unique européen de 1992 qui risque d'avoir chez eux des effets encore plus pervers que les séquelles de la colonisation ou de l'esclavagisme.

Car, quoi qu'en dise le gouvernement, ces retards ne sont pas près d'être résorbés. Malgré les reports optimistes des préfectures, les mesures de défiscalisation des investissements prises en 1986 n'ont pour le moment que des effets limités sur l'activité économique des DOM. Le taux officiel du chômage y atteint toujours des niveaux effrayants par rapport à la situation métropolitaine : 30,80 % de la population active à la Réunion, 23,30 % à la Martinique, 20,70 % à la Guadeloupe, et 12,30 % en Guyane, où le nombre croissant des réfugiés du Suriname vient s'ajouter à celui des immigrés de la Caraïbe en situation irrégulière.

Les inégalités sociales demeurent tout aussi criantes. Si les choses s'améliorent parfois, ce n'est que très lentement. Par exemple, il n'est plus indispensable de justifier d'un emploi, à Fort-de-France, Pointe-à-Pitre ou Saint-Denis-de-la-Réunion, pour bénéficier de l'allocation-logement. Mais cette condition demeure requise pour bénéficier des allocations familiales, ce qui reste intolérable au regard des impératifs de solidarité nationale, surtout dans ces départements où la quête d'un emploi relève de celle du Graal... La loi-programme a prévu d'en finir avec cette iniquité dans un délai... de trois à cinq ans.

### « Les moyens de faire des cadeaux »

En outre, la Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale prévue dans ce texte et qui sera chargée de soumettre des propositions au ministre des DOM-TOM n'est pas encore installée. Elle le sera « prochainement », sous la présidence de M. Hector Rivierez, ancien député RPR de la Guyane. Si

la responsabilité de ce retard n'incombe pas uniquement au gouvernement, il s'agit néanmoins d'un détail révélateur des limites du volontarisme de M. Pons.

Dans l'immédiat, le ministre des DOM-TOM paraît plus préoccupé par les contingences prévisibles de la future campagne électorale. Prodiges à un petit tour de passe-passe, il a ainsi gonflé la « cagnotte » budgétaire mise à la disposition des préfets, au titre du FIDOM (Fonds d'investissement), au détriment des sommes réservées aux conseils généraux et régionaux. La section « générale » du FIDOM est ainsi en augmentation de 9,7 % pour les crédits et de 12,7 % pour les autorisations de programme par rapport à 1987, alors que les sections « régionale » et « départementale » de ce Fonds de développement sont en baisse respectivement de 57 et 58 points en crédits de paiement et de 9 et 5,4 points en autorisations de programme.

M. Pons, souriant, n'a pas caché ses arrière-pensées aux députés : « Ces crédits étaient affectés avec une certaine orientation... L'Etat a voulu garder une soupape de sécurité. La part affectée aux préfets permettra de rectifier certaines

injustices, bien naturelles au demeurant car les hommes politiques restent des hommes... » Le délégué national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Fol (Seine-et-Marne) a dit la même chose différemment : « Vous vous réservez la possibilité de servir vos amis et de donner à M. Chirac les moyens de faire des cadeaux lors de ses visites ».

Sans parler de l'« affairisme », malheureusement trop répandu. Le mot a été lâché par M. Georges Lemoine. L'ancien secrétaire d'Etat socialiste s'est fait un plaisir de citer un texte... de M. Roger Holeindre, le député du Front national ayant taillé des croupières au Rassemblement pour la Calédonie dans la République, le parti de M. Jacques Lefleur, député RPR, et accusé, celui-ci et ses amis, de « magouilles » en tout genre.

M. Pons a répondu à son prédécesseur qu'il envisage la mise en place d'une chambre des comptes qui aurait autorité sur l'ensemble des territoires du Pacifique, admettant ainsi le caractère légitime d'une préoccupation partagée au-delà des clivages partisans.

ALAIN ROLLAT.

Une nouvelle vente par Minitel

EN DIRECT  
DES VIGNERONS

Pour votre cave, ou pour offrir

les « bons crus »  
des régions  
de France.

au 36 15  
code « COOPVIN »

Bourgogne  
Bordeaux  
Côte du Rhône  
Champagne  
Jura  
Loire  
Mâconnais  
Provence  
Roussillon  
Sud-Ouest  
Val de Loire  
Vendée  
Alsace  
Coteaux du Jura  
Coteaux du Jura  
Coteaux du Jura

Livraison sous 8 jours

## 600 PRIX 2.000.000 F A GAGNER LE MONDE DU VIN

### QUESTION N° 11

La chlorose est-elle :

- une maladie de la vigne due surtout à une carence en fer ?
- une maladie du vin assimilable à la « tourbe » ?
- une réaction chimique qui peut se produire lorsque l'on coupe un vin ?
- une caractéristique olfactive des vins provenant de régions proches de la mer ?
- une évolution anormale parfois observée sur les vins transportés par bateau ?

### QUESTION N° 12

Quel est l'auteur de la première classification des grands crus de Bordeaux ?

### POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

### POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



VIGNETTE  
N° 6

avec le patronage de l'INA  
et de la SOPEXA

## F. & J. RIGAL A DEUX, LE CAHORS EST MEILLEUR

"Aujourd'hui, le Cahors doit être exemplaire. Être le premier vignoble de cette appellation ne suffit pas. Il faut le surpasser. Pour élever un Châteauneuf-Saint-Denis Parnac et un Parnac de Cénac. La science de l'œnologie rejoint à l'acquérit d'une tradition. C'est ce savoir-faire qui donne à nos vins leur identité et justifie le prestige de Cahors." F. & J. Rigal, Parnac, Lot.



Le vin en Lot, en France, est produit par les vignobles de Cahors.

**AVIS DE**  
DANS LE CADRE  
DE LA BANCQUE  
D'ÉTAT

Les banques ont l'honneur de vous adresser ci-joint le dossier d'appel d'offres pour la construction d'un bâtiment de bureaux de 12 500 m<sup>2</sup> qui sera construit sur le terrain sis à la commune de Cahors (Lot) n° 12 500 m<sup>2</sup> cadastré sous le n° 12 500 m<sup>2</sup> et qui sera affecté à la construction d'un bâtiment de bureaux de 12 500 m<sup>2</sup> qui sera construit sur le terrain sis à la commune de Cahors (Lot) n° 12 500 m<sup>2</sup> et qui sera affecté à la construction d'un bâtiment de bureaux de 12 500 m<sup>2</sup>.

Le dossier d'appel d'offres est composé de :

- 1. Le plan de situation.
- 2. Le plan de masse.
- 3. Le plan de coupe.
- 4. Le plan de fondation.
- 5. Le plan de toiture.
- 6. Le plan de plomberie.
- 7. Le plan d'électricité.
- 8. Le plan de chauffage.
- 9. Le plan de ventilation.
- 10. Le plan de sécurité.
- 11. Le plan de désinfection.
- 12. Le plan de maintenance.

Le dossier d'appel d'offres est disponible à la Banque d'Etat de France, 10 rue de la Banque, 75001 Paris.

Le Directeur de la Banque d'Etat de France, 10 rue de la Banque, 75001 Paris.

Tél. : 01 37 13 13 13  
Tél. : 01 37 13 13 13  
( Répondre et décrire )



## Politique

Le procès à Nouméa des auteurs de la fusillade de Hienghène

### « La rivière était rouge du sang de mes camarades »

NOUMÉA  
de notre correspondant

« Un cauchemar » : le mot revient régulièrement dans leurs récits de cette soirée du 5 décembre 1984. Au quatrième jour du procès des auteurs de la fusillade de Hienghène, le mardi 22 octobre à Nouméa, le témoignage des « rescapés » est lugubre. Litanie de coups de feu, de cris de haine. Souvenirs de fuite éperdue, dans la nuit, à travers la muraille de plombs, le corps meurtri. La scène, ce soir-là, se situe en contrebas de l'habitation de l'un des accusés, Maurice Mitridé, où les véhicules des Cinqs ont dû s'immobiliser devant un tronc de cocotier placé en travers de la piste. Joseph Poi raconte, le ton grave : « Les coups de feu ont éclaté. J'ai senti de la voiture et j'ai senti des chevrotines sous les pieds. J'ai plongé dans la rivière pour me cacher sous une touffe de bambou. De là, j'entendais des hurlements : « Sales Canaques... »

blessé à la jambe. Je me suis caché dans la rivière et j'ai entendu : « Il faut brûler les voitures. Ils éclairaient la rivière avec des lampes. »

Bernard Mafépas, enfin, la voix ferme et la révolte contenue : « On revenait de la réunion du centre culturel, au village, où on avait décidé de lever nos barrières routières. Devant la maison de M. Mitridé, les coups de feu sont partis, venant d'un premier groupe. Je me suis enfui, mais j'ai été atteint à la main et au bas-ventre. D'autres hommes nous attendaient près de la rivière et ils nous tiraient dessus. J'ai plongé dans la rivière et je les entendais dire : « Regarde le sang ! regarde le sang ! » C'est vrai, la rivière était rouge de sang, le sang de mes camarades. »

L'expert en balistique a pu préciser que les coups de feu ont été tirés d'une distance de 1 à 10 mètres. Ils étaient dix-sept militants indépendantistes. Dix d'entre eux périrent dans ce carnage.

Pourquoi cette folie meurtrière ? L'audition des sept accusés, mercredi, ne permet pas d'apporter une grande lumière sur les circonstances de la tuerie. Les

réponses sont confuses, parfois incohérentes. Ainsi, Raoul Lapetite — le « patriarche » du clan des méti — justifie l'idée de barrer la piste à l'aide d'un tronc de cocotier par la volonté de « parlementer » avec les militants du FLNKS. Or, quand on lui demande pourquoi aucune discussion ne s'est engagée entre le moment de l'arrêt des véhicules et l'instant où la fusillade éclata — il s'était écoulé environ une minute — il explique : « Il était difficile à l'époque d'approcher ces gens-là. » L'intention de « parlementer » était-elle réelle ? On cette minute de silence, ce face-à-face crispé, furent-ils plutôt une incroyable occasion manquée où un rien aurait suffi à renouer le dialogue ?

« Il y avait un froid entre nous »

De même, les accusés opposent des silences gênés quand la partie civile et l'accusation leur rappellent leurs toutes premières déclarations devant le juge d'instruction, en décembre 1984. Confession accablante, à l'époque : « Nous avons pris nos différents postes de combat en attendant l'arrivée des véhicules du

FLNKS. » « Pour nous qui étions du côté de la rivière, notre mission était de couper le repli des éventuels membres du FLNKS qui s'enfuiraient des véhicules. » « Des Mélanésiens ont été achetés, tirés à bout portant par certains d'entre nous. » Devant la barre, il ne restait plus grand-chose de cette préparation quasi-militaire et de cet acharnement sur les victimes. Les réponses oscillaient entre : « Je n'ai rien vu, il faisait noir », et : « Je ne me souviens plus, c'était il y a trois ans... »

Ces différents témoignages permettent de mesurer la profondeur du fossé qui sépare alors les différentes communautés de Hienghène. Les liens, les affinités, noués sur plusieurs générations, semblaient s'être brutalement dissous en quelques jours. « Tous les gens de la tribu de Tiendani qui sont morts, c'étaient mes copains ! », s'est exclamé José Lapetite — le fils de Raoul — mais, depuis le boycottage des élections du 18 novembre 1984, ils avaient changé, il y avait un froid entre nous. » Et aujourd'hui encore, dans leurs dépositions, ils se nomment par leur prénom, parfois par leur surnom.

FREDERIC BOBIN.

Projet de loi d'amélioration de la décentralisation

### Les communes n'auront plus le droit d'aider les entreprises en difficulté

La discussion du projet de loi d'amélioration de la décentralisation s'est poursuivie, mercredi 21 octobre, au Sénat. Ont été examinées les nouvelles règles relatives à la répartition de la DGE (dotation globale d'équipement), et l'interventionnisme économique des collectivités locales, ainsi que les allègements apportés à la procédure budgétaire des communes. Les sénateurs ne devaient examiner que le 22 octobre, le « moyen dur » de ce texte qui rend aux TPG (travaux publics généraux) la mission de procéder à l'appareillement administratif des

comptes des communes de moins de 2000 habitants.

Les sénateurs ont succubé à la tentation. Prenant prétexte d'un projet en cinq volets, ils ont essayé d'y introduire par voie d'articles additionnels quelques-unes de leurs préoccupations. Ainsi les centristes proposent une modification de la loi électorale municipale, la création d'une commission nationale de réforme de la fiscalité locale, la réduction du délai de remboursement aux collectivités locales de la TVA sur leurs investissements. Les

communistes souhaitent que les élus disposent de crédits d'heures pour assurer leurs mandats. Le RPR voulait qu'aux critères fiscaux soient ajoutés des critères reposant sur « des valeurs économiques réelles » pour le calcul de la DGE. Toutes ces tentatives ont été infructueuses... à l'exception de la demande des trois sénateurs du Haut-Rhin pour que les communes d'Alsace-Lorraine ne soient plus contraintes d'avoir un garde-champêtre assermenté.

Une des initiatives sénatoriales a cependant contraint M. Yves Cal-

land, ministre délégué chargé des collectivités locales, à monter au créneau. MM. Henri Goetschy (Union cent. Haut-Rhin), Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin) et M. Paul-Louis Fort (PC, Seine-Saint-Denis) entendaient revenir sur la loi de janvier 1983 en permettant aux petites communes d'opter entre fond de concours et subventions spécifiques. Une suspension de séance permettant à M. Galland d'invoquer la solidarité majoritaire a eu raison de la détermination des centristes et du RPR, qui ont retiré leur amendement contre la promesse d'un bilan par le gouvernement du système actuel dans un an. Les communistes se sont donc retrouvés seuls à voter cette proposition à laquelle les socialistes sont hostiles.

Après avoir adopté les nouvelles règles de répartition de la DGE, quelque peu modifiées par le gouvernement lui-même afin que les vingt-cinq (au lieu de quatre-vingt-un actuellement) départements les plus défavorisés soient réellement avantagés, les sénateurs de la majorité ont approuvé les limitations apportées au rôle économique des communes (dont la suppression de leurs possibilités d'aides aux entreprises en difficulté). Toutefois, à la demande de M. Paul Girod (Gauche dém. Alsace), rapporteur de la commission des lois, les communes auront le droit d'intervenir en milieu rural pour rétablir des services indispensables.

A. Ch.

### PROPOS ET DÉBATS

M. Le Pen :

la curée

M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, affirme, dans une interview publiée par l'hebdomadaire Paris-Match à propos des récentes déclarations de M. Jacques Chirac : « Lorsqu'il prétend que les braves égarés du FN retourneront au bercail RPR, je lui réponds qu'ils ont été si souvent tondus qu'ils n'y reviendront pas. » Interrogé sur le fait qu'il apporte ou non son soutien à M. Barre ou à M. Chirac second tour de l'élection présidentielle, M. Le Pen déclare : « A six mois de l'élection présidentielle, je ne réponds pas à ce genre de question. Tout dépendra de ce qu'ils auront dit. Alors, je prendrai mes responsabilités. » M. Le Pen affirme aussi : « Il y a autour de moi une atmosphère de curée, parce que certains, qui se trompent, pensent que je suis à terre. »

M. Fabius :

convaincre M. Mitterrand

M. Laurent Fabius a affirmé, le mercredi 21 octobre à Londres, lors d'une interview à la chaîne de télévision Channel four, qu'il s'emploie à « convaincre M. Mitterrand de se représenter » à l'élection présidentielle. Il a jugé peu probable que le président de la République fasse connaître sa décision avant les mois de février ou mars.



**« La rencontre de la princesse de Clèves et de Pougatchev, racontée... avec toute l'émotion dont elle est capable, par une femme qui nous dit « deux ou trois choses » qu'elle n'a jamais osé dire ! »**

Nicole Zand  
Le Monde

**« Le récit bouleversant d'une passion comme il n'y en a peu. Allez-y voir vous-même... Il y a du feu à prendre ! »**

Jean-Pierre Léonardini  
l'Humanité

**« Un hommage bouleversant ! »**

Karine Signoret  
France-Soir

**Marina Vlady**  
**VLADIMIR**  
**ou le vol arrêté**

299 pages  
89 F

**FAYARD**



## Banque Islamique de Développement

### AVIS DE PRESELECTION

DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU PROJET DU SIEGE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT  
DJEDDAH - ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Les entreprises intéressées sont invitées à demander les documents relatifs à la sélection dans le cadre du projet ci-dessus. Le dossier d'appel d'offres ne sera ultérieurement envoyé qu'aux sociétés ou entreprises communes qui auront été sélectionnées pour avoir la capacité technique requise pour réaliser efficacement le projet.

Le projet est constitué des éléments suivants : une tour haute (21 étages, 1 sous-sol, une structure en acier, une surface totale des étages de 42.500 M2 abritant les bureaux du siège de la Banque et ceux de l'Institut islamique de recherche et de formation ; un centre de conférence en dome (4 étages, sous-sol, une structure en béton armé (BA), 12.500 M2) qui loge une salle de réunion d'une capacité de 1500 personnes ; une zone résidentielle et d'activités sociales (5 étages, une structure en acier, 5000 M2) ; et un podium (1 étage, 2 sous-sols, une structure en béton armé (BA), 40.000 M2) reliant les éléments ci-dessus et permettant d'avoir une aire de stationnement couverte pour 990 voitures. Le site a une superficie totale de 46.500 M2. Le projet couvre également la réalisation d'une mosquée de 10 étages sur un terrain jouxtant le projet et l'aménagement d'espaces verts.

Le dossier d'appel d'offres renfermera les plans détaillés, les prescriptions techniques et le devis quantitatif, le tout mis au point par le cabinet A&E d'ingénieurs-consultants. L'adjudication du contrat se fera sur la base d'un prix forfaitaire fixe. Le contrat portera sur l'élaboration de l'ensemble des plans, la réalisation des travaux du site et sur l'exécution du projet.

Autres informations utiles :

1. Nom de l'employeur : LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT, Une institution internationale dont le siège est à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
2. Période de soumission : 3 mois à partir du 23 mars 1988 date prévue du lancement de l'appel.
3. Période de construction : 28,5 mois à partir de la date d'adjudication du contrat.
4. Conditions particulières : L'entrepreneur et tous les associés, les vendeurs, transporteurs etc... seront soumis aux règles en matière de boycottage des organisations telles que la Confédération islamique, la Ligue des Etats Arabes et l'Organisation de l'Unité Arabe.

La loi régissant le contrat de construction sera celle du Royaume d'Arabie Saoudite. Une caution de soumission sera payée. Au cas où l'Employeur ou le consultant jugerait que cet appel n'a pas trouvé l'écho souhaité auprès du public, l'Employeur se réserve le droit de sélectionner les entreprises appropriées et leur demander de participer au projet.

Les documents relatifs à la sélection préalable seront les suivants : instructions, renseignements sur le projet et un questionnaire. La demande d'obtention des documents relatifs à la sélection doit être présentée par écrit et envoyée à la Banque par courrier postal, télex ou fac-similé d'ici au 9 novembre 1987 à l'adresse suivante :

LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION - Banque Islamique de Développement  
R.P. 5925, Djeddah 21432 - Royaume d'Arabie Saoudite  
Télex : 601137 ISDS SJ (message en anglais). Télex : 601407 ISDS SJ (message en anglais).  
Télex : 601945 ISLAM SJ (message en arabe). Fac-similé : 966 2 636 6871

( Réponses et documents à l'appel doivent être envoyés en anglais. )

Signature  
LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION

حكايا من الاصل



## Politique

## Au bureau exécutif

## Les socialistes prévoient de renationaliser tout ce qui pourrait être encore privatisé

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 21 octobre, a quelque peu durci le ton à propos des privatisations. Les socialistes considèrent qu'après la crise boursière, s'ouvre une période « suspecte » — à cause des « noyaux durs » — mais aussi, désormais, « dangereuse ». C'est pourquoi M. Pierre Mauroy, notamment, a proposé que les socialistes s'engagent à renationaliser toutes les sociétés qui seraient privatisées à partir de maintenant.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a précisé que cette position ne le gêne pas, qu'elle suppose que les socialistes soient déterminés à l'appliquer.

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a précisé que le bureau exécutif a unanimement soutenu que l'UAP soit renationalisée, si sa privatisation est maintenue. Les socialistes se sont félicités que le débat soit désormais sur un terrain qu'ils ont imposé. Ils vont continuer à « exiger » l'arrêt des privatisations. M. Bérégovoy a remarqué que la

récente crise boursière marque « la faillite des idées du libéralisme sauvage ».

Les dirigeants socialistes ont réaffirmé la nécessité d'un service public fort. Ils estiment qu'ils n'ont pas à lever des maintenant le voile sur les méthodes qui pourraient être appliquées aux sociétés déjà privatisées, pour reprendre, éventuellement, leur contrôle, mais ils ne se privent, *a priori*, d'aucun moyen.

Le durcissement de ton du PS sur ces sujets éveille certaines réticences chez les rocardiens. Le fait que M. Pierre Joxe soit le principal orateur socialiste lors du débat à l'Assemblée nationale sur les privatisations, le mardi 27 octobre, leur fait notamment craindre que ne soufflent sur l'hémicycle « l'esprit de Strasbourg » (lors des récentes journées parlementaires socialistes à Strasbourg, M. Joxe avait prononcé une violente diatribe contre le RPR et les modalités des privatisations). J.-L. A.

## A l'UDF

## Retard sur les idées et impatiences électorales

« Nous, à l'UDF, nous préférons engager la campagne des idées avant celle des candidats », avait fièrement déclaré M. Jean Lecanuet, devant les parlementaires UDF réunis fin septembre à Nice. Bel enthousiasme, en vérité, contrarié depuis par certains de ses amis qui manifestement semblent avoir eue d'autres préférences.

Ainsi, il se sera passé un mois avant que le bureau politique de l'UDF convoqué le mercredi 21 octobre ne se décide à ouvrir timidement ce chantier des idées en échauffant quelques commissions dites de réflexion chargées avant janvier « de se mettre en phase » avec le candidat à l'Elysée de l'UDF, chacun évidemment se gardant bien, connaissant la logique barrière de parler de cahier des charges. Dans un premier temps, M. Jean-Pierre Lachenaut, délégué général à l'organisation, va prendre contact avec chacune des commissions pour définir les conditions de ces travaux pratiques. Trois ou quatre thèmes ont été retenus : économie, emploi, Europe et peut-être défense. Les divergences apparues sur la défense entre MIM, Raymond

Barre et Valéry Giscard d'Estaing semblent pour l'heure susciter de la part des responsables de l'UDF quelques prudenances sinon quelques appréhensions.

Deuxième sujet évoqué lors de ce bureau politique : la réanimation de la commission Gaudin-Toubon sur les investitures aux élections législatives. « La campagne des candidats » n'est pas oubliée. M. André Rossinot avait été le premier à remettre ce sujet sur le tapis lors du dernier congrès radical du 11 octobre. Une semaine plus tard, M. François Léotard lui emboîtait le pas, en rappelant publiquement « que les investitures devaient être négociées et réglées » avant l'élection présidentielle. Entretemps, cette question fut également évoquée lors du déjeuner hebdomadaire à Maitignon des responsables de la majorité du mardi 13 octobre. M. Jacques Chirac avait répondu ce jour-là que ce problème ne lui paraissait pas relever d'une urgence prioritaire.

Il n'est effectivement pas le seul à penser du côté de la majorité, que vouloir aujourd'hui débattre de ce

problème revient à mettre la charue avant les bœufs. Comment parler des élections législatives sans savoir quand elles auront lieu, quelle majorité présidentielle sera en place ? Toutefois, pour ne déplaire à personne, un déjeuner est prévu le 28 octobre pour une reprise de contacts entre les responsables RPR et UDF. Il est acquis que nul ne songe à corriger le découpage opéré l'année dernière. Un principe avait été à cette époque arrêté : la priorité aux députés sortants bénéficiant du label majoritaire et donc assurés de n'être pas soumis à une primaire au premier tour.

M. Barre qui ne veut retentir que le simple cri de l'urgence peut-il aujourd'hui faire sien ce principe ? C'est de toute évidence la réponse à cette question que MM. Rossinot et Léotard cherchent à obtenir. Accessoirement, il faut aussi songer à causer les ministres en mal de circonscription et les suppléants des ministres qui voudront retrouver un siège de député. Mais qu'il soit de cause, cette réunion de la semaine prochaine ne devrait permettre qu'un simple tour d'horizon « sans autre souci, complète un respon-

sable de l'UDF, de montrer que ce sujet sera traité dans l'avenir dans une confiance mutuelle avec le RPR ». Chacun en accepte l'angure !

Toutes ces difficultés de l'UDF pour couvrir efficacement sur le terrain des idées et pour faire taire les exigences partisans constituent la preuve évidente, pour certains de ses dirigeants, que M. Raymond Barre, aujourd'hui tout intéressé à se déclarer officiellement sans attendre, le 9 janvier, jour de la saint Raymond. Dans le même temps, certains continuent à s'employer activement à persuader M. Léotard de faire connaître son choix officiel avant le 23 janvier. « Nous ne pouvons plus ainsi rester l'année au pied », se plaint, par exemple, M. Jean-Claude Gaudin. Le PR peut encore difficilement attendre que la machine UDF se mette en marche. A l'Assemblée nationale comme au Sénat, les parlementaires de l'UDF ne cachent plus leurs impatiences. A trop tarder, les États-majors risquent bien dans les jours prochains d'être précédés par leurs troupes.

DANIEL CARTON.

## Les parrainages de candidats pour 1988

## Divergences au sein du PS

M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, a confirmé, le mercredi 21 octobre à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'est pas hostile à l'examen par les députés, lors de cette session, de la proposition de loi déjà adoptée par le Sénat et élargissant aux conseillers régionaux la possibilité de parrainer un candidat à la présidence de la République (le Monde du 22 octobre).

Lorsque ce texte était venu devant la Haute Assemblée, les sénateurs socialistes l'avaient voté sans difficulté (le Monde du 21 mai). C'était avant qu'il ne devienne un élément de la polémique entre le FN et le RPR sur l'obtention, ou non, par M. Le Pen des cinq cents signatures dont il a besoin pour se présenter à l'élection

présidentielle. De la même façon, le bureau du groupe socialiste de l'Assemblée avait jugé logique l'extension de cette possibilité de parrainage aux conseillers régionaux, dès lors qu'ils sont maintenant des élus du suffrage universel. C'est la position qu'ont adoptée les membres socialistes de la commission des lois et qu'ont confirmée mercredi plusieurs députés dans les couloirs de l'Assemblée.

Néanmoins, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé lors de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, le 7 octobre, sur le fait de savoir s'il souhaitait que ce texte soit débattu par les députés, avait répondu : « Dans le contexte actuel, je ne le souhaiterais pas à mes amis socialistes de voter un tel texte. »

## Dans la revue « Pouvoirs »

## La haute administration et la vague militante du 16 mars 1986

L'entrée massive dans les cabinets ministériels d'hommes issus des partis politiques, pratique instaurée par les gouvernements de gauche, s'est poursuivie avec le retour de la droite au pouvoir. Il s'agit là d'une rupture avec la tradition de la V<sup>e</sup> République. Tel est le constat tiré par M<sup>me</sup> Dominique Dagnault et M. Dominique Mehl, sociologues du Centre d'études des mouvements sociaux, dans leur étude relative à « l'élite de la cohabitation » publiée dans le dernier numéro de la revue Pouvoirs.

Parmi les quelque quatre cent cinquante membres de cabinets ministériels qui hantent l'Hôtel Matignon et les quarante-deux ministères et secrétariats d'Etat du gouvernement de M. Jacques Chirac, 29 % sont des « super-militants » (élus, responsables permanents de partis) au lieu de 28 % sous la gauche. Si le RPR fournit 42 % de ces militants, l'UDF en revendique 33 % et les différents clubs de droite 18 %.

En revanche, plus de 90 % des états-majors ministériels étaient issus de l'administration avant 1981. Sans occulter les liens existant entre haute fonction publique et partis politiques (probablement sous-estimés sous la V<sup>e</sup> République, selon les auteurs de l'étude), les convictions politiques administratives étaient alors beaucoup moins affirmées. Elles s'effaçaient au profit d'une solidarité de corps. « L'idéologie de la neutralité », en vigueur dans ce milieu permettait de « faire l'économie d'un système des dévouements » à l'américaine.

Mais l'arrivée de la gauche au pouvoir — alternance perçue dans l'administration comme promesse d'instabilité politique — modifie en profondeur les règles du jeu administratif. Privée des commandes durant vingt-trois ans, la gauche a développé son organisation militante, seule arme dont elle dispose dans l'opposition. En investissant les ministères, elle propulse dans les cabinets, outre les fonctionnaires les mieux disposés à son égard, des hommes sélectionnés pour leur fidé-

lité et leur professionnalisme politique.

La haute administration éviscérée entre 1981 et 1986 ne se précipite pas pour autant sous les lambris ministériels au lendemain des élections législatives du 16 mars 1986 pour reconquérir ses anciennes positions aujourd'hui très exposées. Car, sans avoir inauguré cette pratique, la gauche a largement recouru aux mutations et au tour extérieur de recrutement des grands corps. Parallèlement, les recrues de ces derniers (l'inspection des finances par exem-

## Les questions au gouvernement

## Joseph et Robert vont en avion !

Tempêtes sur la Bourse, tempêtes sur la Bretagne, tempêtes sur Roissy. Tempêtes, trois fois tempêtes ! En dehors des fluctuations erratiques du cours des valeurs et de quelques emphysemes frontaux, la récente intervention musclée d'une centaine de jeunes communistes à l'aéroport de Roissy pour empêcher l'expulsion d'un jeune Congolais, M. Serge Mitolo, vers son pays, l'île de deux députés de droite, le mercredi 21 octobre, au cours de la séance de questions au gouvernement.

M. Georges-Paul Wagner (Nouvelles), avocat de M. Le Pen dans le privé et dans l'hémicycle, a dénoncé les « menées factieuses qui mènent l'autorité de l'Etat » après avoir souligné que « les cars qui ont servi à schématiser à Roissy les membres du commando ont été fournis par la municipalité communiste de Bagnolet ». Sa première remarque que les « menées factieuses » a soulevé l'enthousiasme et les applaudissements de l'ancien chef de l'OAS-métropole, M. Pierre Sergent, alors que la seconde assertion a entraîné des « bravo » parmi les communistes, ravies de cette charge saute au ciel.

M. Eric Raout (RPR, Seine-Saint-Denis) s'en est pris aux

« événements graves orchestrés par la majorité communiste du conseil général » de ce département. En oubliant qu'à défaut de papiers en règle « le Congolais » est possesseur d'un nom et d'un prénom, M. Raout a fustigé M. Serge Mitolo qui « s'est arrêté dans la propre voiture du maire » de Bagnolet alors que quatre policiers restaient sur le carreau après le bagarre. Comme son collègue d'extrême droite, il a demandé que justice soit rendue.

Dans les deux cas, la ministre chargée de la sécurité publique, M. Robert Pandroux a montré sa détermination. « Il n'est pas tolérable et il ne sera pas toléré que la violence, d'où qu'elle vienne, s'oppose à l'application des lois de la République » et que « des véhicules et des fonctionnaires municipaux soient utilisés pour des manifestations illégales, selon une vieille tradition que nous, élus de banlieue, nous connaissons bien », a-t-il répondu. Et ne reculant devant aucun parallèle, il a indiqué que ces violences rappelaient « les pires moments de la triste époque du stalinisme dans nos départements ». Robert triomphait, Joseph (Staline) planait et les amis de M. Le Pen étaient aux anges.

OLIVIER BIFFAUD.

ABONNEMENT SPÉCIAL  
LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde du vin daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

## ABONNEMENT LE MONDE DU VIN

DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :

Le Monde, service des abonnements, BP 50709, 75422 Paris cedex 09

ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO.

Le Monde L'abonnement sera servi avec effet rétroactif.

A 10-7

Le Monde  
sur minitelABONNEZ-VOUS  
REABONNEZ-VOUS

au MONDE et aux publications annexes

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

ARRIVEE EN

Lorsque Renault signe un nouveau moteur, c'est toute la puissance de la technologie qui se met en marche. Aujourd'hui voici la Renault 25 V6 2.8 L. Ses atouts, un vilebrequin à manetons décalés qui assure une absence totale de vibration, une augmentation du couple pour plus de souplesse, une gestion électronique intégrale pilotant l'injection et l'allumage et... 160 ch (115 kW ISO), 215 km/h sur circuit. Nouvelle Renault 25 V6 2.8 L, une arrivée en puissance dans le club fermé des « 6 cylindres ».

Consommations normes UTAC : 7,1 L à 90 km/h, 9 L à 120 km/h, 13,9 L en ville. Prix clés en main, 154.455 F au 17/09/87. Millésime 88. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC, votre financement. RENAULT présente GEF

NOUVELLE RENAULT 25

6 CYL



Les suites de l'affaire Chaumet

## A l'Assemblée nationale « Le droit d'être riche »

« Le Monde fait de beaux coups ! » commente dans un sourire un député et député lésardien. Cette appréciation, exprimée dans les couloirs du Palais Bourbon, fait bondir M. Gabriel Kaspercuk (RPR, Paris). « On lui reproche sa fortune », s'étonne le député RPR, qui accuse le Monde de « s'acharner » sur le garde des sceaux. Il n'hésite pas à évoquer les affaires Salengro et Uwe Barschel qui, toutes deux, se sont terminées tragiquement.

« Est-ce qu'un ministre doit déclarer ses dettes ? » ironise M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) en ajoutant : « A-t-on demandé à Badinter qu'elle était sa situation de fortune ? » « Je n'ai pas d'avis sur la question », répond sagement M. Lotte Bonnard (UDF, Morbihan), comme nombre de ses collègues de la majorité. Il se prononce toutefois

pour un système « à l'anglo-saxonne », qui permettrait, comme le suggèrent deux propositions de loi de M. Rocard et de ses amis, de demander aux hommes politiques une déclaration de patrimoine à l'entrée et à la sortie de leur fonction. « Comme cela on aurait pu constater que Nucléol ne s'était pas enrichi », soulignent deux députés socialistes.

« Les hommes qui se lancent dans la politique ont le droit d'être riches », rétorque M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais). Il estime toutefois que le système actuel ne « pousse pas à la vertu ».

L'administration des finances sait déjà tout de nous », répond M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), que son libéralisme viscéral pousse à juger suspecte toute mesure contraignante. Il précise qu'il s'est fait, pour sa part, une règle du refus

de participer à des conseils d'administration (1). « Pourquoi abandonnerait-il ses fonctions ? C'est lui la victime, le créancier », dit M. Kaspercuk, révoqué, en parlant du rôle du Garde des sceaux dans l'affaire Chaumet.

Débordant le cadre strict de l'affaire, la majorité des députés insistent sur l'urgence de l'introduction d'une plus grande transparence financière dans la vie politique. Députés et ministres en profitent pour faire un bref point sur leur situation financière. M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a acheté pour les trois années de ses enfants cinq actions de privatisation. Pour le reste, il vit avec sa famille (six enfants) de son traitement de ministre (37 500 F).

Et puis, l'on parle argent, M. Pierre Messmer rappelle : « Du jour où je suis entré dans un gouvernement du général de Gaulle, je me suis interdit toute opération boursière et financière ».

PIERRE SERVENT.

(1) Les députés sont tenus de préciser à la présidence de l'Assemblée nationale les conseils d'administration dont ils sont membres.

## Une lettre des avocats des joailliers

En réponse au « Point de vue » de M. Jean Cosson, conseiller honoraire à la Cour de cassation, nous avons reçu du bâtonnier Bernard du Granrut, et de M. Roger Doumle et Guy Baril, défenseurs de MM. Jacques et Pierre Chaumet, la lettre suivante :

Les avocats de MM. Jacques et Pierre Chaumet ont pris connaissance avec stupeur de l'article « Point de vue » paru dans le numéro du Monde daté du mardi 20 octobre 1987 sous le titre : « Bijoux, escrocs et boules de neige ». Cet article constitue une nouvelle atteinte aux droits de la défense et à la présomption d'innocence dont doit bénéficier tout inculpé, atteintes que la défense de MM. Chaumet a déjà dénoncées dans un récent communiqué.

Elle est, en l'espèce, d'autant plus grave qu'elle émane de M. Jean Cosson, avec l'autorité que lui donne le

titre, qu'il invoque, de conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Ce « Point de vue » appelle de la défense les observations suivantes :

1) Comment M. Jean Cosson peut-il prétendre donner un avis qualifié sur un dossier qu'il affirme ne pas connaître puisqu'il serait, selon lui, « verrouillé » ?

2) M. Jean Cosson, se rappelant sa qualité d'ancien magistrat du parquet de la cour de Paris, prononce un véritable réquisitoire. Il considère comme acquise la culpabilité de MM. Chaumet en affirmant de plus que leur affaire « s'apparente aux plus grandes escroqueries de l'histoire judiciaire ».

Il suggère de nouvelles incriminations et, à défaut de s'appuyer sur le dossier, utilise la technique de l'insinuation.

Comment peut-il concilier un tel écrit avec les principes essentiels du

code de procédure pénale qu'il a toujours l'obligation de respecter ?

La lecture de ce texte ne peut qu'ajouter un élément supplémentaire à la consternation qu'éprouve tout juriste, citoyen d'un État de droit, devant les pratiques qui entourent actuellement le déroulement des affaires pénales dont, trop souvent, l'instruction est dévolue publiquement mais nécessairement d'une façon partielle et partielle.

Que la presse, toujours friande des affaires de bijoux, cherche à recueillir et à publier à leur sujet des informations, on peut le comprendre. Mais qu'un haut magistrat tenu à l'obligation de réserve vienne ajouter le poids de son autorité pour cloquer au pilori des inculpés avant instruction et procès, voilà qui passe la mesure.

## Mauvais procès

(Suite de la première page.)

Sans doute la presse n'est-elle pas au-delà de toute critique, et parfois serait-elle bien inspirée de s'y soumettre. Et il n'y a pas qu'en France que la question est posée. Le scandale qui, au Schleswig-Holstein, a abouti à la fin tragique d'Uwe Barschel, a donné lieu à un débat sur le rôle du Spiegel. L'hebdomadaire de Hambourg avait le premier publié des informations sur la manière dont l'ancien ministre-président chrétien-démocrate avait cherché à faire « plonger » son adversaire social-démocrate. Le directeur du Spiegel a estimé que ses collaborateurs n'avaient pas outrepassé les limites de leur métier mais, en revanche, il a critiqué ses confrères de l'hebdomadaire rival Stern pour avoir placé la

recherche du scoop avant le respect dû à un mort.

La différence marque les limites, non de la liberté d'information, mais de son usage. L'écrit des faits rapportés, le respect de la vie privée, le refus d'exploiter à des fins personnelles et partiales les confidences recueillies, sont quelques-uns des principes que la presse qui défend le droit à l'information se doit de ne pas transgresser.

Le Monde a-t-il failli à sa mission d'information en écrivant que M. Chaumet possédait chez Chaumet un compte courant rémunéré, ce que le garde des sceaux a confirmé le jour suivant dans des entretiens avec de nombreux journaux ? Ou en expliquant, sur la foi de déclarations de l'administrateur judiciaire lui-même que le com-

muniqumettant en cause notre journal avait fait l'objet de plusieurs versions et qu'une phrase essentielle avait été introduite à la demande de la chancellerie ? Nous ne le croyons pas. Comme nous ne pensons pas qu'il soit sans dans une démocratie que le ministre de la justice soit à la fois juge et partie, M. Chalandon n'entrevoit-il pas cette contradiction quand, dès le début de l'affaire, il a présenté sa démission au premier ministre qui l'a refusée ?

Dans d'autres démocraties que la France, comme les États-Unis ou le RFA, des commissions d'enquête valent jalousement au respect de l'État de droit par tous ceux qui le composent. Mais ce sont des démocraties où les Chambres et les élus prennent leur pouvoir au sérieux.

DANIEL VERNET.

Devant la cour d'assises de Seine-et-Marne

## La mort d'un commissaire de police

C'est un banal revers de fortune qui se termine mal : Paul Varasse, quarante ans, un ex-informaticien réduit à l'aide sociale, a fini par tuer. Mercredi 21 octobre, la cour d'assises de Seine-et-Marne a commencé le procès de cet homme inculpé d'assassinat — un commissaire de

police est mort — et de tentative d'assassinat sur un huissier de justice qui n'a pas été touché. Acte prémédité ou réaction instinctive dans une situation de crise qui pourrait motiver les circonstances atténuantes ? En trois jours la cour devra trancher.

Dès le début de l'audience, Paul Varasse, calme et massif, s'entend dans sa révolte : il a été victime d'une injustice... Sa vie avait pourtant commencé sous de bons auspices. Né à Fort-de-France, le jeune Antillais vient à Toulouse où il fait d'excellentes études. En 1971, il se marie. Deux enfants naissent. A partir de 1974, il travaille à Paris, occupant un poste d'ingénieur informaticien. « Brillant », « courageux », « bon vivant », et « susceptible », selon divers témoins.

En 1979, Paul Varasse est licencié par son employeur Brogniez. Il crée alors sa propre entreprise de logiciels. Beau démarrage et dérapage : son ancien patron l'accuse de concurrence déloyale. L'affaire est jugée définitivement en 1981. Paul Varasse est condamné à payer 50 000 francs plus les intérêts. Il se refuse à le faire par principe parce que, estime-t-il, « il est dans son bon droit ».

Ainsi débute son déclin. Il multiplie les dettes auprès des collègues, de l'URSSAF, du Trésor public aujourd'hui partie civile pour 208 000 francs. Paul Varasse divorce en 1984 et obtient la garde de ses deux enfants. Il campe avec eux dans son pavillon de Roissy (Seine-et-Marne). De plus en plus seul contre tous : du moins est-ce ainsi qu'il le ressent. L'EDF, les PTT, apprend-on à l'audience, occupent leurs fournisseurs, faute d'avoir

été payés. Mais, en décembre 1984, alors qu'il fait très froid, le maire de Roissy, M. Reboul, obtient le rétablissement de l'électricité. Il intervient aussi auprès de M. Freddy Safar, huissier, pour faire reculer les échéances. « Une démarche courtoise, hélas ! en ces temps de crise », explique M. Reboul devant la cour.

### Un mauvais payeur

De délai en délai, rien n'est réglé. L'ingénieur, malgré ses recherches, ne trouve pas de travail. A-t-il trop d'ambition, comme le suggère la présidente, M<sup>me</sup> Marguerite Fourret ? Quoi qu'il en soit, Paul Varasse fait figure de mauvais payeur.

Le 17 janvier 1985, les d'attendre des remboursements qui ne viennent pas, l'huissier passe aux actes : les meubles de Paul Varasse vont être saisis. M<sup>me</sup> Claude Michaud arrive chez l'intéressé accompagné d'un serrurier, M. Guy Leclerc, et d'un commissaire de police, Bertrand Juge.

Face aux trois hommes, Paul Varasse se barricade dans son pavillon avec ses deux enfants. Debout, en retrait derrière sa porte, affirme-t-il devant la cour, il appuie le canon de son fusil à pompe sur le clapet resté ouvert de sa boîte aux lettres. Muni d'une butée, le canon de l'arme dépasse de quelques centimètres seulement. Paul Varasse tire un premier coup de feu « pour faire

pression » sur les visiteurs. Il exige qu'ils aillent se renseigner sur sa situation à la mairie et réclame la présence de M<sup>me</sup> Safar, au courant de son dossier. Mais il entend un bruit de clé.

Le commissaire Juge s'est approché, a tourné la poignée de la porte. Paul Varasse tire une deuxième fois. Bertrand Juge, trente-quatre ans, père adoptif de deux enfants coréens, s'écroule dans la neige. La balle traverse le cœur et le foie l'a tué net. Guy Leclerc, le serrurier, est légèrement blessé au front. M<sup>me</sup> Michaud est indemne.

M<sup>me</sup> Ceccaldi, expert en balistique, confirme la version de l'accusé sur la position du fusil dans la boîte aux lettres et partiellement sur celle du tireur. Mais Paul Varasse a-t-il visé le commissaire Juge ? La première audience n'a pas permis d'éclaircir ce point. L'accusé avait acheté son fusil à pompe le 19 juin 1984. Ce même jour il recevait une première visite de l'huissier. Mais il n'était pas chez lui. Avait-il déjà connaissance de cet avis de passage de l'huissier lorsqu'il se rendit chez l'armurier à Paris ? « Non », affirme l'inculpé et son défenseur M<sup>me</sup> Paul Lombard.

Paul Varasse a-t-il prémédité son geste meurtrier, comme le soutient l'accusation et la partie civile ? Sur ce point, également, la première audience n'a guère fait la lumière.

DANIELLE ROUARD.

Du Palais-Bourbon au Palais de justice

## Le RPR, M. Joxe et les privatisations

Souvent décriée, la justice demeure pour beaucoup le recours suprême. En matière civile notamment, les juges sont de plus en plus souvent sollicités pour faire condamner des propos ou un écrit et leurs décisions sont très recherchées, particulièrement dans le monde politique où l'on invoque facilement le socle judiciaire pour prouver à l'opinion publique que l'adversaire était dans son tort.

Cette attitude a été sévèrement critiquée, mercredi 21 octobre, par M<sup>me</sup> Christiane Charrière-Bourazel. Son client n'était autre que M. Pierre Joxe, assigné devant la première chambre civile du tribunal de Paris par le Rassemblement pour la République (RPR) qui lui réclamait le franc symbolique de dommages-intérêts pour des propos tenus le 18 septembre sur l'antenne de RTL dont une partie avait été reproduite dans le Monde daté du même jour. Après s'être interrogé sur le financement de la campagne électorale du RPR, M. Joxe aurait notamment déclaré : « Le scandale des privatisations Chirac-Balladur fera date. De gigantesques profits illicites ont été réalisés ; un petit groupe de personnes a utilisé l'appareil d'État au profit de groupes privés, un petit nombre d'hommes ont recueilli des privilèges leur permettant de devenir maîtres d'une grande partie de l'appareil industriel et financier ».

Pour M<sup>me</sup> Patrick Devedjian, conseil du RPR, ces phrases portaient atteinte à l'honneur et à la considération de ce parti, accusé de commettre des détournements de fonds illicites. En relevant que M. Joxe n'appartient pas « le moindre élément de presse », l'avocat plaide la diffusion jusqu'au moment où l'homme de robe semble s'effacer devant le député RPR des Hauts-de-Seine pour lancer : « Ayant lui-même participé à une entreprise de braderie illicite du patrimoine national, M. Joxe est le dernier à pouvoir nous donner des leçons ».

« Votre salle d'audience devient une annexe du Palais-Bourbon », s'étonne M<sup>me</sup> Charrière-Bourazel en amonçant au magistrat, que pour sa part il plaiderait « en avocat ». Car

pour lui, les propos de M. Joxe n'auraient pas été exactement portés, mais surtout il estime qu'il s'agissait d'une « polémique opposant le parti aux commandes au responsable du groupe le plus important à l'Assemblée nationale ». Que la justice en soit saisie, est, aux yeux de M<sup>me</sup> Charrière-Bourazel, une forme d'abus. « On veut faire de vous les arbitres d'un débat politique en vous demandant de bastonner celui qui a eu le tort d'élever la voix. C'est un mélange regrettable des genres ».

Présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, la première chambre civile devra pourtant rendre un jugement le 19 novembre.

MAURICE PEYROT.

**CUMULARDS : COMBIEN D'ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉ HORS-LA-LOI ?**

SCIENCE + VIE NOVEMBRE

**ECONOMIE**

# EN PUISSANCE!



6 CYLINDRES - 2,8 LITRES

**RENAULT**  
DES VOITURES  
À VIVRE

حکومت من الامم

RENAULT 25



## Société

## MÉDECINE

Premier débat à l'ONU

## Les pays africains ne souhaitent pas renforcer l'action de l'OMS contre le SIDA

NEW-YORK  
de notre correspondant

L'Assemblée générale des Nations unies a pour la première fois, les 20 et 21 octobre, consacré deux séances aux différents aspects du problème soulevé par l'épidémie de SIDA. Après les deux principaux responsables de la lutte contre cette maladie, MM. Halfon Malher, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et Jonathan Mann, directeur du pro-

gramme spécial de lutte contre le SIDA, un grand nombre de ministres et responsables gouvernementaux ont décrit les approches de leurs pays respectifs. Une résolution destinée à renforcer le rôle de l'OMS a été présentée, mais n'a pu être adoptée en raison de l'opposition d'un certain nombre de pays africains, manifestement soucieux d'éviter qu'un débat international ne retienne, chaque année, l'attention sur l'Afrique où cette maladie fait et fera des ravages effrayants.

● Les Américains mettent au point le traitement génétique du diabète. — Une équipe américaine dirigée par le docteur Richard Selden (hôpital général du Massachusetts) annonce dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 22 octobre) avoir greffé avec succès le gène humain dirigeant la production d'insuline sur une souris diabétique. Une semaine après la transplantation, le taux de sucre dans le sang de la souris a baissé, avant de rester stable pendant plusieurs semaines. Le taux est ensuite tombé, entraînant la mort de l'animal. « Nous devons maintenant travailler », écrit le docteur Selden, pour contrôler la production d'insuline minute par minute si nous voulons que ce traitement soit applicable à l'homme. »

Selon le docteur Mann, dont le programme couvre désormais quatre-vingt-cinq pays, cinq à dix millions de personnes seraient désormais infectées par le virus à travers le monde. Malgré de grandes différences dans l'extension de l'épidémie, aucun pays n'est épargné. L'OMS est officiellement informé de plus de soixante mille cas en septembre 1987. Trente et un pays ont signalé plus de cent cas. Regrettant que certains gouvernements hésitent à évoquer le problème, l'OMS estime le nombre réel de cas dans le monde à plus de cent mille. « Pour chaque malade, il y a entre cinquante et cent cas de personnes infectées », a ajouté le docteur Mann, qui prévoit cinq cent mille à trois millions de cas nouveaux d'ici cinq ans.

Après avoir bien souligné que le virus n'était pas transmis par des

contacts, même physiques, ordinaires, M. Mann a regretté que des restrictions apparaissent ici ou là, notamment en ce qui concerne le libre de circulation des personnes. Pis encore : on observe des tentatives à rejeter les malades et les séropositifs dans certains pays et dans certains milieux. « Les personnes atteintes doivent vivre normalement au sein de la société, car tout rejet signifie le retrait antiscientifique des séropositifs dans la clandestinité », a-t-il ajouté (1).

C'est aux États-Unis, pays ayant le plus grand nombre de cas (quarante-trois mille), que le SIDA semble poser le plus de problèmes sociaux. Le directeur des services médicaux de la santé, le docteur C. Everett Koop, a insisté dans son intervention sur le devoir de « compassion » à l'égard des malades, condamnant l'attitude des personnels médicaux qui, en refusant de traiter les personnes atteintes du virus, abandonnent non seulement les traditions millénaires de la civilisation, mais aussi le serment d'Hippocrate.

Le représentant de la France, M. Alain Pompidou, et celui de la Grande-Bretagne, ont tous deux mis l'accent sur la nécessaire confidentialité des rapports entre le médecin et le malade, y compris dans les cas du SIDA. Les représentants de l'Allemagne fédérale, de l'Union

soviétique et du Japon n'ont pas la même position. Les deux premiers, passant pudiquement sur les détails, ont insisté sur « les mesures appropriées pour combattre la dissémination de la maladie ». Le délégué du Japon a, lui, confirmé que, dans son pays, les médecins participaient à la recherche des « partenaires » des personnes infectées.

S'exprimant au nom d'un nombre indéterminé de pays africains, le représentant de Madagascar a empêché le vote de la résolution préparée et vigoureusement soutenue par une écrasante majorité des pays membres en introduisant un amendement avant tout destiné à réduire les pouvoirs de l'OMS et à empêcher que le problème fasse désormais partie de l'agenda permanent de l'Assemblée générale. Il a notamment demandé la suppression du paragraphe commandant au directeur de l'OMS de faire un rapport, à la prochaine Assemblée générale, sur l'état de l'épidémie. Le débat a été ajourné dans l'attente d'un compromis.

CHARLES LESCAUT.

(1) Le représentant italien à l'ONU a, pour sa part, dénoncé « la chasse aux sorcières » dont sont victimes les malades du SIDA et précisé que ses compatriotes étaient victimes de préjugés raciaux pseudo-scientifiques.

## SPORTS

Coupes d'Europe de football

## La domination brouillonne des jeunes Toulousains

En match aller des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, les Girondins de Bordeaux ont fait match nul, mercredi 21 octobre, en Norvège, contre la modeste équipe de Lillestrøm (0-0). En seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, le Toulouse Football Club a concédé le match nul, sur son terrain, face au Bayer Leverkusen (1-1).

TOULOUSE  
de notre envoyé spécial

Il s'appellent « monsieur Santini ». Par respect sans doute pour le grand âge de cet entraîneur de trente-cinq ans. Eux, ils n'ont pas vingt ans, et Jacques Santini leur a fait un terrible cadeau en les alignant dès le coup d'envoi dans l'équipe toulousaine.

Michel Pavon aura dix-neuf ans dans quelques jours. Arrivé il y a deux ans de Mazargues, le jeune Provençal avait déjà respiré le parfum de la Coupe d'Europe. L'an dernier, à Moscou, il était remplaçant, et, cette saison, il a joué le dernier quart d'heure du match retour contre les Giresse de Pontecorvo, alors que la cause était entendue. Un palmarès de vieux briscard comparé à celui de Michel Debève. Celui-ci n'avait joué qu'une seule rencontre avec l'équipe professionnelle avant ce grand soir.

A moins de dix-sept ans, cet adolescent originaire d'Abbeville n'est même pas stagiaire. Dans la hiérarchie des footballeurs en herbe, il a le statut éloquent d'apprenti. Habitué à briller en équipe réserve, le jeune Debève était convoqué mercredi soir à un sévère examen.

Au coup de sifflet final, Jacques Santini se montrait indulgent pour les deux débutants. « Ils ont joué de l'image de l'équipe », confiait-il, « contractés en première mi-temps, se laissant impressionner par les Allemands ». Faisant preuve d'un culot croissant au fil des minutes, Michel Pavon, troisième larve de l'attaque toulousaine, a tenté plusieurs fois sa chance à l'approche du but allemand. Michel Debève n'a pas déchanté, mais dans un registre plus discret. Etiré par l'émotion au début du match, il n'était guère plus à l'aise à la fin de la rencontre lorsque miroirs et caméras surgirent devant lui. Rougissant jusqu'aux oreilles, l'expéditif que Jacques Santini considérait comme des pennes en retrait. Mais si l'un ni l'autre n'ont réussi à faire oublier les absents : Gérard Passi, Alberto Marcico et Jean-Philippe Durant.

C'était la première fois depuis deux ans que les trois brillants meneurs de jeu du TFC étaient indisponibles en même temps. Cette avalanche de forfaits avait acculé Jacques Santini à une hasardeuse opération jeunesse, le contraignant du même coup à bouleverser ses schémas de jeu. Or, la formation toulousaine, « sans doute bloquée par les difficultés et les mauvais résultats de ces dernières semaines », a mis quarante-cinq minutes pour appliquer le dispositif préconisé par son entraîneur.

Celui-ci reproche à ses joueurs d'avoir « accepté le défi physique des Allemands », alors qu'il leur avait recommandé d'éviter de s'engager dans le milieu de terrain de Leverkusen, composé de six joueurs. De fait, l'option tactique d'Érich Ribbeck, l'entraîneur ouest-allemand, s'est trouvée facilitée par la domination brouillonne et aveugle des jeunes Toulou-

sains. Le but allemand inscrit à la trente-deuxième minute est cet illustre. Le Coréen Cha Bum avait détourné de la tête une balle qui naviguait avec imprécision dans l'entrejeu français. Au terme d'une longue course, le capitaine du Bayer Leverkusen, Wolfgang Rott, n'est plus qu'à glisser le ballon à Christian Schuster pour ce but ressemblant comme un « coup de poignard » par Jacques Santini.

La carte  
Espagnol

Face à des footballeurs athlétiques qui ne ferment jamais le jeu, l'entraîneur du TFC avait souhaité « éviter de luttuer dans d'énormes espaces ». Le déroulement de la partie lui faisait regretter encore plus amèrement l'absence de l'Argentin Beto Marcico, blessé samedi, « pour le travail de fixation qu'il aurait pu faire face à cette équipe ».

Entré après une heure de jeu, Pierre Espagnol s'y est attelé. Ses dribbles, son style leuveau, ont permis de créer les espaces qui, jusqu'à, avaient manqué à Stopyra et Rocheteau. C'est sur l'une de ses accélérations que Toulouse obtint le penalty égalisateur transformé par Alberto Terrantini (70').

Relevant lui aussi d'une blessure, Pierre Espagnol ne pouvait espérer tenir quatre-vingt-dix minutes. Mais Jacques Santini compte sur lui pour le match retour. Ni Passi, ni Marcico, ni Durant ne seront rétablis d'ici là. Joueurs talentueux mais fantaisistes dont Toulouse souhaite se séparer, Espagnol sera-t-il le sauveur d'une situation bien compromise ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## Résultats

Huitièmes de finale aller de la Coupe d'Europe des clubs champions. — «Lillestrøm (Norv.) et Bordeaux (Fr.) 0-0; «Steau Bucarest (Roum.) et Omonia Nicosie (Chypre) 3-1; Anderlecht (Belg.) et «Sparta Prague (Tch.) 2-1; «Aarhus (Dan.) et Benfica Lisbonne (Port.) 0-0; PSV Eindhoven (P-B) et Rapid Vienne (Autr.) 2-1; «Glasgow Rangers (Écosse) et «Gornik Zabrze (Pol.) 3-1; «Nachtischel (Suisse) et Bayern Munich (RFA) 2-1; «Real Madrid (Esp.) et FC Porto (Port.) 2-1. (Les matches retour auront lieu le mercredi 4 novembre.)

## FAITS DIVERS

## Le désespoir aveugle d'un jeune chômeur

Pierre Bertin, quarante ans, avait perdu son emploi au printemps dernier. Salarié des Cycles Peugeot à Beaulieu-Mandeure (Doubs), il fut l'objet d'un licenciement économique et, selon ses proches, ne s'en vint pas, souffrant depuis d'une dépression nerveuse.

Mercredi 21 octobre à 13 heures, armé d'un fusil de chasse acheté le matin même, Pierre Bertin pénétra dans le pavillon habité par l'un de ses anciens compagnons d'atelier, Michel Lapp, trente-trois ans, délégué CFDT du personnel aux Cycles Peugeot.

L'ouvrier licencié tue d'abord Sylvette Lapp, la femme du délégué syndical. Il tire sur l'un des quatre enfants du couple, Cécile, sept ans, qui, gravement blessée au visage, est morte jeudi matin. Enfin, Pierre Bertin poursuit Michel Lapp jusqu'à son sous-sol d'un pavillon voisin où il le tue. A l'arrivée des gendarmes, Pierre Bertin se donne la mort en retournant son arme contre lui.

## REPÈRES

## Tempête

Six départements seront déclarés « zones sinistrées »

A l'occasion des questions au gouvernement, le mercredi 21 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a annoncé que « l'état de catastrophe naturelle » sera déclaré dans les départements du Finistère, du Morbihan, des Côtes-du-Nord, de la Manche, de l'Ille-et-Vilaine et du Calvados touchés par la tempête de la semaine dernière.

« Le conseil des ministres se sera saisi vendredi [23 octobre] », a indiqué M. Pasqua, en précisant que « ces départements seront déclarés zones sinistrées et bénéficieront du régime du fonds de garantie des calamités agricoles ».

## Nationalité

Les « sages » remettront leur rapport en décembre

A l'issue de la neuvième et dernière audition publique de la commission de la nationalité, le mercredi 21 octobre, son président, M. Marcou Long, a estimé que les « sages » ont besoin de six semaines de travail pour rédiger leur rapport. Celui-ci pourrait être remis au gouvernement « dans la première quinzaine de décembre ».

Plusieurs membres de la commission, qui se sont exprimés le 21 octobre, se sont montrés favorables à un assouplissement de l'article 44 du code de la nationalité : il faudrait, selon eux, permettre à des jeunes nés en France, de parents étrangers nés à l'étranger, de manifester dès seize ans, au cours d'un simple démarche administrative, leur désir de devenir français.

## SCIENCES

Importante découverte archéologique en Egypte

## Une barque solaire à l'ombre de Kheops

La pyramide égyptienne de Kheops n'a pas fini de livrer ses secrets : des chercheurs américains et égyptiens ont confirmé, mardi 20 octobre, l'existence d'une seconde barque solaire au pied de cet édifice vieux de quelque 4 600 ans. La première barque avait été découverte en 1954. Depuis, des mesures faites par des

ingénieurs français d'EDF, en septembre 1986, puis par des archéologues japonais, avaient détecté au pied de la face sud de la grande pyramide une cavité située à l'emplacement probable de la fosse où l'on présumait que se trouvait une seconde barque. Utilisant des moyens perfec-

tionnés — notamment une caméra-sonde ne dégageant pas de chaleur — afin d'examiner sans la détruire l'intérieur de la cavité, des chercheurs de la National Geographic Society américaine et leurs collègues égyptiens ont confirmé cette hypothèse.

LE CAIRE  
de notre correspondant

La confirmation de l'existence d'une seconde barque solaire dans la cavité située au sud-ouest de la grande pyramide a suscité une polémique dans les milieux archéologiques égyptiens. L'égyptologue Kamel El Mallakh, l'homme qui avait, en 1954, découvert et mis au jour la barque qui est actuellement exposée au pied de la pyramide de Kheops, ne cache pas son mécontentement. Opposé au projet de la National Geographic Society américaine, M. El Mallakh avait été écarté de la commission formée par l'organisme égyptien des antiquités pour déterminer les dangers que pourraient occasionner les travaux à la seconde barque solaire.

Fort de son expérience, le découvreur des barques solaires estimait, en effet, que l'entrée d'air frais dans la cavité restée confinée

durant des millénaires pourrait détériorer le bois, du cèdre du Liban, et les cordages de la seconde barque. C'est ce qui a d'ailleurs au lieu il y a plus de trente ans, et il a fallu de longs et coûteux travaux de restauration qui ont duré quinze ans avant que la barque puisse être exposée. Placé devant le fait accompli, M. El Mallakh n'a pas pu s'empêcher, un lendemain de la confirmation de la présence de la seconde barque, de qualifier les travaux d'« extrême-nement hâtifs et basés sur des études bâclées » dans une déclaration au quotidien *Al Ahrâm*. En attendant, l'organisme des antiquités et la National Geographic Society ont atteint leurs objectifs.

Les Américains ont prélevé l'échantillon d'air qu'ils espèrent vieux de plus de quatre mille ans. Dans six semaines, si la cavité a été vraiment totalement hermétique durant ces quatre mille ans, les Américains devraient pouvoir

déterminer si la pollution de l'air a augmenté depuis l'époque où les aérosols, les tuyaux d'échappement et les vols supersoniques n'existaient pas.

Quant à l'organisme égyptien des antiquités et son directeur, M. Ahmad Kadry, ils espèrent profiter au maximum de ce qu'ils ont présenté comme « la plus grande découverte archéologique depuis trente ans ». L'organisme projette déjà la construction d'un musée pour la seconde barque avant même d'avoir tenté de réunir les fonds nécessaires.

Vois au musée  
du Caire

Cette victoire, facile pour certains, devrait faire oublier les scandales qui planent depuis quelque temps sur les musées égyptiens d'antiquité. Les vols se sont en effet multipliés aux quatre coins de l'Égypte, que ce soit dans les dépôts de la nécropole de Saqqara,

à Minieh, en Haute-Égypte, où plus récemment au Musée des antiquités du Caire.

La police a récupéré le 12 octobre quarante-trois pièces volées dans les vitrines d'exposition du musée de la place Tahrir, au centre du Caire. Les responsables du musée n'avaient rapporté la disparition que de onze pièces, dont une statuette de Seth I<sup>er</sup> (1316-1295 avant Jésus-Christ). Pis encore, les cambrioleurs prétendent être entrés et sortis avec leur butin par la grande porte. Ils se cachant dans les toilettes et, la nuit, forçant les portes des vestiaires avec une dringole à cheveux pour ne ressortir que le matin avec les autres voleurs. Un scandale d'autant plus grave que le musée contient plus de 120 000 pièces qu'il faudrait aujourd'hui recenser avant de savoir s'il n'y a pas eu d'autres vols.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

OFFICIERS MINISTÉRIELS  
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente s/saisie au Palais de Justice de Bobigny, le Mardi 27 octobre 1987 à 13 h 30, EN UN SEUL LOT  
**UN STUDIO**  
au 3<sup>e</sup> étage, d'un Ensemble Immobilier sis  
**à VILLEMOBLE**  
(93250) 10 à 18, rue Léo Desjardins et 32, bd D'Aumay Bâtiment B, escalier E comprenant : entrée, séjour, coin cuisine, salle d'eau avec w.c. et placard une cave au s/sol bâtiment B un parking extérieur  
**MISE A PRIX : 50 000 F**  
Pour tous renseignements s'adr. à M<sup>re</sup> Jeanne PIETRUSZYNSKI Avocat à Bobigny, demeurant 28, rue Scandinavie à Pantin (93500) ou à M<sup>re</sup> SCHMIDT DAVID GUBIERE, avocats, 76, avenue de Wagram à Paris 17<sup>e</sup> Tél. : 47-63-29-24

**SERVICE DES DOMAINES**  
Adjudication le MERCREDI 4 NOVEMBRE 1987 à 15 h. Salle des ventes des Domaines 17, rue Scribe à Paris V  
**IMMEUBLE LIBRE**  
5, rue Chazelles à Paris 17<sup>e</sup>  
Élevé sur 2 niveaux de s/sol, rez-de-chaussée avec entresol partiel, 5 étages droits, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> en retrait Superficie au sol 235 m<sup>2</sup> — SDPHO 1 700 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX : 47 000 000 F**  
RENSEIGNEMENTS : Direction des services fonciers de Paris, 25-27, place de la Madeleine à Paris 8<sup>e</sup> Tél. : 42-66-091-40 poste 1788 Extrait du B.O.A.D.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Créteil  
Le JEUDI 12 NOVEMBRE 1987, à 9 h 30 — en un lot  
**MAISON D'HABIT. de 5 P. à VILLEJUIF (94)**  
14, rue Danton  
cuis. S.-de-Bns. 2 w.c., dressing-room, loggia. Garage à construire  
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et M. à P. : 425 000 F BOITTELLE-COUSSAT, avocats associés 23, rue des Pyramides 75001 Paris — Tél. : 43-60-46-79 — Tous avocats près Tribunal de Grande Instance de Créteil — Sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS.  
Le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 14 h EN UN LOT  
**UN APPARTEMENT à PARIS 17<sup>ème</sup>**  
58, Boulevard Péreire  
au rez-de-chaussée div. entrées, cuisine, ch. rang. div. s/sol, salle de bains, jouissance d'une cour avec V.C. LOT 13  
**MISE A PRIX : 150.000 F**  
S'adresser à M<sup>re</sup> HERAN, Avocat, 17, rue Alphonse-de-Neuville, PARIS 17<sup>ème</sup>.  
Tél. : 46-22-41-07 Au greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS

VENTE AUX ENCHÈRES au TRIBUNAL de NANTERRE le JEUDI 29 OCTOBRE 1987 à 14 h  
**UN APPARTEMENT de type ST1**  
dans un immeuble à  
**VILLENEUVE LA GARENNE (92)**  
à 21 quai d'Asnières  
au 4<sup>ème</sup> étage Bâtiment D. Une Cave et Un Parking.  
**MISE A PRIX : 120.000 F**  
Cabinets de M<sup>re</sup> WISLIN, Avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél. : 47-47-25-30 de 16 h à 18 h. Visite le MARDI 27/10/87 à 15 h (M<sup>re</sup> SIMON, Huissier de Justice).

Vente s/saisie au Palais de Justice de BOBIGNY.  
Le MARDI 27 OCTOBRE 1987 à 13 h 30, en UN SEUL LOT  
**UN STUDIO portant le N° 40**  
dans un Ensemble Immobilier sis  
**à VILLEMOBLE (93250)**  
10 à 18 rue Léo-Desjardins et 32, Bd d'Aumay  
au 3<sup>ème</sup> étage Bâtiment A comprenant : Entrée, coin cuisine, séjour, salle d'eau avec w.c. et placard. UNE CAVE au S/SOL et un PARKING EXTERIEUR  
**MISE A PRIX : 140.000 F**  
Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>re</sup> Jeanne PIETRUSZYNSKI, Avocat à BOBIGNY, demeurant 28, rue Scandinavie à PANTIN 93500 La SCP SCHMIDT DAVID GUBIERE, Avocat, 76, avenue de Wagram à PARIS 17<sup>ème</sup>.  
Tél. : 47-63-29-24.



# Profitez des bienfaits de la méthode IKEA.

**1** Le port d'un carton IKEA, quand on le pratique assidûment, améliore le sens de l'équilibre en général et budgétaire en particulier. Niveau de difficulté: facile et rigolo.

**2** Excellent pour les abdominaux, ce mouvement s'exécute de bas en haut. A répéter tant qu'il reste quelque chose dans le carton. Niveau de difficulté: selon longueur des bras.

**3** Cette position dite de la "vis debout" est l'une des plus célèbres de la méthode IKEA. Développe essentiellement le sens du tour de vis, tout en s'économisant. Niveau de difficulté: vraiment nul.

**4** Une minute de relaxation, pas plus, pour lire le mode d'emploi tellement tout ça c'est simple! Autant se croiser les jambes pendant qu'on se croise les bras. Niveau de difficulté: pour se relever, peut-être...

**5** Variante intéressante de la position 3. Excellent entraînement pour mieux voir quelques prix particulièrement bas chez IKEA. Niveau de difficulté: proche de zéro.

**6** Complète l'exercice 2, le mouvement se faisant cette fois de haut en bas. Donne un bon fond à la firme. Niveau de difficulté: on voit pas...

**7** Pour enchaîner, un mouvement à tiroir: 1) assembler les côtés - 2) mettre le fond - 3) serrer le tout. Niveau de difficulté: savoir compter jusqu'à 3.

**8** Élégante position assise favorisant la concentration. Viser juste et visser bien. Niveau de difficulté: éventuellement, des fournitures dans la jambe droite.

**9** Petite fantaisie... Quand on dit que monter un meuble ça descend son prix, on dit pas de monter sur le meuble. Niveau de difficulté: dépend du niveau du meuble.

**520 F**

Alors, combien pour cette petite commode?... Un centimètre de perdu?... Deux?... Comment ça rien?... Puisque c'est comme ça, on va recommencer avec une cuisine.

Une grande cuisine. Avec plein de placards. Oui, en haut et en bas. Oui avec des tas de tiroirs. Oui, avec des accessoires partout pour ranger, accrocher, caser toute la vaisselle que vous allez prendre avec. Parce que, au prix où sont les cuisines IKEA, on peut s'offrir une batterie complète, un service pour douze et Dieu sait quoi encore.

Et puis, quand vous aurez fini votre cuisine, on pourrait peut-être passer au salon.

Histoire de monter quelques canapés. Plus une bibliothèque. Plus une table basse. Plus une console pour mettre cette si jolie lampe IKEA qui vous plaît tant... Non, non, on ne mollit pas. Allez, au lit! C'est pas compliqué à monter, un lit. Et puis ça permet de faire un gros dodo, un lit. Surtout quand on a fait un petit effort... Alors, combien on a perdu cette fois?... Ah, tout de même... Ce qui est bien avec la méthode IKEA c'est qu'on se dépense plus qu'on ne dépense...

**IKEA®**

Ils sont fous ces Suédois

**MINTEL IS IKEA**  
**IKEA PARIS NORD II** - ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN A VEN: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.  
**IKEA EVRY LISSES** - ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN A VEN: 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.  
**IKEA N'ON** - CTR. CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN TEL. 78.73.23.25 - **IKEA VITROLLES** - RN 13 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

هكذا من الاجل







Le Monde

Le Monde

CAMPUS

Un club de vendeurs

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

# Le Monde DES LIVRES

## Le « cauchemar » de Margaret Atwood

Dans la Servante écarlate,  
la romancière canadienne dépeint  
les terribles méfaits du puritanisme

par PATRICIA HIGSMITH

L'ÉPOQUE ? Le proche avenir. Le décor ? L'Amérique. Les États-Unis, s'appuyant sur quelques principes religieux (dont certains sont, à l'heure actuelle, une réalité patente dans ce pays), sont devenus la « République de Gilead ». Celle-ci se fonde sur une interprétation littérale du livre de la Genèse, et elle surpasse les vieux puritains quant aux refoulements de toute nature.

L'histoire est racontée de la bouche d'Offred, une « servante » du Commandant, un homme marié dont la femme n'a eu, jusqu'alors, aucun enfant. Les servantes sont des jeunes femmes saines et on leur donne des noms suivant l'homme avec lequel elles ont une relation ; Offred signifie ainsi que la femme est liée à un homme ayant pour prénom Fred, tandis que Offwarren est liée à Warren. Les servantes vivent ensemble, à l'écart des hommes, telles des femmes dans un couvent, et elles ont un uniforme qu'elles doivent porter lorsqu'elles sortent (toujours en couple et en silence) faire des courses dans les magasins. Offred a fait des études ; elle avait autrefois un mari et un petit enfant, puis, un jour, les autorités ont déclaré leur union « illégale », et désormais Offred ignore où se trouvent Luke et leur enfant. Elle raconte son histoire avec un sens de l'observation acéré et des bribes d'humour, encore que ce dernier soit plutôt amer.

Les servantes ont appris à lire sur les lèvres, une compétence utile le jour. La nuit, allongées sur leurs lits séparés, elles parlent à leurs voisines en chuchotant le plus doucement possible. Chacune doit avoir un jour ou l'autre un bébé ; sinon elles sont envoyées aux colonies, ou bien chez Jezebel (un bordel), ou encore dans une sorte de camp de travail. Le taux de fécondité des Blancs de la République de Gilead avait fléchi et il fallait y remédier. La Bible dit qu'un homme peut avoir des rapports sexuels en dehors du mariage si sa femme est stérile et qu'il désire avoir une descendance ; mais une femme ne peut faire de même. Quelques récits de la Bible soutiennent ce point de vue ; et puis il y avait l'ancienne pratique de la polygamie par les mormons d'Amérique. Une femme de Gilead peut être fertile ou stérile. Si elle est stérile, on procure une servante à son mari.

### Des amitiés dangereuses

Parmi les personnages, peu nombreux mais étonnants, mis en scène par Margaret Atwood, il y a Nick, le chauffeur du Commandant. Il a remarqué Offred, et elle aussi lui a prêté attention. Peut-il l'aider à s'échapper, se demande-t-elle ? Le veut-il ? S'il est découvert, la sentence sera la peine de mort.

Il y a également Janine, une femme rebelle, dont la grivoiserie est révélatrice. Offred l'admire



Margaret Atwood vue par Sophie Bassolet.

beaucoup. Mais le destin, on les autorités les séparent bientôt. Les amitiés entre servantes sont bien entendues tennes pour dangereuses.

Et puis, il y a le « docteur » chez qui Offred est conduite par un Gardien, « l'un de ceux à bras armé rouge qui ont pour mission ce genre de choses ». Offred doit donner un flacon d'urine ; elle se déshabille avant de s'allonger sur une table couverte d'une feuille de papier, un drap descendant verticalement à hauteur de son cou de telle manière que le médecin ne puisse pas voir son visage. Il l'examine en la tâtant avec des gants enroulés d'un corps gras, il la déclare « prête » et offre ses services. La porte est fermée à clef. « Je pourrais vous aider, chuchote-t-il de l'autre côté du drap. J'en ai aidé d'autres. » Offred se demande comment. Peut-il savoir où se trouve Luke ?

Elle en doute. « La plupart de ces vieux types ne peuvent même plus le faire, pourrissent-ils. Ou bien ils sont stériles. » Offred est frappée par le mot « stérile » dont l'emploi n'est pas officiellement autorisé quand il concerne les hommes.

Seules les femmes sont fécondes ou stériles ; c'est la loi. Mais Offred ne dit pas oui. « Merci », répond-elle avant de partir en laissant au docteur, espère-t-elle, l'impression qu'elle n'est pas scandalisée, qu'elle reste ouverte à sa suggestion. Pour mener à bien une fécondation, le devoir le plus important d'une servante, celle-ci doit presque s'allonger sur la femme, elle aussi placée sur le dos, tandis que le mari fait l'amour avec la servante ; il voit sans aucun doute le visage de sa femme pendant l'acte.

(Lire la suite page 23.)

## Tableau d'un déshonneur

Les éditeurs français sous l'Occupation :  
l'histoire d'une faillite  
intellectuelle et morale

APRÈS avoir été longtemps occultée — ou traitée en images d'Épinal, ce qui revient au même — la période de l'occupation allemande est devenue, ces dernières années et, plus encore, ces derniers mois, l'enfant chérie des éditeurs français. Laissons aux sociologues et aux historiens de demain le soin d'expliquer les raisons de ce soudain engouement ; de faire la part de ce qui appartient au temps naturel de la mémoire — quarante années sont peut-être biologiquement nécessaires à la digestion d'un tel traumatisme historique — et de ce qui a été provoqué par le climat propre à notre fin des années 80 : l'incertitude politique, la crise des idéologies, la résurgence des thèmes d'extrême droite redonnent une actualité à une période de trouble, de double jeu, d'aberrations intellectuelles, de dérives et d'incertitude, et l'analyse sérieuse de la malade française des années 40-44 serait utile au diagnostic de celle dont nous souffrons. A condition d'éviter deux écueils : celui des simplifications propagandistes, mais, tout autant, celui, fort répandu ces dernières années, du grand brouillard : tout le monde avait tort, tout le monde avait raison ; ni coupables ni victimes, ni salauds ni héros.

Dans cette entreprise historique d'établissement des faits et de réévaluation des comportements, le livre de Pascal Fouché, *« L'Édition française sous l'Occupation »*, est d'ores et déjà indispensable. D'abord parce qu'il comble un vide presque total. Aucune étude

systématique n'avait été entreprise sur ce sujet ; et les résistances qu'a rencontrées l'auteur dans sa recherche (il n'a pas eu accès aux archives du Cercle de la librairie, pas plus qu'à celles du Syndicat des éditeurs) tendent à prouver qu'une telle absence ne doit rien au hasard.

### Cruels souvenirs

Dans son introduction, Pascal Fouché prend ses précautions et précise qu'« il n'est pas dans notre intention de nuire en quoi que ce soit à des éditeurs ou à des maisons d'édition. Nous pensons au contraire mettre en lumière que, s'il est à l'honneur de certaines maisons d'édition d'avoir été fidèles au nom de leur fondateur, il est également à leur honneur d'avoir, du moins peut-on l'espérer, définitivement tourné le dos à ce qui fut le déshonneur du fondateur lui-même. »

Cependant, l'auteur met à mal certaines légendes et remue certains souvenirs qu'on préférerait, dans quelques maisons qui ont aujourd'hui retrouvé leur prestige, voir dormir au fond d'armoires cadenassées pour l'éternité.

Le livre de Pascal Fouché ne dérangeait pas tant s'il dénonçait, fustigeait, réglait des comptes, établissait des partages subtils entre éditeurs « résistants » et éditeurs « collaborateurs ».

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 18.)

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Emily L., de Marguerite Duras  
Le Regard de Vincent, d'Anne Philipe

### N'y aurait-il de paradis que perdus ?

DES lueurs d'orage en baie de Seine ; un bastion blanc, des souvenirs de colonies, des personnages fous parlant à mi-voix d'amours éternelles, de poèmes disparus, de ce qui ne peut se dire sur les étreintes, et remâchant des lambeaux de phrases bêtes comme chou ou d'une profondeur mémorable, on ne sait... Pas d'erreur, nous voilà bien dans un nouveau Duras ; ou dans un autopeste, ce qui revient au même, et ne résoud pas notre vieille perplexité : chiqué ou nouveauté vraie ? Maniérisme pompeux ou moments de génie ? Et pourquoi pas les deux ?

Donc, nous sommes à Quillebeuf, entre Rouen et Le Havre, une fin d'après-midi. Du Bar de la Marine, on voit passer les nuages sombres et les pâtes pétrolières, trop hautes, ça sent le voyage. Il y a là une narratrice qui s'adresse à son compagnon. Une passion les a unis, et puis ce n'est plus ça. La narratrice semble avoir mis dans cette liaison plus que ce qui s'y trouvait. Elle prolonge à haute voix d'anciennes songeries, manifestement plus capitales pour elle que son amour défilé : d'où lui vient sa témérité d'écrire ? De sa jeunesse en Indochine, bercée de choses tues, dont la peur ?

Justement, des Coréens ont échoué sur cette petite cale normande. Hasard des circuits touristiques, ou des escales de pétroliers aux équipages asiatiques ? On ne sait même pas si ce sont bien des Coréens. C'est ainsi que la narratrice appelle tous les Jaunes non identifiés, et c'est à leur visage qu'elle reconnaît ses frayeurs d'enfant. Frayeurs intactes : « Ils » sont forcément là pour faire le mal, puisqu'on ne sait pas pourquoi « ils » sont là. La mort de la planète viendra de ces facies cruels : là-dessus pas de doute possible !

ON reconnaît un roman de Duras à ses arrêts-sur-image (cette technique de cinéma, souvent employée dans les publicités, grâce à laquelle certains mouvements s'achèvent en photo fixe) et à ses sons « shumés », c'est-à-dire baissés artificiellement jusqu'à ne laisser percevoir, des conversations, que des bribes incertaines.

CI, le procédé s'applique à deux clients du bistrot de Quillebeuf. C'est un couple d'Anglais. Leur volier est en panne dans la région, à ce qui semble. Lui, le « capitaine », arbore la tenue blanche des yachtsmen et doit de la Pilsen brune. Elle, porte des choses chiffonnées à même sa malgros d'oiseau, des sandales d'enfant, et elle boit du bourbon. Elle a taint ses cheveux à la diable. Elle regarde le plancher, de ses yeux délavés et vagues. La narratrice, qui n'aime rien tant que mettre en formule ce qui lui échappe de plus trouble chez les inconnus de rencontre, trouve à l'Anglaise elle ne sait quel air « puni », une sorte d'« humilité », presque de honte, devant la mort, une mort sans cesse présente, sous la robe de folle.

Il n'y a pas chez les autres que la narratrice aime buter sur l'indicible. C'est sa fascination, l'indicible, parce qu'il la met sur la voie de l'écriture, laquelle consiste à effacer, à remplacer. Elle n'invente pas tout, non. Elle voit même des détails que personne ne voit : une pâleur subite au-dessus des lèvres de son compagnon, par exemple. Elle est formelle : « C'est arrivé. » C'est après cela, à partir de cela, que commence l'invention capotieuse, ravageuse. S'il lui plaît, à elle, de se raconter un autre amour, de le vivre comme un désespoir, comme une angoisse de criminels en cavale, comme une mine de phrases — toujours elles.

Cette manie de mettre en mots ce qui, au fond de soi, refuse d'être nommé, ça a commencé aux colonies. C'était en elle sans langage, à attendre, comme une protection contre la peur des Jaunes, inquiétants parce qu'inconscients de l'effroi qu'ils donnaient, du mal qu'ils infligeaient aux bêtes, battant à mort les chiens gauleux...

CETTE interrogation centrale sur la création littéraire, l'histoire de l'Anglaise prostrée est là pour l'éclairer, à titre de métaphore. Emily L. (c'est son nom, tout d'urgence) a attendu la mort de ses riches parents pour épouser son « capitaine », simple gardien de bateaux dans l'île de Wight. Elle a accouché d'un enfant mort-né, une fille. Elle a aussi perdu un chien, Brownie.

(Lire la suite page 20.)

## ANNE-MARIE GARAT.



Anne-Marie Garat

### L'insomniaque

Roman

Flammarion

Un troublant roman, dont les tumultes devraient nous laisser éveillés, veillants, magiquement perturbés. Françoise Ducout - Elle.

Son écriture ductile et frémissante ne se ferme jamais au spectacle du monde. Claude Prévoist - L'Humanité.

Un talent littéraire qui se confirme de livre en livre. Danièle Mazingarbe - Modame Figaro.

Une réussite qui devrait lui permettre de passer du succès d'estime au succès tout court. Josyane Savigneau - Le Monde.

238 pages, 79 F.

Flammarion

حکایت من الاحول







## DU LIBRAIRE

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## BIOGRAPHIE

● **ERNST KANTOROWICZ** : *L'Empereur Frédéric II*. — Il s'agit de la première traduction française du livre de Kantorowicz. Cette monumentale biographie de Frédéric II, figure emblématique du Moyen Âge germanique et européen, fut publiée en Allemagne en 1927 par le grand historien juif, mort aux États-Unis, où le nazisme l'avait contraint d'émigrer, en 1933. Traduit de l'allemand par Albert Kohn (Gallimard, 658 p., 250 F.).

## CHRONIQUES

● **ALEXANDRE VIALATTE** : *Eloge du homard et autres insectes utiles*. — Préfacé par François Taillandier, un nouveau volume de chroniques, choisies par Ferny Besson, de l'auteur de *Bertin et le ténébreux*. Nul besoin d'en dire davantage : les amateurs de Vialatte, c'est-à-dire ses incondituables, auront entendu le message (Julliard, 272 p., 100 F.).

## CINÉMA

● **ÉRIC LEGUÈRE** : *Ronald Reagan acteur et le cinéma réaganien*. — A Hollywood, Ronald Reagan défendait, avec son grand ami John Wayne, les valeurs américaines. Parvenu à la magistrature suprême, il a continué. Écrit dans un style un peu relâché, ce livre est une hagiographie de ce « promoteur de l'avenir » qui fut toujours et qui reste, selon l'auteur, Ronald Reagan. Filmographie et cahier photographique (France-Empire, 234 p., 88 F.).

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **CHRISTIANE MOATTI** : *Le Prédicateur et ses masques*. — Spécialiste de Malraux, l'auteur étudie l'œuvre romanesque de l'écrivain et en particulier la place qu'y occupent quelques deux cents personnages « très typés, placés au centre de récits d'aventures ou de guerre riches en péripéties, qui ont valeur de paraboles ». L'étude des écrivains et de la genèse des œuvres permet de mieux cerner la pensée littéraire, spirituelle et politique

de Malraux (Publications de la Sorbonne, diff. CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris, 480 p., 165 F.).

## ETHNOLOGIE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *L'Esprit des lois sauvages. Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique*. — Pierre Clastres est mort voici dix ans. Il avait quarante-trois ans. « Pensée exigeante » et « gai savoir », selon Miguel Abensour, qui a dirigé ce volume issu de journées d'études réunies en mai 1982, l'œuvre de Clastres suscite des interrogations toujours actuelles sur la société, la politique et l'humain en général. Luc de Heusch, Michel Deguy, Nicole Loraux ou Claude Lévi-Strauss témoignent ici (Seuil, 216 p., 130 F.).

## HISTOIRE

● **YOUNÈS MÉKROUF** : *Une amitié orageuse. Moulay Ismaïl et Louis XIV*. — Sultan du Maroc — de 1672 à 1727 — et prince des croyants, Moulay Ismaïl a laissé l'image, largement faussée, d'un souverain cruel, d'un « monstre de légende ». Préfacé par Michel Jobert, ce livre replace cette figure historique dans des proportions plus humaines (Albin Michel, 394 p., 140 F.).

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **FRIEDRICH HÖLDERLIN** : *La Mort d'Empédocle*. — Accompagné du texte original de la première version du poème tragique de Hölderlin, cette traduction, due à Danièle Huillet et Jean-Marie Straub, a été réalisée en vue de leur film, récemment sorti sur les écrans parisiens (voir le Monde du 17 octobre). Postface de François Fédier (Ombres, 50, rue Gambetta, Toulouse, 170 p., 89 F.).

## POÈSE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *Enfances. Premier volume d'une nouvelle collection poétique, « Origines », dirigée par Y. Bergeret et A.G. Huraut. Orné de dessins de Jean-Louis Gerbaud, ce livre présente les « interro-*

*gations » les « troubles » et le « souci » de plusieurs poètes (Marie-Claire Bancquart, Michel Deguy, Jean-Claude Renard, Jean-Yves Poulou, ...). Sur la question toujours reconduite de l'origine. Dans ce même volume, Lucien Démonio propose sa propre traduction commentée de la huitième *Épique de Duino* de Rilke (Ed. les Amis de l'Atelier Cantois, 32, rue Montant-au-Palais, 89300 Joigny, dépositaire à Paris : Librairie Tschann, 84, bd du Montparnasse, 75014 Paris, 94 p., 50 F. + 5 F. de frais de port).*

## SCIENCES

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *Aux confins de l'univers*. Coordonné par Jean Schneider, ce nouveau volume de l'Encyclopédie des sciences et des techniques, porte comme sous-titre : « *Faut-il croire au Big Bang ?* ». Les différentes contributions dressent un état des connaissances scientifiques en ce domaine (Fayard/Fondation Oiderot, 372 p., 195 F.).

## SOCIOLOGIE

● **ERVING GOFFMAN** : *Façons de parler*. L'auteur d'*Asiles* résume ainsi le propos du livre : « *Je vais donc affirmer que la vie sociale est une scène, non pas en une grande proclamation littéraire, mais une façon simplement technique : à savoir que, profondément incorporée à la nature de la parole, on retrouve les nécessités fondamentales de la théâtralité* ». Traduit de l'anglais par Alain Khm, ce livre contient le dernier article écrit par Goffman avant sa mort en 1982. (Minuit, 278 p., 115 F.).

## VOYAGES

● **LUCIEN BODARD** : *les Grandes Murailles*. Bodard le bourlingueur a retrouvé le chemin de l'Orient rouge, de la Chine éternellement actuelle, celle de Confucius et de Mao. A la demande du Point, il a repris sa plume en forme de bâton de pèlerin et a parcouru à nouveau un pays qui n'a pas fini, semble-t-il, de le surprendre... (Grasset, 490 p., 125 F.).

## LA VIE LITTÉRAIRE

## Médecis, Renaudot,

## Femina étranger :

## le temps des sélections

Voici les trois listes de la deuxième sélection du jury Médecis :

● **Prix Médecis**. — Richard Joffé : *le Navire Argo* (F. Bourin) ; Pierre Mertens : *les Éboulements* (Seuil) ; Baptiste-Morrey : *Évire* (Actes Sud) ; Michel Sauquet : *Cris d'indignité de Tadjour* (Loris Talmart) ; Maria Radonnet : *Rose Méditerranée* (Minuit) ; Michel Rio : *Archipel* (Seuil) ; Jacques Roubaud : *l'Enlèvement d'Hortense* (Ramsay) ; Yves Simon : *le Voyageur magnétique* (Grasset) ; Gilles Pudlowski : *le Voyage de Clémence* (Flammarion).

● **Prix Médecis étranger**. — Antonio Tabucchi : *Nocturne indien* (Bourgois) ; Bohumil Hrabal : *la Chevalure sacrifiée* (Gallimard) ; Alison Lurie : *Liaisons étrangères* (Rivages) ; Thomas Bernhard : *Des arbres à abattre* (Gallimard) ; Vladimir Goussev : *Au vent brûlant du Sud* (Grasset) ; Marco Lodoli : *Chronique d'un siècle qui s'enfuit* (P.O.L.).

● **Prix Médecis essai**. — Alain Finkielkraut : *La Défense de la pensée* (Gallimard) ; Claude Hagège : *la France et les sibériens* (Odile

Jacob) ; Jean Baudrillard : *Cool Memories* (Gallimard) ; Pierre Vidal-Naquet : *les Assassins de la mémoire* (Éditions de la Découverte) ; Georges Borgeaud : *le Soleil sur Aubiac* (Grasset).

De leur côté, les membres du jury Renaudot ont publié leur première sélection en vue du prix qui sera décerné le 16 novembre, traditionnellement le même jour que le Prix Goncourt. Onze titres sont en compétition : Alain Absire : *l'Égal de Dieu* (Calmann-Lévy) ; Jacques Belletrou : *le Voleur du temps* (La Différence) ; Tahar Ben Jelloun : *la Nuit sacrée* (Le Seuil) ; Jean-Jacques Brochier : *l'Hellé (Albin Michel)* ; René-Jean Clot : *l'Enfant halluciné* (Grasset) ; Richard Joffé : *le Navire Argo* (François Bourin) ; Jean-Marie Lachvergne : *Donnerfugate* (Gallimard) ; Anne Lagarde : *Héritage fabuleux* (Seuil) ; Patrick Lapeyre : *le Lameur de l'avenir* (P.O.L.) ; Boris Schreiber : *la Traversée du dimanche* (Lunaire) ; Yves Simon : *le Voyageur magnétique* (Grasset).

Enfin, le jury du Prix Femina a rendu public sa liste pour le Femina étranger, qui sera attribué, comme le Femina français, le 23 novembre : Elisabetta Rasy : *la Première Extase* (Rivages) ; Juan Jose Sear : *l'Ancre* (Flammarion) ;

James Baldwin : *Harlem Quartet* (Stock) ; Suzanne Minot : *Moufflets* (Gallimard) ; Phyllis Dorothy James : *Un certain goût pour la mort* (Mazet) ; Ruth Rendell : *l'Homme à la tortue* (Calmann-Lévy) ; Antonio Tabucchi : *Nocturne indien* (Bourgois).

## Oublier Strasbourg

Le premier Festival européen des écrivains qui s'est déroulé à Strasbourg du 16 au 18 octobre est ce qu'on appelle une manifestation de prestige : deux cent vingt écrivains invités, un budget important — plus de 3 millions de francs —, des manifestations nombreuses et très médiatisées, de hauts personnages, à commencer par celui de M. Mitterrand.

M. Bernard Ottagier, le délégué général du Festival, s'estime satisfait : 9 000 entrées payantes ont été enregistrées, et de nombreuses personnes ont participé aux rencontres organisées un peu partout dans la ville.

Reste une question, peut-être futile : en dehors de la légitime promotion de la ville de Strasbourg, candidate au rôle de capitale de la Communauté économique européenne, à quel sert une telle manifestation ? Pas à faire avancer

l'idée d'une communauté culturelle européenne : il y avait à Strasbourg une poignée d'écrivains étrangers nés dans une masse d'auteurs français de tous calibres venus faire de la représentation pour leur dernier ouvrage. Et l'on a souvent perçu que la langue française n'était pas la seule parlée en Europe.

Pas davantage à promouvoir la littérature : si l'on pouvait voir des écrivains à Strasbourg, leurs livres étaient absents, en dehors des quelques librairies bien entendues. Et ce n'est probablement pas en conviant les notables strasbourgeois à se payer un écrivain pour le dîner, comme on se payait autrefois un historien dans les banquets, que l'on défendra la dignité de la littérature.

M. Ottagier a annoncé que le deuxième Festival européen des écrivains aurait lieu à l'automne 1988. On pourrait lui suggérer d'inviter moins de monde, de supprimer les festivités inutiles et de consacrer les sommes ainsi épargnées à s'occuper des écrivains en crise littéraire en Europe. Strasbourg rendrait service à l'Europe de la culture.

P. L.

## Une librairie

## française à Naples

Le 8 octobre, dans le cadre merveilleux de l'Institut français de Naples, et à l'instigation de son directeur, Jean Digne, la librairie française Henri Bosco a ouvert ses portes. Dirigée par Béatrice Montamat, qui a fait ses preuves dans le milieu aussi bien à Bordeaux qu'à Aix-en-Provence et à Rome, la librairie propose, outre un fonds très varié, de multiples animations, dont un déjeuner mensuel avec des critiques italiens autour de cinq nouveautés, romans ou essais, venant de paraître en France. Saluons cet avant-poste du livre français dans le sud de l'Italie et ces noces de l'esprit, entre saint Janvier et Descartes.

J.-M. S.

## Mallet-Joris chez Flammarion

Françoise Mallet-Joris — membre du jury Goncourt — quitte Gallimard. Son prochain roman, *la Tristesse du cerf-volant*, paraîtra en février 1988 aux éditions Flammarion.

GISELA PANKOW  
L'être-là du schizophrèneContributions à la méthode  
de structuration dynamique dans les psychoses

Nouvelle édition augmentée et révisée

Aubier

Haïm ZAFRANI  
Kabbale,  
vie mystique et magie

Judaïsme d'Occident musulman

Histoire et actualité. La vie quotidienne et l'imaginaire social castillan et judéo-maghrébin.

«... Voici un livre considérable... parce qu'il donne accès à l'une des sources essentielles de la pensée mystique moderne...» Jacques ATTALI, *Le Monde*«... Une rare et rigoureuse érudition et une vive sensibilité...» Emile TOUATI, *Information Juive*

«... Nous devons, nous musulmans, connaître cette culture sorte des mêmes entrailles que nous-mêmes...»

Allal SINACEUR, *Le Matin du Sahara*

326 FF.

Maison neuve &amp; Larose

Indic, Mouchard,  
Corbeau...

## DÉLATION

Du vilain petit rapporteur en passant par l'honorable correspondant à l'informateur «très spécial» des grands quotidiens, la délation : un archaïsme, une technique, un mode de gouvernement...

Avec André Halimi, Toni Negri, Gilles Perrault, Léonid Pflouchitch.

176 pages, 80 F.

autrement

## TAD SZULC

CASTRO  
30 ANS DE POUVOIR ABSOLU

PAYOT

UN DOCUMENT UNIQUE  
traduit de l'américain  
par Marc Saporta  
178 F

سكزا من الاصل







### Enquête en eau trouble Un roman sur l'Occupation

En révélant dans des articles du *Figaro* que l'acteur Alain Delval n'a pas été, comme il le prétendait, déporté en Allemagne à l'âge de neuf ans, Hugues La Prades est-il peu ou prou responsable du suicide de ce comédien au faite de la gloire ? C'est pour essayer d'apporter une réponse à cette question que Pierre-Alain Delval, le narrateur du dernier roman de Michel Del Castillo, entreprend une enquête sur le passé du suicide. Mais celle-ci l'obligera progressivement à fouiller les décombres de sa propre existence. N'est-il pas, depuis près d'un quart de siècle, le secrétaire particulier — l'ombre portée serait plus juste — de ce La Prades dont la personnalité et la culture le fascinent jusqu'à l'aveuglement ?

« J'ai vécu une grande partie de ma vie dans la tristesse, consacré par l'idée qu'à tout le moins j'échappais au piège de l'illusion », dit-il comme pour justifier le rôle qu'il joue, depuis 1937, auprès de ce maître à penser, sinon à vivre. Issu d'une famille abonnée à l'*Action française*, Delval ne pouvait qu'être séduit par le directeur de la très à droite *Revue grise*, que fréquentaient nombre d'intellectuels d'avant-guerre.

Michel Del Castillo a su éviter, en particulier dans les pages qu'il consacre aux années de l'Occupation, les mirages du manichéisme auxquels succombent tant de romanciers lorsqu'ils abordent cette époque trouble. Il n'y a pas, dans le *Démon de l'oubli*, d'un côté des personnages négatifs, pour ne pas dire des salauds, et, de l'autre, un ou deux héros purs et durs. Presque tous les protagonistes de cette histoire sont innocents et coupables à la fois. Seules les victimes qui choisissent de l'être ont droit à la compassion de l'auteur. Ainsi, la femme de Delval, qui refusa la protection des « relations » de son mari et portera, par défi, l'étoile jaune jusqu'à ce que son mari la fasse interner dans une clinique psychiatrique d'où elle ne sortira plus jamais.

Souvent, et c'est un véritable bonheur de lecture, le romancier cède sa plume à un moraliste dont bien des phrases sont aussi tranchantes que des aphorismes. Michel Del Castillo, au contraire des écrivains qui confondent la vérité et la grandeur, écrit à hauteur d'homme. « Raconter l'histoire, c'est forcément mentir, puisque nous ne comprenons jamais l'histoire que nous vivons, au moment où nous la vivons », prétend La Prades qui, en s'attaquant à ce qu'il croyait être la mythologie d'un comédien célèbre, voulait, en réalité, dénoncer le rapport que les Français entretiennent avec leur mémoire collective. « Un peuple qui substitue le mythe à la réalité manquera toujours de maturité », dit aussi cet ancien collaborateur qui, lui, pleide coupable au nom même de ceux qu'il contribue, par ses écrits, à faire assassiner.

PIERRE DRACHLINE.  
★ LE DÉMON DE L'OUBLI, de Michel Del Castillo, Seuil, 396 p., 99 F.

### Un travail athlétique

L'Atlas historique, de Pierre Vidal-Naquet et Jacques Bertin : le maximum de temps dans le minimum d'espace.

Pour vanter les mérites d'un atlas, on invoque en général sa vertu poétique. « Il fait rêver. » Et accourent aussitôt « les enfants amoureux de cartes et d'estampes ». Le rouleau compresseur d'une science infiniment élaborée a balayé ces tropiques baudelairiens. Disons-le tout net : de tous les travaux de force de l'intelligence et de l'édition, le plus athlétique, le plus héroïque, est celui de l'atlas historique, surtout quand il se veut en même temps, comme ici, une histoire de l'humanité, de la préhistoire à nos jours. Il s'agit de visualiser le

chacune de ces planches son autonomie, et quand on la regarde attentivement la profondeur d'un monde. La formule est heureuse.

La palme revient incontestablement à Jacques Bertin, dont les principes de sémiologie graphique, qui ont fait de lui un des grands rénovateurs de la cartographie historique, ont trouvé ici un vaste champ d'application pratique. Ne parlons pas du menu fretin des cités grecques ou des expansions d'empires, nordiques ou carolingiens, ou, plus difficile déjà, la belle représentation de l'Empire sassanide à son apogée,

seulement avec Christophe Colomb, l'Inde avec les Anglais, la Chine avec la guerre de l'opium et le Japon avec le commandant Perry. Ils seront, comme nous, sensibles à l'effort, dû à Jacques Dupaquier et Jean-Noël Biraben, pour englober l'approche démographique et ponctuer visuellement le flux des hommes sur la planète et l'effet des grandes catastrophes — peste noire au XIV<sup>e</sup> siècle, génocide des Indiens d'Amérique, massacres des guerres mondiales. Peut-être d'ailleurs aurait-on pu, dans cet ouvrage initié par Fernand Braudel, aller plus loin et plus fin dans les grands rythmes de l'économie, et ne pas se contenter de quelques flashes, au demeurant bien faits, de Elie Barnavi sur la Renaissance et de François Caron sur la révolution industrielle.

#### Des astuces de Sioux

Mais il est évident que, dans ce genre d'entreprise au format imposé, la volonté encyclopédique contraint le maître d'œuvre à des choix redoutables et à des arbitrages déchirants, sans parler de l'obsession vérificatrice. Où et comment placer des histoires et des mondes qui ont longtemps vécu sans rapports ? De quel point de vue restituer, de façon continue, une évolution marquée par la saccade et l'accélération ? Comment réduire dans la hiérarchie la part d'arbitraire ? Le risque du kaléidoscope est permanent et l'on ne peut éviter de bloquer, bizarrement, deux survols infaisables « de Cézanne à Beckett » et « de Riemann à Sartre », entre la guerre du Pacifique et la guerre froide. Mais il faut se plonger dans le détail et mesurer les astuces de Sioux qu'a trouvées Pierre Vidal-Naquet pour ruser avec les contraintes et remplir les coins de la valise.

Il a eu, surtout, l'intelligence de scander l'évolution de coupes transversales qui sont une des originalités majeures de l'entreprise. Et il a eu la chance de trouver en Robert Bonnaud, dont on regrette que la science et le talent n'aient pas trouvé jusqu'ici des accomplissements plus visibles, l'oiseau rare capable de lui trisser d'époustouflantes synthèses de tous les grands tournants de l'histoire humaine, du néolithique à la deuxième crise mondiale, de la période « axiale » (— 600 à — 300) aux révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, en passant par l'expansion unificatrice de la Méditerranée romaine et de l'empire chinois et par le XV<sup>e</sup> siècle de l'Europe et de l'Asie. En ces raccourcis saisissants, la carte se tait, et en quelques phrases et une poignée de dates passe soudain le souffle de la grande histoire.

PIERRE NORA.

★ ATLAS HISTORIQUE, Histoire de l'humanité de la préhistoire à nos jours, sous la direction de Pierre Vidal-Naquet et Jacques Bertin, Hachette, 339 p., 195 F.



Les soldats de l'armée morte : tombes du premier empereur de Chine Shi Huangdi

maximum de temps dans le minimum d'espace, d'établir les plans de coupe, de trouver, à chaque pas, des solutions simples à des équations compliquées.

Ce labeur géant est aussi le plus ingrat. Car mieux il est financé, réalisé, lancé, accueilli, plus vite il est destiné à se fondre dans l'anonymat des usuels, pour être dépassé quelques années plus tard et, projection de toute l'histoire, devenir à son tour un instantané de l'histoire. Voilà bien des raisons pour saluer comme il le mérite cet atlas historique unique en son genre et toute l'armée des gens savants et modestes qui s'y sont attelés, Pierre Vidal-Naquet et son équipe d'historiens, Jacques Bertin et son laboratoire cartographique des Hautes Etudes, sans oublier Françoise Cibiel et son commando éditorial. C'est une réussite exceptionnelle.

Chacune des cent soixante-deux doubles pages peut se lire sur quatre registres : la carte, élément de base qui invente à chaque fois la représentation graphique d'un problème, d'un moment, d'une évolution, d'un rapport. Les textes, courts et denses, qui synthétisent la logique d'un vaste ensemble historique. La chronologie, qui ne se contente pas des repères indispensables, généralement rappelés dans le bandeau qui les surplombe, mais décortique une évolution bien dominée. Les illustrations enfin, qui, entre le document inutile parce que trop connu, ou superflu parce que trop anecdotique, ont su rester dans le registre qui convient : le beau, l'instructif, le frappant. Mais l'intérêt de ces quatre approches est de ne pas se recouper. Leur juxtaposition donne à

au VI<sup>e</sup> siècle. Mais j'avoue n'avoir jamais si bien compris ce que voulait dire, par exemple, une guerre mondiale qu'à travers la série de cartes de 1939-1945 en Europe, en Afrique, en Asie. Et que dire de la représentation de la crise de Cuba en 1962 ?

#### La rigueur d'une partie d'échecs

L'inventivité de Jacques Bertin confine à l'humour, et son graphisme, quand on l'étudie sérieusement, prend la rigueur d'une partie d'échecs. J'ai moins apprécié, il faut le dire, sa tentative d'illustration de la centralité artistique parisienne, où Van Gogh, Kandinsky, Chagall, Soutine, Picasso et Brancusi ont l'air de faire une Blitzkrieg. Mais ces représentations cartographiées de phénomènes culturels sont évidemment des casse-tête. Et c'est sans doute pourquoi les auteurs ont généralement sacrifié, on le regrette un peu, les faits de culture comme le développement des sciences et des techniques.

Ils ont, en revanche, fait un énorme effort pour innover dans plusieurs domaines. D'abord, pour mondialiser une histoire longtemps demeurée eurocentrée. Il est fort probable que les Islandais, par exemple, s'ils se mettent en tête de traduire cet atlas qui devrait faire le tour du monde, demanderont à remplacer quelques cartes sur la querelle des papes et des empereurs par de bons croquis des expéditions arctiques. Mais ils seront, comme nous, sensibles à ce que l'Amérique ne fasse pas son apparition

### UN BEAU TEMOIGNAGE SUR LA PATERNITÉ

Jacques Dupuy

### Le voyage Marine



« Elle ne courait pas, Marine, ne riait pas, ne serait pas l'enfant parmi d'autres. Elle n'entendrait jamais les rires de ses frères. Marine ne verrait pas la mer. »

Aubier

### BOURSE GONCOURT DU RÉCIT HISTORIQUE



Bourse Goncourt  
du récit historique  
1987

Prix : 99F

RAMSAY

### Vient de paraître

Hans Urs von Balthasar

HANS URS  
VON BALTHASAR

Espérer pour tous

« La leçon d'espérance de Hans Urs von Balthasar. Une anglaise répond à des intégristes... »

Henri Tincq, le Monde, 74 F.

Espérer  
pour tous

### Desclée de Brouwer

### Pierre BOURGEADE



### Sade, Sainte Thérèse

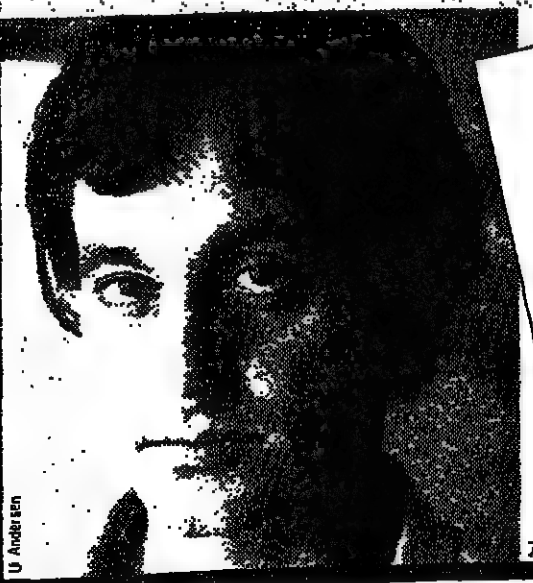
roman

Un récit étourdissant et extraordinairement cocasse. Deux cent douze pages de plaisir, quelle bonne affaire !

François Nourissier/Figaro Magazine

GALLIMARD nrf

### MICHEL RIO



MICHEL RIO  
ARCHIPEL



C'est le parfait dérèglement de presque tous les sens, aggravé par cette maladie, dont certains guérissent parfois : l'adolescence.

Dominique Durand  
Le Canard enchaîné

ROMAN SEUIL

Editions du Seuil

سكنا من الامم







## ● ROMANS POLICIERS

## Sur les rails

Après le train noir du Festival de Grenoble, voici, à Paris, Trans Polar Express, à l'initiative de la Maison des écrivains.

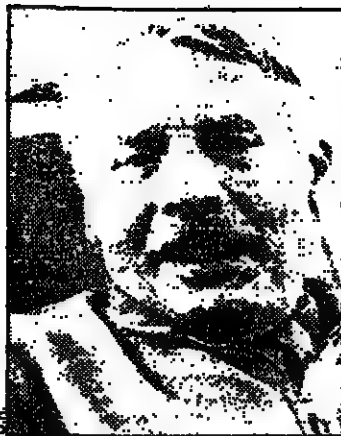
GRENOBLE, c'est fini, à nous Paris. Le noir est décidément une couleur à la mode pour la saison. Et les amateurs de romans policiers découvrent, ravis, qu'un genre longtemps traité avec condescendance est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions. A peine descendus du train « noir » spécial qui les amenait au festival de Grenoble (le Monde des livres du 16 octobre), voilà qu'on les invite à monter dans le Trans Polar Express, nom de baptême de la semaine du roman policier qu'organise, à Paris, du 24 au 31 octobre, la Maison des écrivains, en collaboration avec le Monde, Télérama, la FNAC et Gaumont. Hugues de Kerret, directeur de la Maison des écrivains, et Robert Delenc, administrateur, expliquent ci-dessous le sens de cette initiative.

« Trans Polar Express, c'est la première manifestation d'ampleur qu'organise la Maison des écrivains. Institution officielle, on vous attendait plutôt du côté de la littérature « Manche »... »

« Peut-être avions nous précisément envie d'apparaître sur un terrain où on ne nous attendait guère ! C'est une façon de manifester que, pour nous, la Maison des écrivains est bien celle de tous les écrivains. Dans « roman policier », il y a d'abord « roman ». Et qu'importe alors la jaquette pourvu qu'on ait bien de la littérature... »

« Il n'y a pas eu de réactions ? »

« Au contraire. Tous les écrivains « classiques » de notre conseil d'administration, notre président, le romancier Georges Emmanuel Clancier, en tête, ont immédiatement suivi. Parce que cette initiative correspond exactement à la philosophie qui anime la Maison : nous voulons rapprocher les individus, les genres, favoriser le regroupement d'un milieu dont le tissu s'est déchiré devant l'éclatement des moyens de communication. De ce point de vue, le « polar » fonctionne presque comme un modèle : il y a là un groupe structuré, avec un réseau de revues, d'associations, d'ani-



J. Arnaud (en haut), F. Ryck : Trans Polar Express leur rendra hommage.

mateurs ; une école aussi, dont on peut repérer les évolutions depuis les précurseurs — Gaboriau, Gaston Leroux, Maurice Leblanc, — les grands classiques — Simenon, Boileau-Narcejac, Aveline, etc., — jusqu'à la jeune génération actuelle, extraordinairement dynamique.

« Le « polar », c'est aussi 50 % des adaptations cinématographiques et la source de multiples adaptations télévisuelles. Là encore, le genre rencontre notre désir : car nous voulons que les écrivains, qui ont trop longtemps ignoré les nouveaux médias, occupent tous les terrains plutôt que de se retrancher dans leur glorieuse solitude. Notre rôle est de les y aider : nous avons ainsi entamé des négociations avec cinq sociétés de production pour

qu'elles fassent appel à des créateurs littéraires que la Maison se chargerait de sélectionner.

« Paris après Grenoble, c'est la concurrence ou la continuité ? »

« Disons que nous avons voulu proposer aux amateurs un dessert nécessaire, centré sur le roman policier français, quand le festival de Grenoble a mis l'accent — et d'exemplaire façon — sur le caractère international du genre.

« Mais, comme à Grenoble, nous avons souhaité que Trans Polar Express dépasse le cercle des seuls « fans » et soit l'occasion, pour un nombreux public, d'aller à la rencontre de la littérature populaire. D'où, outre les débats et colloques, ce jeu-éponge d'Alain Demouzon à travers la ville (voir notre encadré « Tapez POLAR »), d'où aussi une animation dans les écoles — quatre-vingts classes de CM1 et CM2 ont répondu à notre appel — ou encore l'utilisation de salles de spectacle — cinéma, théâtre — et la collaboration de nombreuses librairies.

« Surprendre et transplanter », disait Benjamin Péret : ce pourrait être la devise de notre initiative. Qui n'est finalement qu'un juste retour des choses : n'est-ce pas à Paris qu'est véritablement née la littérature policière, une nuit de 1841, avec ce double assassinat de la rue Morgue qu'imaginait un certain Edgar Allan Poe ? »

Propos recueillis par  
BERTRAND AUDUSSE.

## La réussite de Grenoble

## Un festival à l'âge adulte

DES auteurs enthousiastes — de l'avis de Jérôme Charyn, jamais il n'avait rencontré tant de monde dans un festival spécialisé, — des éditeurs ravis — pour la première fois, ils rencontraient des lecteurs désireux d'être conseillés, — un public largement régional : le Festival du roman noir de Grenoble a incontestablement réussi son coup d'essai.

Même si les visiteurs furent finalement moins nombreux qu'espéré — 12 000 entrées officiellement enregistrées, — même si l'organisation des débats laissait parfois à désirer, chacun des participants s'accordait sur un constat : par rapport aux précédentes éditions grenobloises, Grenoble a marqué l'entrée du Festival dans l'âge adulte. Confirmation en octobre 1988...

De nombreux prix ont été décernés :

— Grand Prix de littérature policière 1987 : *Alx abrupto*, de J.P. Demure (Série noire) ;  
— Trophées 813 du meilleur roman : *la Fête Carabine*, de D. Pennac (Série noire) ; du meilleur recueil de nouvelles : *Mystères 87*, de J. Baudou (Livre de poche) ; de la meilleure BD : *Barney et la note bleue*, de Lous-tal et Paringaux (Casterman) ; du meilleur film : *le Nom de la rose*, de J.-J. Annaud ; du meilleur téléfilm : *la Maison-piège*, de M. Favart ; de la meilleure réédition : *le Dernier Baiser*, de J. Crumley (10/18) ; de la meilleure traduction : J.-P. Schweighanser, pour *Robin des bois est mort*, de Ky (Mascaret), et *Coup au cœur*, de Hansjörg Martin (Série noire) ; prix Maurice-Renaut : revue *Encre* ;  
— Prix Grenoble Polar : Daniel Pennac.

— Prix du roman policier pour la jeunesse : *la Nuit du voleur*, d'Hubert Humbert (coll. « Souris noir », éd. Syros).

Par ailleurs, c'est Jacques Franchino, pour son manuscrit inédit *Cosmic-mac*, qui a remporté le prix de l'Instant noir et sera donc édité par les Editions de l'Instant.

## Demandez le programme

Trans Polar Express, c'est...

● Cinq colloques : Des collections à partir la nuit (lundi 26 octobre), Faits divers et romans noirs (mardi 27), Littérature et romans policiers (mercredi 28), Sherlock Holmes en France (jeudi 29), Romans noirs sur toiles blanches (vendredi 30). Tous à 14 h 30 à la Maison des écrivains.

● Quatre hommages : à Jean Arnaud (lundi 26 octobre), à Georges-Jean Arnaud (mardi 27), à Francis Ryck (mercredi 28), à Claude Aveline (jeudi 29). Tous à 19 h 30 à la Maison des écrivains.

● Quatre rencontres en direct : Les perles noires du roman policier (lundi 26 octobre), De l'influence du polar américain (mardi 27), Comment réussir un crime parfait (mercredi 28), Crimes en musique (jeudi 29). Toutes à 17 h à la FNAC Montparnasse.

● La Folie hexagonale, la première pièce de théâtre de

G.J. Arnaud (lundi 26 octobre, à l'Atelier du chaudron).

● Une avant-première cinéma, *le Cri du hibou*, de Claude Chebrol (mardi 27 octobre au Gaumont-Alésia).

● Une « mise en espace » de textes policiers, *Mystères à Paris* (mercredi 28 octobre, au forum de la Pointe-Saint-Eustache).

● Une nuit du cinéma policier français (vendredi 30 octobre au Gaumont-Alésia).

...Et des expositions à la FNAC Montparnasse, à la galerie Eden (les œuvres de Michel Gourdon, l'illustrateur du « Fleuve noir », et la présence de Robin Cook, Marc Villard, Frédéric H. Fajardie, dans les librairies La Hune, La Terrasse de Gutenberg, La Tour de Babel.

Pour tous renseignements complémentaires : Maison des écrivains, 53, rue de Vercueil, 75007 Paris. Tél. : 45-49-31-40.

## Tapez POLAR et devenez détective

On ne voit guère pourquoi l'on pourrait, sur le minitel du Monde, obtenir la quasi-totalité des événements qui font notre vie quotidienne et pourquoi les enquêteurs en puissance que nous sommes n'y trouveraient pas le fil conducteur qui mènera à l'« Infirme », une intrigue policière, clou de la semaine organisée par la Maison des écrivains. Mieux ! de A à Z, le 3615 du Monde, dès le 24 octobre, affichera la règle du jeu, le récit, les indices, les adresses qui devraient mettre sur la voie les amateurs d'enquêtes policières. Une enquête qu'Alain Demouzon a imaginée pour nous et qui se déroulera sur une semaine, avec les rues de Paris pour décor... (La « Petit Journal » de Télérama (daté 21 octobre) publiera également les renseignements indispensables au bon déroulement de l'enquête.)

Au bout du fil, le Monde, sur ses petits écrans en noir et blanc, vous éclairera sûrement. Alors, n'oubliez pas, à partir du 24 octobre, et pour sept jours, de taper POLAR. Bien sûr, après avoir, sur les touches de votre clavier, frappé 3615 et LEMONDE.



« Enfin un roman nécessaire. Gardez les yeux clos en refermant "Eve" : le noir des lignes vire au rouge sombre. Ces bulles de sens poisseuses et tièdes qui descendent dans nos veines trouées, ne cherchez pas, ce n'est plus de l'encre, c'est du sang ». Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française/Le Monde

« ... l'intelligence même, un prosateur intrépide, le plus lucide et le plus courageux témoin du mal du siècle ». Jean-François Josselin/Le Nouvel Observateur

« Une allégorie pathétique où on est bien au-delà de la littérature ». Dominique Jamet/Le Quotidien de Paris

« Le livre unit l'invention romanesque, la réflexion philosophique et le soulevement poétique ». Jean David/V.S.D.

« Poignantes, les pages sur la douleur révèlent le talent de Guy Hocquenghem dans toute sa mesure. Ces pages pathétiques transcendent cette œuvre qui fera date ». Pierre Bourgeade/Le Figaro Magazine

« Avec son nouveau roman "Eve", Guy Hocquenghem crée l'événement de la rentrée littéraire ». Christine Pouget/APP

« Hocquenghem est saisi par la grâce qui ne touche qu'une fois l'écrivain dans sa vie ». Claire Gallois/Paris-Match

Un livre criant de vérité, qui pèse le poids de nos vies précaires, qui bouleverse, qui choquera, et qui est vraiment beau ». Jérôme Garcin/L'Événement du Jeudi



Albin Michel

هكذا من الاصل



## ● SOCIÉTÉ

## La chambre close

Les Photos licencieuses de la Belle Epoque : Philippe Sollers a choisi ces témoignages de notre « préhistoire ». Voici un extrait de sa préface.

QUEL que soit le désordre de sa vie, un individu, homme ou femme, a tendance à considérer les événements sexuels comme privilégiés. Mais que dire de l'existence de bordel où ces moments ne sont plus une ponctuation (régulière ou épisodique) mais monnaie courante ? Dès le départ, la confrontation entre deux mondes séparés entraîne le malentendu. Le client arrive le cœur plus ou moins battant, il a ses raisons pressantes, là où le professionnel, sur place, fait déjà ses comptes. Le mot profond de Faulkner, à savoir qu'il aurait aimé, dans la vie, être tenancier de bordel, s'applique, au fond, à tout écrivain énergique. Matinées calmes où l'on peut travailler tranquille l'oubliant du ménage, après-midi feutrée, soirées explosives... Lieu d'observation sans équivalent, carrousel des gestes et des transactions, révélation des coulisses sociales, retournement des cartes, zoo des fantasmes, physique pure... Depuis le fond de l'histoire, les corps se livrent, se délient, s'agitent dans une combinaison qui a ses figures imposées, ses anomalies prévues, ses écarts consentis, ses régions dangereuses confinées au crime. La philosophie dans le boudoir, avant d'être un titre de Sade, est l'enseignement invisible de la préoccupation essentielle des acteurs humains. C'est une prostituée, Rahab, dans la Bible, qui permet aux Hébreux de prendre Jéricho : c'est une autre prostituée (...) qui ouvre brusquement l'envers de la scène mondaine : Rachel (...), putain à vingt francs, que Robert de Saint-Loup idéalise parce qu'il est amoureux.

## Les morts n'ont jamais fait ça !

Entrons donc dans cette galerie de photographies en sa compagnie, et offrons les images de son temps à Proust lui-même. Cela nous permettra peut-être de déjouer la censure qui joue moins désormais sur l'interdiction que sur la compartimentation et le cloisonnement sanitaire : l'image d'un côté, le texte de l'autre, la chair sans le verbe ou, plus exactement, la viande sans l'esprit. Montrer sur quel tremblement secret est fondée la Recherche du temps perdu est un acte de pitié à son égard. C'est aussi un hommage rendu à tous ces artistes incomparables (photographes et figurants) qui ont réussi anonymement à composer, parfois, des chefs-d'œuvre. Certaines de ces images sont splendides. On y

trouve aussi un malaise de coquetterie fera sentir que nous sommes ici sur le terrain de la gravité exaltée plus ou moins jouée (comment savoir ?) pouvant, à chaque instant, basculer dans le comique, voire la débilité accablante.

La bêtise fait partie, comme la maladresse convenue ou l'inspiration soudaine, de cette pratique difficile. N'oublions pas que ces photos sont les premières qui aient été prises de la hantise des

Heureusement qu'il y a ces bizarres maniaques qu'on appelle des collectionneurs. Je peux déjà vous dire qu'elles photos, parmi celles qui se trouvent ici, pourront être reproduites ou non dans la communication (journaux, télévision) : c'est la bonne façon de considérer leur existence gênante (...).

J'ai dit qu'il s'agissait de « nos morts » en train d'être bien vivants, plus vivants qu'ils ne l'ont jamais été, mais il faut penser

gloire, argent, titres. Leçon d'anarchie, plutôt. Et aussi de modestie. La pente naturelle de la pensée est, en effet, la suivante : le sexe n'appartient qu'à moi, la mort n'arrive qu'aux autres. Eh bien, non ! Je meurs, hélas, les autres ne mourront jamais. Et, en plus, ils ont droit au sexe ! Depuis toujours. Pour toujours. C'est affreux, intolérable. Cachez donc ces portraits que je ne saurais voir. Nous voulons des corps jeunes, bronzés, placés sous le joug de la santé implacable. Ces fesses ? Ces graisses ? Ces surfaces pour rien ? Que voulez-vous, les pauvres gens ne s'étaient pas encore pris en main, ils n'avaient pas été enrôlés dans l'avenir radieux du bonheur des masses...

## « Elle les attend dans le salon persan »

« Un instant, écrit Proust à propos de Saint-Loup pensant à Rachel, il imagina une vie de la place Pigalle, avec des amis inconnus, des bonnes fortunes sordides, des après-midis de plaisirs naïfs dans ce Paris où l'ensevelissement des rues, depuis le boulevard de Clichy, ne lui semblait pas le même... Rachel, « Zézette », vient de rencontrer par hasard deux de ses amies de la maison close où elle travaille, amies elles-mêmes accompagnées de deux camarades, Lucienne et Germaine... Les prénoms aussi disparaissent avec le temps (les deux derniers, en tout cas).

« Tout à coup, dans son rêve, il avait entendu les cris intermittents et réguliers qu'avait l'habitude de pousser sa maîtresse aux instants de volupté. » Sommes-nous à Paris ? Ou sur la côte normande, dans l'établissement du plaisir de Mainville, « dans le bruit de crises et d'adjudications que faisait une vieille sous-maitresse à la perruque fort brune, au visage où craquelait la gravité d'un notaire ou d'un prêtre espagnol, et qui lançait à toute minute, avec un bruit de tonnerre, en laissant alternativement ouvrir et fermer les portes, comme on règle la circulation des voitures : « Mettez Monsieur au vingt-huit, dans la chambre espagnole. » On ne passe plus. » Rouvrez la porte, ces Messieurs demandent Mademoiselle Noémie. Elle les attend dans le salon persan. » Noémie, maintenant ! Dans le salon persan !

PHILIPPE SOLLERS.  
(Les intertitres sont de la rédaction.)

★ PHOTOS LICENCIEUSES DE LA BELLE ÉPOQUE, choisies et présentées par Philippe Sollers, album qui paraîtra le 6 novembre aux Éditions 1900, 128 p., 195 F.

## « 1900 » : une maison d'édition

Le groupe Belfond fête cette semaine la naissance d'une nouvelle maison, les Éditions 1900, que dirige Jean-Claude Simon, déjà directeur littéraire du P.O. de Cierco, l'une des marques du même groupe.

C'est une petite structure au capital de 100 000 F, au « projet réduit, mais pas limité », explique Jean-Claude Simon. Réduit parce que le nom parle tout seul, évoquant une époque bien précise — je dirai 1900-1914 — mais pas du tout limitée dans le champ d'investigation. Une entreprise qui se place sous le signe de l'éclatisme et de la liberté, et qui se consacrera principalement à la réédition « d'auteurs oubliés ou injustement ignorés, sans pour autant fermer la porte à des livres écrits de nos jours, éclairant l'histoire, des biographies notamment », comme le précise le directeur des Éditions 1900.

Ainsi, en mars 1988 sortira une biographie de la grande chanteuse Yvette Guilbert, par Claudine Brécourt-Villars. Les cinq premiers titres à paraître dans les prochains jours témoignent de cette volonté de diversité. Le livre des masques de Remy de Gourmont : la Vadette, un roman d'Yvette Guilbert ; l'Encyclopédie des ouvrages de dame, de Thérèse de Dillmont, œuvre d'une artis-

triciate d'origine viennoise, qui constitue la référence pour tous les travaux de petite couture : l'Almanach Vermot de 1900, sorte de « passage obligé » et de cin d'œil pour la naissance de la maison ; et, enfin, un album de Photos licencieuses de la Belle Époque, choisies et présentées par Philippe Sollers (voir l'extrait de son texte dans cette même page).

Cet ouvrage va sans doute faire grincer quelques dents. « Oui, je sais, vous venez de dire : « Quelle idée, comme c'est laid, vulgaire ! ». Et pourtant, voici un livre plus efficace que tous ceux publiés depuis des années », écrit Philippe Sollers, au début d'un texte fort intéressant. Les femmes en particulier, malgré le dégoût qu'elles pourront éprouver à la vue de certaines photos, devraient ne pas négliger ce témoignage : une manière de lutter contre l'hypocrisie ambiante, le moralisme rampant et les faux-semblants d'une pseudo-libération. « C'était notre voyage à vingt mille lieues sous l'époque et le fil magnétique de la télévision », conclut Philippe Sollers. Il n'y a pas de couleurs vives sans par derrière une intention adhésive en noir et blanc. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

## Un des plus grands succès littéraires aux États-Unis et en Angleterre.

MARGARET ATWOOD  
LA SERVANTE ÉCARLATE

roman

Collection  
"Pavillons"

ROBERT LAFFONT



## ● ESSAIS

## Les métamorphoses de l'homme au travail

UNE œuvre de haut lignage. Alain Cotta nous avait certes accoutumés à ce genre de recherche en prose serrée, où le souci de corser la phrase égale celui de taquiner les faits jusqu'à ce qu'ils expriment les significations les plus subtiles. Mais jamais il n'avait été aussi loin dans ce registre qu'avec cet *Homme au travail*.

La réflexion sur la notion de travail intéresse Alain Cotta beaucoup plus que l'histoire elle-même, à travers cette passionnante saga qu'il nous propose. Mais il fallait bien parcourir le temps et épinglez des repères pour comprendre à quel point l'homme au travail avait pu changer, de la cité grecque — où les citoyens ne peuvent exercer d'activités professionnelles, la « multitude » laborieuse étant là pour cela — jusqu'à nos jours de « dématérialisation » des tâches. Même dans la société agricole, le travail est « mis en quarantaine », la noblesse ne devant jamais déroger, c'est-à-dire exercer un commerce ou un métier manuel (sauf quelques rares exceptions).

## Les faiseurs d'images

C'est au dix-huitième siècle que le travail fait irruption dans le champ économique. Il est « la mesure de la valeur échangeable de toutes les marchandises », écrit Adam Smith, phrase qui « tournait définitivement la page du Moyen Âge et de la Renaissance », note Alain Cotta. Au siècle suivant, c'est dans le champ social que le travail s'inscrit : il devient une valeur morale, mais aussi une source d'exploitation, le prolétariat trouvant dans l'idéologie marxiste un merveilleux message où puiser toutes les raisons de se révolter.

Alain Cotta suit, alors, de près « le reflux du travail physique », qui est d'abord, en partie, redistribué dans les terri-

toires colonisées, puis confié aux machines de plus en plus automatisées. « Toute la condition ouvrière se trouve bouleversée par l'emprise croissante du neurone sur le muscle. » Après un survol des activités de communication, notre auteur consacre deux excellents chapitres à la nouvelle « multitude » des employés. Après Crozier, Bourdieu, Touraine, il restait encore des choses à dire, on le constate, sur le monde des bureaux, et plus généralement des services. La frontière du travail subi et du travail choisi sépare les employés des cadres et de tous ceux qui exercent des « fonctions de gouvernement » (dans les affaires et le politique), ou des chercheurs, « qui appartiennent au monde du non-quotidien » et qui ont (comme les prêtres) « une légitimité leur valant le statut exceptionnel d'intouchables ».

Un groupe d'hommes au travail, enfin, ne cesse de grossir : celui des séducteurs. Il ne comprend plus seulement les artistes, mais tous ceux qui vivent dans le « médiocrisme » (1), faiseurs d'images ou de notoriété (publicitaires).

Pour Alain Cotta, le travail est devenu, avec l'amour et la création, une des voies qui conduisent à la reconnaissance de soi. Du « droit au travail », on passe au « droit au travail enrichissant », mais aussi, le chômage sévissant, au « droit de travailler » ou « droit de vivre ». Ces aspirations sont telles que « les inégalités relatives au statut du travail devraient (...) occuper la place centrale du débat social ». On ne saurait mieux dire.

PIERRE DROUIN.  
★ L'HOMME AU TRAVAIL, d'Alain Cotta, Fayard, 346 p., 98 F.

(1) Selon l'expression de la revue *Projet*, qui vient de consacrer son numéro de septembre 1987 au sujet.

## La prophétie d'Alfred Sauvy

Dans trente ans, les jeunes Maghrébins devront-ils aider les vieux Européens à survivre ?

LE Sauvy nouveau est arrivé. Il n'a pas la même robe ni le même corps que les précédents, bien que l'on retrouve les saveurs connues. Son livre avance à coups de flashes, découpé en petites rondelles de vérités provocantes et de chiffres-gongs. L'auteur jette en vrac ses notes... non seulement de lectures (comme pour le *Monde*), mais aussi de rencontres, de colloques, etc. Il se répète parfois, il passe du coq à l'âne, et celui qui aime la facture de Sciences-Po sera désorienté. Un certain fouillis. Celui de la vie !

La vie ! C'est essentiellement de cela que nous parle notre grand démographe, avec la passion qu'on lui connaît. Il n'a pas attendu que le thème du déclin soit à la mode pour s'alarmer de la crise de la fécondité en France et en Europe. S'il y revient encore, c'est parce qu'il a le sentiment que l'opinion ne se rend pas compte à quel point le vieillissement est grave pour notre pays. Afin de frapper un grand coup, il n'hésite pas à retoucher un titre-choc : *L'Europe submergée*, et à évoquer une sorte de déferlement du Sud vers le Nord, dans trente ans. Il faut vraiment charbonner ce qui est écrit dans l'ouvrage pour justifier un tel alarmisme.

Le propos d'Alfred Sauvy est bien différent. Lorsqu'une zone de pression démographique est voisine d'une zone insuffisamment peuplée, estime-t-il, l'équilibre peut être rétabli de deux façons : déplacer les hommes vers les richesses ou les richesses vers les hommes. Deux freins à la dernière solution : le manque de techniciens sur place et l'insécurité des capitaux exportés. La première (non exempte de tensions,

on s'en doute) lui paraît plus réaliste. De nombreux besoins publics et privés sont insatisfaits de ce côté-ci de la Méditerranée, malgré les chômeurs qui n'acceptent que très difficilement les travaux désagréables et pénibles. L'appel à des étrangers reste toujours aussi valable qu'autrefois, et l'immigrant aura, lui-même, des besoins qui pousseront la demande de produits et de services, l'emploi s'étendant de proche en proche, au lieu de se rétrécir comme aujourd'hui. La sélection à l'entrée est évidemment indispensable : la France a besoin de jeunes pour ne pas sombrer. Puisqu'ils ne naissent plus sur notre sol, qu'ils viennent d'ailleurs !

Tout ce qui tourne autour de ces questions du vieillissement démographique, des retraites, des robots et, bien sûr, des conditions d'insertion des immigrés (racisme, religion, etc.) est traité par Alfred Sauvy à petits coups de patte significatifs. La palette s'élargit pour décrire plus précisément la situation démographique dans quatre pays de l'Occident (Espagne, Italie, Allemagne, Japon) et trois régions du Sud proches de nous (Turquie, Égypte, Maghreb), ainsi que l'effet de « passoire » du rio Grande entre les États-Unis et le Mexique.

Rarement Alfred Sauvy s'empare. Il lui suffit de regarder les choses en face. Et de les faire voir. Le tableau est impressionnant.

P. D.  
★ L'EUROPE SUBMERGÉE, d'Alfred Sauvy, avec le concours d'Amia Hirsch, Ed. Dunod, 282 p., 89 F.

## amateurs

Borges, des  
pompes avec

Les  
Borges  
pompes  
avec



Le  
de

Le  
de

Le  
de

Le  
de

Le  
de



## Pour amateurs de paradoxes

Secours par Borges, deux chercheurs américains jouent au ping-pong avec le « moi ».

AUX Etats-Unis, les « sciences cognitives » sont à la mode. Cette expression barbare désigne une recherche interdisciplinaire, au carrefour de la logique, de la linguistique, de l'informatique, de la biologie et de la psychologie. Son but est le même que celui de tout un secteur de la philosophie traditionnelle : construire une science de l'esprit. Mais sa méthode et ses présupposés sont bien différents. Si vous voulez en savoir davantage, lisez donc *Vues de l'esprit*, un livre de Douglas Hofstadter et Daniel Dennett publié par Inter

éditions (1). Ce n'est pas un travail scientifique au sens classique du terme, mais une excellente introduction, drôle et stimulante, au type de recherches que poursuivent actuellement les spécialistes de ces fameuses « sciences cognitives ».



CAGNAT.

Le livre se présente comme un collage de textes — vingt-sept en tout — rédigés par divers auteurs, parmi lesquels figurent des écrivains comme Jorge Luis Borges ou Stanislas Lem, des philosophes comme Searle ou Smullyan, des scientifiques comme Nagel ou Turing, l'un des pères de l'intelligence artificielle. A la suite de chacun de ces textes, Dennett et Hofstadter inscrivent leurs propres commentaires.

Leur réflexion prend donc pour point de départ des idées exprimées par d'autres, dont ils s'inspirent ou qu'ils réfutent. Cela donne à leur travail un aspect vivant, proche du dialogue platonicien. Certaines pages sont d'ailleurs entièrement dialoguées : on y voit par exemple Achille, la Tortue, un Crabe et un Fourmillier échanger de profondes réflexions sur la nature ultime du « moi », et l'on se prend alors à regretter que nos philosophes français soient devenus trop sérieux pour être capables d'écrire des textes aussi alertes.

### Attachez vos ceintures !

Il est vrai que les sciences de l'esprit, telles qu'elles se développent aux Etats-Unis dans la lignée de l'école de Palo-Alto (Gregory Bateson, Paul Watzlawick), ont intégré depuis longtemps la dimension de l'ironie. Leur objet est tellement difficile à saisir qu'elles doivent redoubler de prudence, d'humour, de subtilité. Elles ne sont à l'aise que dans le paradoxe. L'ambiguïté est leur royaume, le double sens leur pain quotidien. Dès lors, lecteurs, attachez vos ceintures : Dennett et Hofstadter s'y entendent à merveille pour vous donner le tournis et font ce qu'il faut pour qu'à la fin vous ne soyez plus sûrs... de rien.

Le livre s'ouvre sur cette page fameuse dans laquelle Borges révèle que Borges est un autre, un autre auquel sa propre vie est tout entière soumise. Qui n'a pas fait au moins une fois cette expérience d'auto-dédoublement ? Et quand je dis que « je me vois de telle ou telle façon », quel est mon véritable

moi : le sujet ou l'objet de ce regard ? Très vite, tout dérape. Turing croyait que les machines pourraient un jour penser exactement comme les humains. Dans ses romans de science-fiction, Stanislas Lem imagine la possibilité de « dupliquer », atome par atome, un individu et son environnement : mais si la photocopie est absolument fidèle, qu'est-ce qui la distinguera de l'original ? Et qu'est-ce qui empêchera l'homme de créer, dans un avenir proche, des robots en tous points identiques à l'homme ?

cas, la véritable personne, le véritable « moi » ? Si ce qu'on appelle jadis l'âme est une notion purement religieuse, comment peut-on définir, en termes scientifiques modernes, ce qui constitue l'identité personnelle d'un individu ? Si je ne suis plus celui que j'étais il y a dix ans, si je ne suis même plus — et en toute rigueur moléculaire, je ne suis plus — celui que j'étais il y a cinq minutes, quel sens cela a-t-il encore de parler de « moi », d'individu ou de personne ?

On le voit : de paradoxe en paradoxe, Dennett et Hofstadter ont vite fait de détruire nos certitudes les mieux acquises. Ils se gardent bien de les remplacer par d'autres : leur but est de déranger tout le monde, partisans d'un matérialisme pur et dur aussi bien que nostalgiques de l'âme ; il n'est pas de lancer un nouvel Évangile. On restera donc sur sa faim si l'on attend des « sciences cognitives » qu'elles nous fournissent des réponses définitives aux questions éternelles. Leur but semble être plutôt de nous débarrasser des fausses questions, ou d'essayer de les remplacer par des questions plus fines, plus pertinentes, plus justement posées. C'est peu et c'est énorme.

Alors, demandera-t-on, beaucoup de bruit pour rien ? Oui, pour les amateurs de confort intellectuel. Non, pour ceux qui savent trouver, dans un paradoxe stimulant, un instrument capable de les aider à penser autrement. Pour ces derniers, Dennett et Hofstadter renouent fort agréablement avec l'ironie socratique, c'est-à-dire en fin de compte avec l'inspiration première de la philosophie occidentale. On aurait mauvaise grâce à le leur reprocher.

CH. DELACAMPAGNE.

★ VINS DE L'ESPRIT, de Douglas Hofstadter et Daniel Dennett, traduit de l'anglais par Jacqueline Henry, Inter Éditions, 484 p., 175 F.

(1) Inter Éditions a fait paraître, en 1985, le premier livre de Douglas Hofstadter, sous le titre : *Gödel, Escher, Bach, les Brins d'une géométrie éternelle*.

## ● LETTRES ÉTRANGÈRES

### Le « cauchemar » de Margaret Atwood

(Suite de la page 15.)

Le livre regorge, cependant, de notations sociales et politiques qui relèguent au second plan la comédie noire des destins des servantes. Les détails sont horribles, crédibles, et s'inscrivent dans l'esprit du lecteur. On songe à l'acutelle montée du fondamentalisme aux Etats-Unis, et à ses positions face à l'avortement : l'aide financière du planning familial américain a déjà été refusée à des pays qui autorisent ou favorisent l'avortement. Conséquence perverse, près de trois mille femmes mourront des suites d'avortements mal pratiqués ; de surcroît, la progression du taux global de natalité engendrera ultérieurement la famine. Mais les groupes américains hostiles à l'avortement sont puissants dans la mesure où ils sont soutenus par l'Eglise, et en raison de leur influence électorale, qui n'est pas négligeable. Récemment, à la télévision américaine, un « évangéliste » a raconté qu'il avait failli être étranglé dans sa cuisine par le diable, et qu'il avait tout juste réussi à s'échapper après avoir hurlé à sa femme de venir immédiatement. Il s'est trouvé assez de gens en Amérique pour croire à cette histoire et donner de l'argent à cet évangéliste.

*La Servante écarlate* s'achève sur dix-sept pages remarquables, « transcription partielle des procès-verbaux du douzième colloque d'études gladiennes », organisé dans une université anglaise de l'an 2195. L'interven-

nant principal, un professeur féroce de calembours, fait sa communication consacrée à l'ère de Gilead, évoquant notamment les bandes dessinées par Offred et faussement étiquetées, afin d'en dissimuler le contenu, sous des rubriques telles que : « Folklore de Lituania » ou « Boy George fais-moi plaiser ». Ces cassettes ont été retrouvées « au fond d'une malle ». Le ton du discours, froid, informatif, est à la fois drôle et terrifiant. Offred s'est-elle échappée ? L'homme qu'elle appelle Nick l'a-t-elle aidée ?

Margaret Atwood est née au Canada, a vécu à Londres et a beaucoup voyagé. Elle a écrit quelques recueils de nouvelles et huit romans. *La Servante écarlate* évoque bien plus que les « droits des femmes » ; voilà pourquoi le livre est aussi bon.

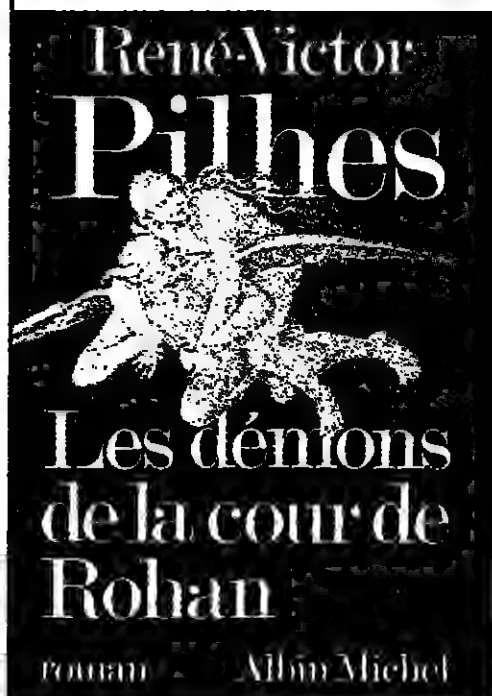
PATRICIA HIGSMITH.

(Cet article a été traduit de l'anglais par Bernard Gépé. Les titres et initiales sont de la rédaction.)

★ LA SERVANTE ÉCARLATE, de Margaret Atwood, traduit de l'anglais par Sylviane René, Laffont, 368 p., 98 F.

— Signalons aussi que les éditions québécoises Boreal publient, en traduction française, l'essai de Margaret Atwood sur la littérature canadienne (*Survival : A Thematic Guide to Canadian Literature*, Traduction d'Hélène Fillion, Boreal Express, Montréal H2P 2V6, Canada).

Nos lecteurs retrouveront la semaine prochaine la chronique de Nicole Zand.



roman — Albin Michel

"Romancier visionnaire, Pilhes a rêvé la vie avec une intensité si forte que tout, dans ce roman-reportage onirique, apparaît dans la lumière d'une évidence contraignante. L'écrivain aura tenu son pari jusqu'au bout."

Franz-André Burguet/Le Monde

"Ce livre, vraiment, est fou et fascinant".  
Danièle Brison/Dernières Nouvelles d'Alsace

"L'imagination lyrique de René-Victor Pilhes déblaie ici nos décombres. Un beau roman, mais aussi un de ces orages qui laissent un ciel plus pur".  
Jean David/V.S.D.

"René-Victor Pilhes et son souffle romanesque, insolite et rocambolesque, sont de retour dans 'Les démons de la cour de Rohan'.  
Annette Colin Simard/Le Journal du Dimanche

"Un d'Artagnan de la plume. De ce mousquetaire d'Alexandre Dumas, René-Victor Pilhes a l'accent chantant, l'énergie à tout crin et surtout la pétulance".  
Françoise de Comberousse/France-Soir

"Le délicieux plaisir des infinis coups de théâtre, retrouvailles et étranges parentés".  
Pierrette Rosset/Elle

"La plume efficace et ironique, René-Victor Pilhes est un écrivain qui a le sens de la modernité".  
Jean-Baptiste Michel/L'Express

"René-Victor Pilhes a de l'imagination, de la couleur et du toupet à revendre".  
Dominique Janet/Le Quotidien de Paris



Albin Michel

حکذا من الاصل







THÉÂTRE

De l'Afrique à la Guadeloupe, en passant par le Québec

Limoges à l'heure des francophonies...

Pierre Debauche a créé à Limoges, il y a quatre ans, le Festival de la francophonie et en a fixé le principe : chaque troupe est invitée pour quinze jours et joue cinq fois, de telle sorte que chacune d'elles peut voir le travail des autres et s'enrichir à ces contacts.

A francophonie il a fallu rajouter un « s » pour enregistrer non seulement des troupes singulières mais aussi vocales et sonores, ceux qui, des Amériques et d'Afrique, déferlent. On écrit, on parle, on joue des français qui, à Limoges, se frottent les uns aux autres, voluptueusement.

Il suffit pour s'en convaincre de se promener dans les rues de la capitale limousine, plus animée que de coutume par ces nuits d'octobre (du 3 au 16), de reconnaître les rythmes qui jaillissent par bouffées musquées des salles de théâtre ou même des fenêtres de la préfecture où l'on a dansé aux sons des tambours et du likembé, sous un plafond paisiblement goudronné, lors d'une soirée officielle avec secrétaire d'Etat, discours et petits fours.

Mieux encore, il faut aller partager les tables communautaires de la cuisine installée dans l'arrière-cour de l'ancienne gendarmerie, place des Carmes, où campe, avec sa courte équipe surveillée de permanents, de vacataires et de bénévoles, Monique Blin, la directrice du Festival international des francophonies.

Aux fourneaux, chef cuisinier de circonstance, le fils de Wilfredo Lam — on expose à la direction régionale des affaires culturelles la collection des statuettes africaines et océaniques de son père — poudre le brochet à la française d'épices qui font sauter la moule épicurienne. Les repas, d'ailleurs, sont partie intégrante du Festival, au même titre que les débats sur des thèmes précis ou les colloques savants.

Cette année, l'auteur congolais Maxime N'Debela, à l'instigation de Monique Blin, a mené, dès le mois de mai, une action d'initiation des enfants et des adultes à la culture africaine dans plusieurs communes de Haute-Vienne, de façon que le dialogue entre les troupes — celles-ci sont accueillies aussi dans neuf villes du Limousin — autres que Limoges — et les habitants puisse s'engager (le Monde du 22 octobre).

Le théâtre est donc la substance des échanges et des rencontres. Monique Blin, seule en charge des choix, s'appuie sur un réseau personnel de pisteurs — dont les conseillers d'ambassade, pour leur faire inscrire au programme du Festival depuis trois ans le Congolais Sony Labou Tansi, qui s'est affirmé poète dramatique de grand souffle. Il envoie encore cette année avec sa pièce *Moi, veuve de l'Empire* (1), jouée par la troupe qu'il dirige à Brazzaville, le Récidive Théâtre.

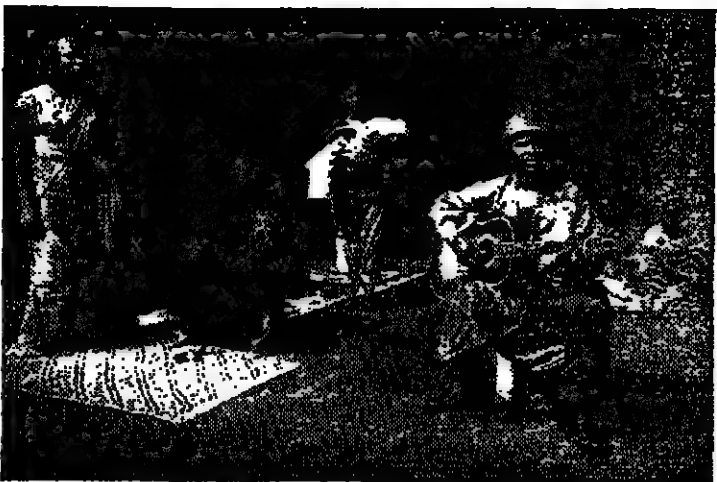
Autour d'une Clôpâtre noire, amante et déesse mère, symbole de générosité, s'agitent les hommes avides de pouvoir personnel. Les modèles grec et élyséen ne fournissent, il, que des structures ou des

éléments d'histoire. L'Afrique les submerge par un foisonnement d'images inédites, un lyrisme inventif à la fois familier et cosmique, qu'une mise en scène un peu convenue ne parvient pas à contenir : le baroque du poète fait tout sauter !

Les autres expressions du théâtre africain oscillent entre la satire sociale d'effet immédiat et la sagesse à plus longue portée du conte traditionnel. De la première

val, A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en



« Moi, veuve de l'Empire » par le Récidive Théâtre (Congo) Edith Bagamboula (Clôpâtre) et Philippe Sita (Julius Césaire Kassar)

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Un Canada trilingue

Les autres terres de la francophonie n'ont pas été en reste. Le Canada, notamment, s'est singulièrement distingué. Le Théâtre-Rapide de Québec fait entendre la francophonie en français, en anglais et en chinois dans sa création collective *la Trilogie des dragons*, qui raconte la saga de trois générations à Québec, Toronto et Vancouver. Si la pièce apparaît comme un collage de morceaux d'un intérêt inégal, elle trouve sa cohérence dans la mise en scène de Robert Lepage, qui passe aisément, et dans un langage fort, du détail réaliste aux mouvements du rêve.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

Trois jours à Limoges ne suffisent pas à parcourir l'étendue du Festi-

val. A peine a-t-on pu goûter, un instant, la sérénité de la rencontre entre les poètes d'Afrique noire, des Antilles, de France et du monde arabe sur le thème de « La soif », rencontre au cours de laquelle Georges Emmanuel Clancier, Limousin d'origine, tenait discrètement le rôle d'un père spirituel.

On en a vu assez cependant pour ne pas sourire mais être ému quand Sony Labou Tansi et Michel Rostain, qui l'a assisté dans la mise en

scène de *Moi, veuve de l'Empire*, écrit par le Théâtre de la fraternité d'Ougandougou (Burkina-Faso), dont la bouffonnerie dénonce les carences scandaleuses du système scolaire, la corruption et l'inefficacité. A la seconde appartient : *la Torche qui change*, un texte de Sonouvo Apobou Zinsou, enjôivé de musique et de danses par la troupe nationale du Togo.

Un autre spectacle a fait événement, produit par le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe. Il parle à la fois de la Guadeloupe et d'Haïti sur le mode de la mélanochie et de la tendresse. Simone Schwarz-Bart a écrit, avec *Ton beau capitaine* (2), une des plus belles histoires d'amour de l'exil, le dialogue de deux époux battus séparés, lui parti travailler à la Guadeloupe, elle restée au pays. Ils correspondent par cassettes, lisant sur les bandes enregistrées le présent et le grave des jours et, par-delà les mots, l'espace, le silence même, ce qui les lie en dépit des risques de l'absence. C'est bouleversant, avec une pudeur qui sert bien et la mise en scène de Syro Carv et l'interprétation de Marianne Mathews et de Max Keno.

EXPOSITIONS

L'art portugais du dix-neuvième siècle au musée du Petit Palais

Lisbonne-Paris et retour

Étrange résurrection : voici que l'on découvre les artistes portugais du siècle dernier. Mais étaient-ils si nettement portugais ?

Inutile d'en faire mystère : avant cette exposition, c'est à peine si l'on avait la plus vague notion de l'art à Lisbonne et à Porto vers 1850 ou 1900. Les peintres portugais du dix-neuvième siècle ont depuis longtemps une assez large réputation. Des artistes espagnols qui logent eux aussi au Petit Palais, décidément péninsulaire jusqu'au bout, on connaît au moins quelques noms, Foruny, Regoyos ou Zuloaga. Mais des Portugais, rien. Ou tout au plus le néo-classique Sequeira, que les dictionnaires les plus généraux qualifient d'« artistes » notoires. Ce serait peu dire de l'exposition actuelle qu'elle est aussi courageuse qu'instructive, puisqu'elle entraîne tout au long des salles artistes jamais cités et œuvres jamais vues à Paris. Rarement on avait été plus loin dans la révélation et la recherche de l'inconnu.

Cet inconnu mérite-t-il d'être exhumé ? Cet art portugais qui serait pour reprendre le titre officiel de la manifestation, tout en « Soleil et omb















# Le Carnet du Monde

loterie nationale									
LISTE OFFICIELLE DES VIGNES A PAYER									
TRANCHE	PRIME	PRIME	PRIME	PRIME	PRIME	PRIME	PRIME	PRIME	PRIME
1	2	3	4	5	6	7	8	9	0
0 001	0 001	0 001	0 001	0 001	0 001	0 001	0 001	0 001	0 001
0 002	0 002	0 002	0 002	0 002	0 002	0 002	0 002	0 002	0 002
0 003	0 003	0 003	0 003	0 003	0 003	0 003	0 003	0 003	0 003
0 004	0 004	0 004	0 004	0 004	0 004	0 004	0 004	0 004	0 004
0 005	0 005	0 005	0 005	0 005	0 005	0 005	0 005	0 005	0 005
0 006	0 006	0 006	0 006	0 006	0 006	0 006	0 006	0 006	0 006
0 007	0 007	0 007	0 007	0 007	0 007	0 007	0 007	0 007	0 007
0 008	0 008	0 008	0 008	0 008	0 008	0 008	0 008	0 008	0 008
0 009	0 009	0 009	0 009	0 009	0 009	0 009	0 009	0 009	0 009
0 010	0 010	0 010	0 010	0 010	0 010	0 010	0 010	0 010	0 010
0 011	0 011	0 011	0 011	0 011	0 011	0 011	0 011	0 011	0 011
0 012	0 012	0 012	0 012	0 012	0 012	0 012	0 012	0 012	0 012
0 013	0 013	0 013	0 013	0 013	0 013	0 013	0 013	0 013	0 013
0 014	0 014	0 014	0 014	0 014	0 014	0 014	0 014	0 014	0 014
0 015	0 015	0 015	0 015	0 015	0 015	0 015	0 015	0 015	0 015
0 016	0 016	0 016	0 016	0 016	0 016	0 016	0 016	0 016	0 016
0 017	0 017	0 017	0 017	0 017	0 017	0 017	0 017	0 017	0 017
0 018	0 018	0 018	0 018	0 018	0 018	0 018	0 018	0 018	0 018
0 019	0 019	0 019	0 019	0 019	0 019	0 019	0 019	0 019	0 019
0 020	0 020	0 020	0 020	0 020	0 020	0 020	0 020	0 020	0 020
0 021	0 021	0 021	0 021	0 021	0 021	0 021	0 021	0 021	0 021
0 022	0 022	0 022	0 022	0 022	0 022	0 022	0 022	0 022	0 022
0 023	0 023	0 023	0 023	0 023	0 023	0 023	0 023	0 023	0 023
0 024	0 024	0 024	0 024	0 024	0 024	0 024	0 024	0 024	0 024
0 025	0 025	0 025	0 025	0 025	0 025	0 025	0 025	0 025	0 025
0 026	0 026	0 026	0 026	0 026	0 026	0 026	0 026	0 026	0 026
0 027	0 027	0 027	0 027	0 027	0 027	0 027	0 027	0 027	0 027
0 028	0 028	0 028	0 028	0 028	0 028	0 028	0 028	0 028	0 028
0 029	0 029	0 029	0 029	0 029	0 029	0 029	0 029	0 029	0 029
0 030	0 030	0 030	0 030	0 030	0 030	0 030	0 030	0 030	0 030
0 031	0 031	0 031	0 031	0 031	0 031	0 031	0 031	0 031	0 031
0 032	0 032	0 032	0 032	0 032	0 032	0 032	0 032	0 032	0 032
0 033	0 033	0 033	0 033	0 033	0 033	0 033	0 033	0 033	0 033
0 034	0 034	0 034	0 034	0 034	0 034	0 034	0 034	0 034	0 034
0 035	0 035	0 035	0 035	0 035	0 035	0 035	0 035	0 035	0 035
0 036	0 036	0 036	0 036	0 036	0 036	0 036	0 036	0 036	0 036
0 037	0 037	0 037	0 037	0 037	0 037	0 037	0 037	0 037	0 037
0 038	0 038	0 038	0 038	0 038	0 038	0 038	0 038	0 038	0 038
0 039	0 039	0 039	0 039	0 039	0 039	0 039	0 039	0 039	0 039
0 040	0 040	0 040	0 040	0 040	0 040	0 040	0 040	0 040	0 040
0 041	0 041	0 041	0 041	0 041	0 041	0 041	0 041	0 041	0 041
0 042	0 042	0 042	0 042	0 042	0 042	0 042	0 042	0 042	0 042
0 043	0 043	0 043	0 043	0 043	0 043	0 043	0 043	0 043	0 043
0 044	0 044	0 044	0 044	0 044	0 044	0 044	0 044	0 044	0 044
0 045	0 045	0 045	0 045	0 045	0 045	0 045	0 045	0 045	0 045
0 046	0 046	0 046	0 046	0 046	0 046	0 046	0 046	0 046	0 046
0 047	0 047	0 047	0 047	0 047	0 047	0 047	0 047	0 047	0 047
0 048	0 048	0 048	0 048	0 048	0 048	0 048	0 048	0 048	0 048
0 049	0 049	0 049	0 049	0 049	0 049	0 049	0 049	0 049	0 049
0 050	0 050	0 050	0 050	0 050	0 050	0 050	0 050	0 050	0 050
0 051	0 051	0 051	0 051	0 051	0 051	0 051	0 051	0 051	0 051
0 052	0 052	0 052	0 052	0 052	0 052	0 052	0 052	0 052	0 052
0 053	0 053	0 053	0 053	0 053	0 053	0 053	0 053	0 053	0 053
0 054	0 054	0 054	0 054	0 054	0 054	0 054	0 054	0 054	0 054
0 055	0 055	0 055	0 055	0 055	0 055	0 055	0 055	0 055	0 055
0 056	0 056	0 056	0 056	0 056	0 056	0 056	0 056	0 056	0 056
0 057	0 057	0 057	0 057	0 057	0 057	0 057	0 057	0 057	0 057
0 058	0 058	0 058	0 058	0 058	0 058	0 058	0 058	0 058	0 058
0 059	0 059	0 059	0 059	0 059	0 059	0 059	0 059	0 059	0 059
0 060	0 060	0 060	0 060	0 060	0 060	0 060	0 060	0 060	0 060
0 061	0 061	0 061	0 061	0 061	0 061	0 061	0 061	0 061	0 061
0 062	0 062	0 062	0 062	0 062	0 062	0 062	0 062	0 062	0 062
0 063	0 063	0 063	0 063	0 063	0 063	0 063	0 063	0 063	0 063
0 064	0 064	0 064	0 064	0 064	0 064	0 064	0 064	0 064	0 064
0 065	0 065	0 065	0 065	0 065	0 065	0 065	0 065	0 065	0 065
0 066	0 066	0 066	0 066	0 066	0 066	0 066	0 066	0 066	0 066
0 067	0 067	0 067	0 067	0 067	0 067	0 067	0 067	0 067	0 067
0 068	0 068	0 068	0 068	0 068	0 068	0 068	0 068	0 068	0 068
0 069	0 069	0 069	0 069	0 069	0 069	0 069	0 069	0 069	0 069
0 070	0 070	0 070	0 070	0 070	0 070	0 070	0 070	0 070	0 070
0 071	0 071	0 071	0 071	0 071	0 071	0 071	0 071	0 071	0 071
0 072	0 072	0 072	0 072	0 072	0 072	0 072	0 072	0 072	0 072
0 073	0 073	0 073	0 073	0 073	0 073	0 073	0 073	0 073	0 073
0 074	0 074	0 074	0 074	0 074	0 074	0 074	0 074	0 074	0 074
0 075	0 075	0 075	0 075	0 075	0 075	0 075	0 075	0 075	0 075
0 076	0 076	0 076	0 076	0 076	0 076	0 076	0 076	0 076	0 076
0 077	0 077	0 077	0 077	0 077	0 077	0 077	0 077	0 077	0 077
0 078	0 078	0 078	0 078	0 078	0 078	0 078	0 078	0 078	0 078
0 079	0 079	0 079	0 079	0 079	0 079	0 079	0 079	0 079	0 079
0 080	0 080	0 080	0 080	0 080	0 080	0 080	0 080	0 080	0 080
0 081	0 081	0 081	0 081	0 081	0 081	0 081	0 081	0 081	0 081
0 082	0 082	0 082	0 082	0 082	0 082	0 082	0 082	0 082	0 082
0 083	0 083	0 083	0 083	0 083	0 083	0 083	0 083	0 083	0 083
0 084	0 084	0 084	0 084	0 084	0 084	0 084	0 084	0 084	0 084
0 085	0 085	0 085	0 085	0 085	0 085	0 085	0 085	0 085	0 085
0 086	0 086	0 086	0 086	0 086	0 086	0 086	0 086	0 086	0 086
0 087	0 087	0 087	0 087	0 087	0 087	0 087	0 087	0 087	0 087
0 088	0 088	0 088	0 088	0 088	0 088	0 088	0 088	0 088	0 088
0 089	0 089	0 089	0 089	0 089	0 089	0 089	0 089	0 089	0 089
0 090	0 090	0 090	0 090	0 090	0 090	0 090	0 090	0 090	0 090
0 091	0 091	0 091	0 091	0 091	0 091	0 091	0 091	0 091	0 091
0 092	0 092	0 092	0 092	0 092	0 092	0 092	0 092	0 092	0 092
0 093	0 093	0 093	0 093	0 093	0 093	0 093	0 093	0 093	0 093
0 094	0 094	0 094	0 094	0 094	0 094	0 094	0 094	0 094	0 094
0 095	0 095	0 095	0 095	0 095	0 095	0 095	0 095	0 095	0 095
0 096	0 096	0 096	0 096	0 096	0 096	0 096	0 096	0 096	0 096
0 097	0 097	0 097	0 097	0 097	0 097	0 097	0 097	0 097	0 097
0 098	0 098	0 098	0 098	0 098	0 098	0 098	0 098	0 098	0 098
0 099	0 099	0 099	0 099	0 099	0 099	0 099	0 099	0 099	0 099
0 100	0 100	0 100	0 100	0 100	0 100	0 100	0 100	0 100	0 100

78 TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE 103

## nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 842260  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, PARIS - 45-63-12-58  
Les expositions auront lieu la veille du jour de la vente, de 11 à 18 heures, sans indication particulière, à l'exception de la vente.

**DIMANCHE 25 OCTOBRE**

S. 1-7. - Tableaux, sculptures, art abstrait, art contemporain.  
M. Catherine CHARBONNEAU.  
S. 2. - 14 h 30. Atelier Fernand Piet, dessins, aquarelles, peintures.  
M. BOSCHER, STUDEL.  
S. 3. - 14 h 30. Ateliers : Michel Cheminik, Marcio Chaves.  
M. BRIEST.  
S. 4. - Archéologie. M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.  
M. Sibine, expert.  
S. 5. - Grands vins. M. DEURBERGUE.  
S. 6. - Art de la Chine et du Japon. M. BOISGIRARD.  
S. 7. - Cartes postales. M. MORAND.  
S. 8. - Tapis d'Orient. M. ROGEON.  
S. 9. - Importances ventes de colonie. M. BINOCHÉ, GODEAU.

**LUNDI 26 OCTOBRE**

S. 2. - Soins de la vente du 25/10, salle 8. M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.  
S. 5. - 14 h, 241 tableaux modernes. M. BRIEST.

**MARDI 27 OCTOBRE**

S. 4. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger, experts.  
S. 5. - 14 h, 116 œuvres de René Guénon. M. BRIEST.  
S. 7. - Antiques, haute époque, européenne, art nègre. M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

**MERCREDI 28 OCTOBRE**

S. 1. - Porcelaines de la Chine, meubles et objets d'art des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s. - M. COUTURIER, de NICOLAY.  
S. 5. - Art moderne, art déco. M. BOISGIRARD.  
S. 7. - Soins de la vente du 27/10. M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 9. - Grands vins. M. RENAUD.  
S. 10. - Bons meubles, objets mobiliers. M. ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 11. - Tab., bib., mob. - M. LANGLADE.  
S. 13. - Tab., bib., mob. - M. DEURBERGUE.

**JEUDI 29 OCTOBRE**

S. 3. - Beaux bijoux, argenterie anc. et mod. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Déchaut et Siret.  
S. 4. - 14 h 15. Dessins anciens, académiques du 18<sup>e</sup> s. - M. AUDAR, GODEAU, SOLANET.  
S. 8. - Objets d'art d'Extrême-Orient. M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Fortier, experts.  
S. 14. - Objets d'art et d'ameublement. M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.  
S. 15. - Bib., meubles. M. BONDU.

**VENDREDI 30 OCTOBRE**

S. 1. - Objets d'art et d'ameublement, meubles, porcelaines, céramiques. M. DELORME, M. Lacoste, expert.  
S. 2. - Succ. Alfred DUPONT. M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M.



à la tourmente

## Les marchés financiers

Banque d'Angleterre en faisait autant, pour 220 millions de dollars environ, et le ministre français de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, apportait sa pierre à cette nouvelle et fragile construction internationale en annonçant qu'il recourrait moins aux emprunts à long terme.

Que l'on se compragne bien : il n'est pas question de nier la nécessité de stabiliser les parités monétaires par des accords, mais seulement de mettre en doute la possibilité de les faire fonctionner correctement dans les conditions actuelles, la stabilisation n'étant obtenue qu'au prix d'une forte augmentation de la prime de risque, donc des taux d'intérêt.

**SE :**  
sur votre portefeuille

**Bernard BARTHALAY**  
Professor at the University of York  
**Wolfgang BAUMANN**  
Director of the Burgtheater



# Economie

après la tourmente

## La Bourse mot à mot

- **Bourse (la)** : la place réglementée où se font les transactions de valeurs mobilières (voir plus loin). Comme tous les marchés elles ont des noms ou des surnoms : palais Boursier (à Paris), Wall Street (à New-York), Kabuto-Cho (à Tokyo), International Stock Exchange (à Londres), etc.
- **Corbeille (feu la...)** : centre désormais mythique de la Bourse. Bahusière en forme de corbeille — d'où son nom — entourant un tas de sable à usage de cadavre, à laquelle s'accrochent les agents de change pour négocier les valeurs vendues (blue chips). Aujourd'hui remise et promise au musée. Remplacée par les écrans. Cf. De Gaulle : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille ».
- **Big Bang (le)** : révolution technique en train de bouleverser les marchés. Les transactions désormais effectuées non de personne à personne mais d'ordinateur à ordinateur, par l'intermédiaire d'écrans, en continu et de façon automatisée à la planète. Totalement appliquée à Londres depuis un an et de façon beaucoup plus progressive et limitée à Paris et à New-York. Vient de faire la preuve de son efficacité.
- **Valeur mobilière (ou titre)** : terme générique désignant les actions, les obligations, et les nouveaux produits financiers. Vulgairement appelé « papier ».
- **Taux d'intérêt** : prix qu'un emprunteur est prêt à payer à quelqu'un qui veut prêter. Il varie en fonction de la durée : en règle normale, moins cher pour une période courte, plus cher pour une période longue.
- **Action** : titre de propriété correspondant à une part du capital d'une société. Si elle est cotée, sa valeur (cours) fluctue en fonction de l'offre et de la demande. Dans tous les cas sa rémunération (dividende) dépend des résultats de l'entreprise. Donne un droit de regard sur la gestion de la société.
- **Cotation** : fixation du cours du jour par comparaison instantanée de l'offre et de la demande. C'est un prix d'équilibre entre un même nombre de titres à l'achat et à la vente.
- **Obligations** : titre équivalant à une créance, émis par une société ou par l'Etat pour se procurer des fonds à moyen et long terme. Contrairement à l'action son rendement (taux d'intérêt) est garanti. Egalement cotée (sur le marché obligataire) sa valeur évolue avec le taux d'intérêt.
- **SICAV** : littéralement Société d'investissement à capital variable. Titre émis par une société qui gère un portefeuille d'actions et d'obligations et dont, comme son nom l'indique, le capital varie sans arrêt. Son prix d'achat ou de vente, fixé par les banques, dépend de l'évolution des cours. Sa rémunération (dividende) est fonction des performances des titres inclus dans le portefeuille. Cas particulier : « La Sicav Money » : Sicav contenant au moins 60 % de valeurs françaises et à ce titre entraînant des déductions d'impôts, providence des épargnants créés par le ministre du même nom lorsqu'il était aux finances.
- **Fonds commun de placement (FCP)** : mini SICAV. Beaucoup plus souple que les précédentes il est aussi beaucoup plus spécialisé (dans les mines d'or, le pétrole, etc.).
- **Options, prime, stalling** etc. : instrument financier spécifique pour tout réservoir aux professionnels pour jouer sur l'évolution du règlement mensuel (voir plus loin). Amateurs s'abstenir.
- **Règlement mensuel (RM)** : marché à terme. Bourse traditionnelle haut de gamme. Les actions achetées sont payées à la fin du mois boursier après la liquidation. Les titres admis sur ce marché (les plus prestigieux) doivent répondre à des critères particulièrement stricts (publication régulière des résultats, un quart de capital mis en Bourse, etc.).
- **Liquidation** : minute de vérité. Tombe vers le 20 de chaque mois. Les positions prises au cours du mois sont soldées, on parfois reportées. On gagne ou on perd.
- **Bullish ou haussier (de l'anglais bull : taureau)** : acheter des titres à découvert en espérant les revendre avant la liquidation avec des profits substantiels grâce à la hausse des cours. Position traditionnelle des deux dernières années. Risque actuellement.
- **Je prends** (syn. : « j'achète ») : cri de guerre du haussier.
- **Bearish ou baissier (de l'anglais bear : ours)** : position inverse de la précédente consistant à vendre à découvert des titres qu'on ne possède pas, en espérant pouvoir les acquérir moins cher avant la liquidation.
- **J'ai** (syn. : « je vends ») : cri du baissier. Répété « j'ai, j'ai, j'ai » : plainte douloureuse du baissier affolé par la chute des cours.
- **Short (du verbe « shorter »)** : être court, c'est-à-dire sorti du marché après avoir vendu ses titres (contraire de long).
- **Collé (être collé)** (syn. : plombé) : ne pas pouvoir se débarrasser de titres. En jargon : rester long alors qu'on a voulu shorter (sic).
- **Comptant (marché au)** : Bourse de moindre prestige que le RM mais également très contrôlée où les transactions sont payées instantanément. Les cours réagissent plus vite, le nombre de titres échangés étant plus faible. Paradis des bouillottes (voir plus bas).
- **Cote officielle** : bible des boursiers. Recueil recensant l'ensemble des cours et la liste des valeurs admises sur le marché officiel, c'est-à-dire le règlement mensuel et le comptant.
- **Secours marché** : antichambre du marché officiel, créé en 1983 pour accueillir les jeunes sociétés ou les PME désireuses d'attirer l'épargne sans se soumettre aux règles contraignantes des plus grands.
- **Hors cote** : sous Bourse. Comme son nom l'indique il rassemble les titres non admis à la cote officielle. Les sociétés ne subissent quasiment aucune contrainte, les acheteurs non plus. Longtemps royaume de la spéculation « aveugle ».
- **MATIF** : litt. Marché à terme des instruments financiers. Cote officielle des « vrais » boursiers. Créé en février 1984 par M. Bérégovoy, il est réservé aux professionnels désireux de se prémunir contre les risques de fluctuation erratique des taux de change et d'intérêt. On y parle sur la hausse ou sur la baisse des taux d'intérêt en achetant ou en vendant

à terme des « contrats » de deux types : le « national » (pour le long terme) et les Bours du Trésor (à quatre-vingt dix jours).

● **MONOP (ex-MONA)** : marché des options négociables sur actions de Paris. Terme étrange désignant une variante du MATIF créée le 10 septembre dernier. On y parle cette fois sur l'évolution des cours des actions sur plusieurs mois. Les sommes en jeu (premium) correspondent seulement à une fraction de la valeur des actions. Les haussiers achètent des « call », les baissiers des « put ». Seuls les artistes et, bien sûr, les « pro » s'y retrouvent.

● **Dow Jones** : l'ancêtre des indices boursiers. M. Dow et M. Jones étaient des courtiers du dix-neuvième siècle. L'indice qui porte leurs noms date de 1891. Reflète depuis lors l'évolution des trente-deux principaux titres de la Bourse de New-York. Toutes les autres places ont leurs indices : « FT » et « Footsie » à Londres, « CAC » (210 valeurs) à Paris, etc.

● **PER (Price earning ratio)** : paramètre significatif de la valeur d'une action, qui rapporte le bénéfice (ramené à une action) au cours du jour.

● **Capitalisation boursière** : autre paramètre boursier. Estimation d'une société d'après ses cours de Bourse (nombre des titres en circulation multiplié par le cours).

● **Zuine** : surnom familier donné aux investisseurs institutionnels (banques, assureurs, Caisse des dépôts et consignations, Crédit national). Souvent nommés les « gendarmes » de la Bourse, ils sont chargés par les autorités d'intervenir sur le marché pour calmer le jeu, soit en vendant des titres (en cas d'embellissement), soit en achetant (en cas de chute). Souvent nommés les derniers temps d'avoir soutenu les cours des groupes privés.

● **Boursier** : professionnel de la Bourse.

● **Boursicotier** : par opposition au précédent. Toujours sur un coup, et de mauvais conseil, il se prend pour un « pro »... après avoir lu la presse financière. Aime à y associer ses amis ! Souvent nommé aussi « Spliter » (du verbe « splinter »).

● **Petit porteur** (syn. : épargnant) : non-initié. S'en remet à sa banque. Dit « Scottish Widow » outre-Manche. Péjoratif : « carabinière ».

● **Initié** : spéculateur de haut vol pratiquant le défilé du même nom, en utilisant des informations d'entrepreneurs où il est parti prenante.

● **COB** : Commission des opérations de Bourse. La police de la Bourse. Avec cent trente personnes, elle a pour mission de traquer les initiés et de défendre les petits porteurs. Publie un rapport annuel.

● **CAC** : Compagnie des agents de change. Syndicat professionnel représentant l'ensemble des agents de change, présidé par le syndic M. Xavier Dupont actuellement. Publie l'indice « CAC » (base 100 en 1981). Remarque depuis lors qu'il franchit un seuil (cf. « le CAC à... »).

● **Agent de change** : vrai patron de la Bourse. Les « charges », véritables entreprises de cinquante à plus de deux cents salariés, se sont que soixante en France ; elles avaient

### BILLET

#### « Ils ont éteint le feu avec du pétrole »

Dans les salles de marché, c'est le soulagement. Une fois de plus, l'incendie a pu être maîtrisé. On nous l'a assez dit, 1987 ne sera pas 1929. Le krach de Wall Street, lundi 19 octobre, n'a pas propulsé ses effets révélateurs dans le reste de l'économie. Mieux même, les places financières semblent avoir retrouvé une nouvelle santé. Des records à la hausse tombent à Tokyo, à Wall Street et ailleurs. Le Dow Jones par exemple, le thermomètre de la Bourse de New-York, qui avait chuté de 508 points lors du « lundi noir » déjà rangé dans les rayons de l'histoire financière, a repris 102,9 points mardi, puis 188,7 points mercredi.

L'incendie est-il pour autant définitivement éteint. Rien n'est moins sûr. « Ils ont éteint le feu avec du pétrole ». L'image donnée par un bangleur parisien ne manque pas de pertinence. Comment en effet expliquer le brutal redressement enregistré sur toutes les places mondiales à partir de mardi ? Il n'y a guère de secret. Tout en cherchant par de bonnes paroles à apaiser les marchés, les autorités monétaires des différents pays ont injecté des liquidités. En mettant de l'argent frais supplémentaires sur les marchés, les responsables monétaires mondiaux ont favorisé une baisse des taux d'intérêt et une reprise des cours des actions et des obligations.

Et c'est effectivement ce qui s'est passé mardi et mercredi, aux

Etats-Unis notamment. Au cours de ces deux journées en effet, la Réserve fédérale (la Fed), la banque centrale des Etats-Unis, a massivement injecté des liquidités sur le marché. Les taux sur les fonds fédéraux sont tombés de 7 1/2 % lundi à 5 7/8 % et 1/8 % mercredi. Les taux sur les bons à trente ans du Trésor américain repassent en dessous de 10 %. Au Japon, la Banque centrale a injecté elle aussi mercredi quelque 200 milliards de yens (environ 1,4 milliard de dollars) sur le marché monétaire à court terme. En France, d'une manière un peu différente, M. Edouard Balladur a annoncé que l'Etat ferait moins appel au marché obligataire d'ici à la fin de l'année, ce qui devrait accroître les liquidités disponibles pour la Bourse.

Pour revenir aux Etats-Unis, l'intervention de la Fed peut surprendre. M. Alan Greenspan, son président, a décidé, dans la tourmente, d'abandonner sa politique « restrictive » en matière de crédit. Le redressement qui traduit la décision prise d'alimenter le marché en liquidités amène à s'interroger. Certes, cette décision a permis de calmer le marché. Mais à crédit. Le feu n'est sans doute que provisoirement éteint. Les vrais problèmes (les déficits budgétaires et commerciaux américains) restent en suspens.

ERIK IZALEWICZ.

**JETONS DE PRÉSENCE : COMBIEN GAGNE UN ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉ ?**

SCIENCE VIE NOVEMBRE

**ECONOMIE**

**PARC MANIN**

**DE LA PIERRE CONVENTIONNÉE AUX BUTTES CHAUMONT**

Dans le cadre d'un grand projet d'aménagement du quartier, un appartement neuf, dans un bel immeuble en pierre à quelques pas du Parc des Buttes Chaumont, c'est intéressant.

Quand, en plus, cet appartement bénéficie d'un prêt conventionné, cela devient une affaire exceptionnelle à Paris.

Cette affaire, c'est le Parc Manin.

Au Parc Manin, les grandes décisions se prennent vite.

Renseignements et bureau de vente du jeudi au lundi après-midi.  
129, Rue Manin - 75019 PARIS  
Tél. : 42.09.90.53

**SOFAP**  
l'innovation immobilière  
Tél. : 42.25.44.85

(Publicité)

**LUXEMBOURG, 6-7 NOVEMBRE 1987**

**L'ENJEU 1992**

**l'écu demain**

De l'épreuve des marchés à la reconnaissance d'un rôle mondial

**Jacques DELORS**  
Président de la Commission des Communautés Européennes

**Pierre WERNER**  
Président Honoraire du Gouvernement du Luxembourg

**Jacques POOS**  
Ministre des Affaires Étrangères et Ministères du Luxembourg

**Rei MASUNAGA**  
Conseiller du Gouvernement de la Banque du Japon

**Michel AGLIETTA**  
Directeur de Recherche au Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales

**Bernard BARTHÉLÉMY**  
Professeur à l'Université Lyon II

**Wolfgang BAUMANN**  
Director of the Bundesverband Deutscher Industrie

**Christien de BOISSIEU**  
Professeur à l'Université Paris I

**Xavier de BAYSER**  
Président de MONCEAU EUROPE

**Eric de KEULENEER**  
Sous-Directeur, Corporate Banking and Finance, Générale de Banque

**Alain DUPONT**  
Trésorier de FIECHNEY

**Christien GHYMEZ**  
Professeur à l'IESEC de Bruxelles

**Fernand HERMAN**  
Ancien Ministre des Affaires Économiques de Belgique

**Norbert HOLDEN**  
Director for Europe, Thomson COOK

**Edmond ISRAEL**  
Président de la CEDEL

**Lac-Anne LEPROUX**  
Directeur Adjoint des services étrangers de la Banque de France

**Jean MEYER**  
Président de la Commission de la Bourse de Luxembourg

**Charles MILLON**  
Vice-Président du Conseil Régional de Rhône-Alpes Vice-Président de l'Assemblée Nationale

**Jean-Paul MINGASSON**  
Directeur des Affaires monétaires à la Commission des Communautés Européennes

**Manro PASQUERO**  
Trade Finance Manager of FIAT SpA

**Jacques PILLET**  
Président de l'Association Française des Trésoriers d'Entreprises

**Alain PRATE**  
Vice-Président de la BEI, ancien Sous-Gouverneur de la Banque de France

**Dominique RAMBEUR**  
Président de l'Association Bancaire pour l'Écu Directeur pour l'Europe San Paolo Bank

**André SWINGS**  
Directeur Général de la Kreditbank

**Robert TRIFFIN**  
Professeur à l'Université Catholique de Louvain

**Valéry GISCARD D'ESTAING**  
Président de la Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée Nationale, ancien Président de la République française

**Gaston THORN**  
Ancien Président de la Commission des Communautés Européennes

**José Alberto TAVARES MAREIRA**  
Gouverneur de la Banque du Portugal

**Ernst-Günther BROEDER**  
Président de la Banque Européenne d'Investissement

**PROGRAMME**  
6 novembre 1987  
9 h 30 - 12 h 30 : L'importance des opérations : Table ronde sur le marché financier / placement et banque / table ronde sur le commerce et le règlement.  
14 h 00 - 17 h 30 : L'écu des relations monétaires internationales.  
7 novembre 1987  
9 h 00 - 12 h 30 : Quelles fonctions nouvelles pour l'écu ?  
RÉUNIONS PRATIQUES  
Frais de participation : 480 francs - 3 300 FF.  
Ce prix comprend la participation aux trois demi-journées de colloques, le déjeuner et le dîner du 6 novembre ainsi que le matériel de lecture du 7 novembre.  
Langues : Les langues utilisées lors de ce colloque sont le Français et l'Anglais.

Informations et inscriptions :  
CEPREM - 16 avenue Berthelot F - 69007 LYON - Tél. (33) 72.73.20.20

Avec la soutien : - du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg - du Parlement Européen - de la Commission des Communautés Européennes - de la CEDEL - de RTL.

هكذا من الراحل







# Economie

## AFFAIRES

### Cure d'austérité au CNPF

Le CNPF manque d'argent et va s'employer à réduire son train de vie. Il faut s'attendre à des suppressions d'emplois. C'est le président de l'organisation patronale, M. François Perigot lui-même, qui l'a dit sans ambages dans une interview au journal *les Echos*, il y a quelques jours.

Dès son arrivée, rue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie, à la mi-décembre 1986, M. Perigot avait demandé un audit à la CEGOS. Verdict : avec la décentralisation du dialogue social et le nécessaire recentrage autour de quelques priorités essentielles, le CNPF doit se restructurer, redéployer ses moyens et ses équipes, supprimer des services comme celui des prix et, en revanche, en mettre en place d'autres. Les deux cents salariés du CNPF, dont une centaine de cadres, doivent s'attendre, à partir du milieu de l'année prochaine, à une compression de leurs effectifs.

Si le CNPF a quelques années d'argent, c'est parce que plusieurs fédérations patronales ou unions régionales, elles-mêmes alimentées irrégulièrement par leurs adhérents à cause de la crise, se font tirer l'oreille pour

verser leur écot à l'organisation parisienne. Certaines mettent même en doute son utilité et réclament d'urgence une modification des règles de calcul des cotisations.

Selon des normes strictes définies par le comité statutaire du CNPF, les cotisations des fédérations professionnelles sont fonction du chiffre d'affaires réalisé et des salaires versés par les entreprises de la branche : 50 F par million de chiffre d'affaires et 70 F par million de masse salariale (1).

Quant aux unions patronales régionales, elles envoient à Paris des cotisations forfaitaires dont le taux est réajusté chaque année.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Chaque fédération professionnelle édicte ses propres règles pour calculer les cotisations de ses adhérents. Par exemple, au Comité central des armateurs de France (CCAF) les entreprises de transport maritime cotisent en fonction de leur chiffre d'affaires, du nombre de salariés, du nombre des seuls navires battant pavillon français et du tonnage de leur flotte.

## SOCIAL

Des déclarations de M. Chirac et de M. Rocard

### Consensus autour du « pragmatisme social »

A six mois de l'élection présidentielle, M. Jacques Chirac estime que le consensus au sein de la classe politique, jusqu'à présent circonscrit aux institutions, à la défense et aux « grands axes » de la politique étrangère, est en train de s'élargir à des sujets économiques et sociaux. C'est ce que le premier ministre a confié lors d'un colloque, organisé, le mardi 20 octobre à Paris, par *Liaisons sociales*.

Pour M. Chirac, « le grand combat sur la politique économique, qui a été illustré par de grandes divergences en 1981, 1982, 1983, s'atténue considérablement. Quand on entend les gens sérieux de la majorité et de l'opposition parler de l'entreprise, on observe une grande convergence de vues ». Mieux : « Sur la politique sociale, je suis persuadé aussi que le pragmatisme est en train de triompher. Les Français ont suffisamment de jeunesse, d'imagination, de goût du travail pour éliminer les idéologies petit à petit et renforcer les pragmatismes ».

M. Chirac répondait ainsi à l'interrogation de M. Raymond Soubie, qui, après avoir été son conseiller social et celui de M. Barre, est aujourd'hui directeur de *Liaisons sociales*. Après avoir entendu des interventions successives de M. Michel Rocard et de M. Chirac, M. Soubie se demandait si un certain consensus n'était pas en train de gagner du terrain sur les politiques sociales. De fait, les discours du premier ministre et de l'ancien ministre socialiste ne sont pas opposés, malgré quelques divergences d'approche, directement opposés. Certains propos étaient même assez convergents.

Se plaçant dans la perspective européenne de 1992, M. Chirac avait souligné qu'« on ne réussira pas économiquement si on ne réussit pas socialement », en mettant en avant les impératifs de la formation — il présidera avant la fin de l'année une réunion du conseil national de la formation professionnelle — de la participation et de la négociation.

M. Chirac a prononcé un vibrant plaidoyer pour une « contractualisation accrue des rapports de travail », ce qui suppose que l'entreprise connaisse « une vie contractuelle toujours plus intense ». « La défense du salarié ne peut plus s'identifier à un combat pour une progression générale et

interrompre du pouvoir d'achat, ou à une lutte obstinée pour le maintien systématique de droits acquis. L'intérêt du salarié, c'est maintenant son intérêt, non plus indépendamment, mais au sein de son entreprise. Ce qui suppose des partenaires sociaux, dans chaque lieu de travail, qu'ils ne soient plus uniquement pouvoir de contestation, mais force de propositions. (...) Le syndicalisme est le seul acteur possible de la négociation collective. Il se développera donc avec elle. C'est là une chance comme une nécessité dans notre vie sociale ».

#### La quête d'autonomie

Partant du constat que les partenaires sociaux sont « en mauvais état » et que « le champ de la négociation collective donne l'impression de se réduire comme une peau de chagrin », M. Rocard a proposé « un nouveau pacte social » axé autour des principes de solidarité, performance, responsabilité, autonomie et requérant une nouvelle forme de contrat salarial. Il a insisté sur l'urgence d'un revenu minimum garanti. Temporaire, lié à des actions de réinsertion, mis en œuvre localement, il pourrait toucher de l'ordre de six cent mille bénéficiaires (pour un montant mensuel d'« au moins » 2 000 F, soit un coût de 8 à 10 milliards pour l'Etat).

M. Rocard n'était pas très éloigné de M. Chirac en estimant que « la politique sociale doit cesser d'être le royaume du toujours plus pour devenir un enjeu de négociation ». En jugeant que la « performance collective » est une « condition du progrès social », en appelant à une réflexion sur l'adaptation nécessaire et négociée des avantages acquis, il ne tenait pas non plus des propos divergents. Mais sa petite musique a emprunté une tonalité différente lorsqu'il a évoqué la quête d'« autonomie » des citoyens — réplique rocardienne à la « participation » chère à M. Chirac, — qui passe par un « rapprochement des centres de décision du terrain et des usagers ». Ou lorsqu'il a jeté les bases de son « nouveau contrat salarial », qui fait une large place au partage du travail. Le consensus a encore ses limites.

MICHEL NOBLECOURT.

### Des administrateurs d'Air Inter attaquent la vente de 12 % du capital à Air France

La cession à Air France de 12 % et au personnel d'Air Inter de 3 % du capital d'Air Inter, détenus par la SNCF, est attaquée devant le tribunal de commerce de Paris par trois administrateurs élus représentant les salariés de la compagnie intérieure.

MM. Louis Gaucher, Michel Berger et Charles Marion ont assigné en référé, devant le tribunal de commerce, les sociétés Air Inter, Air France et la SNCF. Ils demandent notamment la désignation d'un administrateur judiciaire chargé de convoquer le conseil d'administration d'Air Inter pour discuter de la modification de la structure du capital de la compagnie et de l'actionnariat des salariés. Le tribunal devait examiner cette requête le 22 octobre.

Dans une lettre adressée le 8 octobre au premier ministre, MM. Gaucher et Berger avaient demandé que la totalité — et non 3 % — des actions d'Air Inter cédées par la SNCF soient revendues au personnel de la compagnie (*Le Monde* du 15 octobre).

Le Monde

**VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret. 3615 TAPEZ LE MONDE

# BIG APPLE MOINS CHER!

PARIS-NEW YORK  
ALLER-RETOUR  
EN CLASSE LE CLUB  
**1300F.**  
DE MOINS

Pour vos voyages d'affaires aux U.S.A., profitez du confort de la classe Le Club Air France avec une baisse de tarif séduisante : l'aller-retour Paris-New York, moins 1300 F. Baisse similaire pour les autres destinations Air France aux U.S.A. : Chicago, Boston, Washington, Miami, Houston, San Francisco, Los Angeles.



AIR FRANCE  
VERS LES USA

هكذا من الاجل



## Marchés financiers

## Les socialistes relancent la polémique sur la vente des sociétés d'assurance

Après le report de la privatisation de Matra « de quelques jours à quelques semaines », le débat sur le programme du gouvernement risque de rebondir. M. Balladur entend poursuivre. « La presse n'est pas politique ». Et, comme pour le démontrer, il a fait publier au Journal officiel, mercredi 21 octobre, l'appel d'offres pour la vente (hors marché toutefois) de 20,2 % des actions de la SCOR (Société commerciale de réassurance), détenue par l'Etat au travers de la CCR (Caisse centrale de réassurance) et des sociétés d'assurances.

Le krach boursier repose tous les problèmes avec une nouvelle acuité et en particulier ceux liés à la future privatisation de l'UAP. Est-ce alors le moment de lancer l'une des plus lourdes des privatisations — l'UAP représentera au moins 25 milliards de francs, — prévue initialement pour décembre ?

Les socialistes, au cours d'une conférence de presse le 22 octobre, relancent le débat sur les restructurations effectuées, avant leur privatisation, au sein des sociétés nationales d'assurances (UAP, AGF et GAN).

Avant de privatiser les sociétés nationales d'assurances, M. Edouard Balladur avait demandé à leurs dirigeants de les restructurer. Ces restructurations nécessitaient une répartition de leur patrimoine (actions, obligations, immeubles...) entre les assurés-vie et les actionnaires (pour l'instant, l'Etat essentiellement). Ces patrimoines, gigantesques, ont été constitués à partir de l'épargne des assurés-vie, d'une part, des fonds propres des sociétés, d'autre part. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur comptable. Les différents éléments de ces patrimoines contiennent des plus-values latentes importantes, estimées par le ministre d'Etat à quelque 70 milliards de francs.

Tout le problème porte sur le partage de ces plus-values latentes entre assurés et actionnaires. Afin de le résoudre, le ministre avait demandé à M. Jacques Mayoux, l'ancien président de la Société générale, d'étudier le problème et de lui faire des propositions. Longtemps resté secret, le rapport Mayoux a été finalement rendu public à la fin du mois d'août. Il recommandait la définition d'une règle claire de partage, d'une part, la mise en œuvre ensuite d'un « canonisation » des actifs permettant de séparer définitivement l'avenir de ce qui appartient aux assurés de ce qui relève des actionnaires. Pour M. Dominique Strauss-Kahn,

« rien de tout cela ne semble avoir été pris en compte ».

La première conséquence, estime le dirigeant socialiste, c'est que les assurés-vie sont lésés par le partage initial. M. Balladur affirme que 60 % des plus-values latentes restent aux assurés-vie, le reste (40 %) allant aux actionnaires. Après consultation des dossiers, les experts socialistes arrivent à d'autres résultats. Pour l'UAP, les assurés-vie ne récupèrent que 34,4 % des 22,7 milliards de francs de plus-values latentes. Pour les AGF, la part revenant aux assurés-vie serait de 50 % (14,5 milliards sur un total de plus-values latentes de 29 milliards). « On est loin des 60 % de M. Balladur », estime M. Strauss-Kahn.

La chute de la Bourse, au cours de ces derniers jours, ferait apparaître un partage plus défavorable encore pour les assurés-vie. En effet, indique le député de Haute-Savoie, « les plus beaux immeubles et les meilleures actions leur ont été retirées, alors que tout le stock obligatoire est dévolu aux assurés ». Lésés par le partage, les assurés-vie se sont une seconde fois, selon M. Strauss-Kahn, dans la mesure où les actionnaires continueront à obtenir une partie des plus-values réalisées sur les actifs revenant aux assurés.

Il demande donc au ministre d'Etat de « prouver que le partage prévu laisse 60 % des plus-values latentes aux assurés ». Dans ce but, il « met au défi M. Balladur de réunir un comité d'experts indépendants ». La balle est dans le camp du ministre d'Etat. — E. I.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Schlumberger

## Résultats du troisième trimestre 1987

Pour le troisième trimestre de 1987, le bénéfice net des activités de Schlumberger est de 2 millions de dollars, comparé à une perte de 42 millions de dollars, soit 0,14 dollar par action, enregistré pour la même période l'an dernier. Le chiffre d'affaires du trimestre est de 1,22 milliard de dollars, comparé à 1,11 milliard de dollars pour le même trimestre de l'an dernier.

Le bénéfice net de 2 millions de dollars est le résultat des éléments suivants :

• un bénéfice de 152 millions de dollars, soit 0,34 dollar par action, pour les activités hors Fairchild qui comprennent un bénéfice opérationnel de 83 millions de dollars et une plus-value nette de 69 millions de dollars réalisée sur la vente de toutes les actions de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion ;

• une perte exceptionnelle de 220 millions de dollars, soit 0,79 dollar par action, résultant de la cession de Fairchild Semiconductor, conformément au communiqué de presse paru le 31 août 1987 sur les conditions de vente de Fairchild à la société américaine National Semiconductor ;

• un profit exceptionnel de 70 millions de dollars, soit 0,25 dollar par action, représentant des dommages et intérêts obtenus en règlement d'un litige opposant SEDCO Inc. à l'Iran. Ce litige concernait la saisie d'appareils de forages effectués en 1978, avant l'acquisition de la société SEDCO par Schlumberger.

Commentant ces résultats, M. Evan Baird, président-directeur général, a noté que, comparé au bénéfice opérationnel de 83 millions

de dollars pour le troisième trimestre 1987, le bénéfice du deuxième et du premier trimestre 1987, sur les mêmes bases, s'élevaient à 30 millions et à 5 millions de dollars, respectivement. Au troisième trimestre 1986, il n'y avait eu ni perte ni profit. M. E. Baird a précisé que la croissance du bénéfice des opérations est liée à l'amélioration des résultats des services pétroliers, principalement en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Afrique.

Il a, en outre, précisé que le chiffre d'affaires des services pétroliers est de 588 millions de dollars, en augmentation de 3 % par rapport à la même période de l'an dernier, et de 9 % par rapport au deuxième trimestre 1987. Le chiffre d'affaires du secteur mesure et systèmes est de 503 millions de dollars, en augmentation de 3 % par rapport au troisième trimestre de 1986. De bons résultats sont enregistrés par plusieurs groupes de Schlumberger Industries, notamment par les transactions électroniques et les compteurs d'électricité, d'eau et de gaz.

Pour les neuf premiers mois de 1987, le bénéfice net des activités de Schlumberger est de 36 millions de dollars (soit 0,13 dollar par action), comparé à 161 millions de dollars (soit 0,56 dollar par action) l'an dernier. Le chiffre d'affaires est de 3,30 milliards de dollars, comparé à 3,84 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1986.

## LE GROUPE ALLIANZ-RAS

restructure ses activités en France pour assurer la poursuite de son développement

Afin de regrouper leurs activités d'assurances, d'exploiter au mieux leur complémentarité et de donner une meilleure base pour une expansion future, les sociétés du groupe Allianz-Ras en France poursuivent leur restructuration.

Dans ce but, l'ensemble des activités françaises sera regroupé sous une même société holding qui restera cotée sur le marché français.

Cette société holding contrôlera les activités d'assurances IARD, la société d'assurance Vie et les autres participations, notamment la Compagnie de Réassurances de Paris.

Pour atteindre cet objectif, le portefeuille de la succursale d'Allianz Vie va être apporté à la Protectrice Vie des

1987 en échange d'actions nouvelles émises par cette société.

Les actions d'Allianz France et de Ras France seront apportées, en 1987, à la Protectrice AIAR en échange d'actions nouvelles émises par celle-ci. Ultérieurement, les portefeuilles d'assurances IARD seront regroupés au sein d'une même société.

Cette restructuration technique de la volonté des actionnaires Allianz et Ras de mieux assurer le développement des activités françaises, développement également rendu possible grâce au soutien actif des Agents Généraux et des Courtiers et grâce à la confiance des Assurés, participants et entreprises, qui se voient offrir le service de qualité du premier groupe d'assurances en Europe.

## GROUPE ALLIANZ-RAS

Chiffre d'affaires mondial 1986 : 79 milliards de francs français  
Premier assureur européen

## NEW-YORK, 21 oct. ↑

## Au-dessus des 2 000 points : + 10 %

Reprise en trombe mercredi à Wall Street. Réamorcé dès le début de la séance, le mouvement de hausse s'est rapidement accéléré en se propageant, cette fois, au plus grand nombre des valeurs cotées. A la clôture, l'indice Dow Jones publiait tous les records journaliers de progression enregistrés depuis l'après-guerre, en s'établissant à 2 027,85 (+10 %), soit avec un gain de 186,84 points. Le bilan général a été à la hauteur de ce résultat étonnant. Sur 2 069 valeurs traitées, 1 749 ont monté, 209 ont baissé et 111 n'ont pas varié.

Le marché passe ses plumes. Une fois encore, une activité frénétique a régné avec 449,41 millions de titres échangés, contre 500 millions. La baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a très largement favorisé l'extension du big board de reprise. Autour du Big Board, beaucoup pensent que la Bourse new-yorkaise commence à retrouver une physionomie plus normale.

Mais, d'une façon générale, les professionnels s'interrogent sur la solidité du mouvement. Ce dernier correspond à des achats d'opportunité effectués en vue de réaliser des bénéfices pour éponger une partie des pertes subies, ou bien est-il le résultat d'un véritable retour à la confiance ?

VALEURS	Cours du 20 oct.	Cours du 21 oct.
Alcoa	37	38 1/2
Allied Ind.-U.S.	70 1/4	75 3/4
A.T.T.	28 3/4	29 1/2
IBM	20 3/8	21 1/4
Chenierement Bank	30	31 7/8
Du Pont de Nemours	80	87 1/2
General Electric	40	44 3/8
Exxon	40 1/2	44 3/8
Ford	73	77 1/4
General Motors	45 1/8	50 1/4
General Motors	50 3/4	52 1/4
Goodyear	41 3/4	43
IBM	48 7/8	53 3/4
ITT	36	41 3/8
Johnson & Johnson	51 1/2	57 7/8
Merck	30 1/2	34 3/8
United States Steel	20 3/4	23 1/4
Westinghouse	47 7/8	53
Xerox Corp.	55	58 5/8

## LONDRES, 22 oct. ↓

## Légère baisse

Le Stock Exchange enregistrait une légère baisse, à l'ouverture. L'indice Financial Times des trente valeurs industrielles reculait de 18,6 points, à 1 508,7, après un gain de 61 points la veille. Ce jour-là, la City a repris 7,88. Parmi les titres qui ont connu une forte progression, on remarquait Glaxo, ICI, Hanson et Bechtel. Quant à l'action British Petroleum, elle demeurait en dessous du niveau du prix d'offre de vente de 330 pence annoncé par le gouvernement britannique pour la dernière tranche de privatisation, pour le 30 octobre. L'ambassade à la City demeurait assez tendue. La CBI, Confédération of British Industry, qui regroupe le patronat anglais, a, pour sa part, qualifié la crise boursière de « création des ordinateurs sans aucun rapport avec la réalité ». Cette organisation reproche à la technologie perfectionnée de l'après-guerre « big bang » d'avoir créé un système capable de provoquer des ondes de choc à l'échelle mondiale.

Le directeur général de CBI, M. John Bannan, a déclaré que le conseil de l'organisation était « vivement préoccupé par les mouvements irréguliers et dans une certaine mesure provoqués par l'information sur le marché boursier, qui semblent totalement indépendants des tendances fondamentales de l'économie ».

## FAITS ET RÉSULTATS

• Le Pétrole Hahn désamorce. — Le groupe américain Procter et Gamble a décidé de fermer sa filiale Viber Pétrole Hahn de Lyon, dont elle va transférer la production de l'après-guerre, le Laboratoire Lacture de Blois, en juillet 1988.

Le personnel de Viber Pétrole Hahn, réuni en comité d'établissement, a appris que les responsables du groupe quatre-vingts seraient supprimés à Lyon. Seuls une vingtaine de salariés seront affectés à une activité commerciale.

Viber Pétrole Hahn, société lyonnaise centenaire, fabriquait la lotion de même nom et distribuait les gammes Pantine, Oil of Olaz, Biscrol, Head and Shoulder, etc., précises les responsables du comité d'entreprise. La société avait été rachetée, en 1979, par l'Américain Richardson-Vicks, lui-même racheté en novembre 1985 par Procter et Gamble.

La direction, reconnaissant au personnel un gros effort de productivité, a promis une « plan social exceptionnel » avec, notamment, possibilité de mutation à Blois.

• Havas : + 12,6 % de profits pour 1987. Le groupe Havas devrait dégager un résultat net consolidé de 480 millions de francs en 1987 (425 millions de francs l'année précédente), dont environ 120 à 140 millions de francs en hors exploitation, a annoncé le directeur général, M. Daurier. Recevant la presse, M. Daurier a précisé que la part de bénéfices distribuée devrait se situer aux alentours de 30 % au 40 % du net et que les principales filiales — à l'exception sans doute de CEP Communication — suivraient la

## PARIS, 21 octobre ↑

## Reprise tumultueuse

Après le surprenant et tout à fait imprévisible retournement de tendance observé mardi dans l'après-midi, le 21 octobre la Bourse de Paris a de nouveau été prise de malaise. Pour tout dire, la hausse du matin (+ 3,3 %) n'a pas tenu pendant la grande séance. En liaison avec la fin imminente du mois boursier, un déluge d'ordres de vente s'est abattu sur le marché. CSF a même été réservé à la baisse. Pour ajouter à la confusion, l'ordinateur du marché continuait d'être refusé un long moment à fournir la moindre indication, et les employés de la Bourse du Travail (BNP) se sont mis en grève. Pour ces différentes raisons, la Bourse ne put officiellement ouvrir ses portes qu'à 13 heures. Au fil d'une séance très active, et très tumultueuse, l'indice a été ramené son avance à 1,5 % pour terminer finalement à la clôture à + 2,65 %.

Le SAMU est intervenu. Le malade est dans le coma. On ne peut pas se prononcer avant plusieurs semaines. Ce commentaire d'un géant de portefeuilles est tombé comme un couperet. A dire vrai, le marché parisien joue de malchance. La liquidation générale du mois d'octobre a lieu ce jeudi. En prévision des « ardoises » saisonnières à payer en fin de mois, les acheteurs à découvert se hâtent de vendre des titres pour se procurer les liquidités nécessaires à ces règlements. Des intermédiaires sont d'ores et déjà ruidés et des paiements sont manifestement, les « gendarmes » (Caisse des dépôts et autres) sont encore intervenus. Mais leurs munitions ne sont pas épuisables. Surtout avec 3,8 milliards de francs, un nouveau record d'activité est tombé mardi sur la plupart des grandes places internationales. La devise américaine a ainsi coté 6,06 F (contre 6,025 F) et 1,8150 DM (contre 1,8041 DM).

Sur tous les fronts, le suspense continue.

## TOKYO, 22 oct. ↑

## La hausse se ralentit

La frénésie d'achats, qui s'était emparée des opérateurs travaillant à Tokyo, s'est un peu calmée jeudi. Le mouvement de hausse s'est poursuivi, mais il s'est fortement ralenti d'un jour à l'autre. En clôture, l'indice Nikkei enregistrerait une avance de 1,9 %, à 24 404,45. Des ventes bénéficiaires se sont, en effet, produites en séance, après le revirement spectaculaire de la veille, (+ 9,3 %). Mais elles ont été généralement bien absorbées, le reflux des taux d'intérêt aux Etats-Unis continuant d'entretenir une bonne demande potentielle.

L'attention s'est principalement concentrée sur les automobiles, les assurances de précision, les imprimeries, l'alimentation, les métaux et l'industrie électrique légère. Le Japon et les Etats-Unis ont décidé de reporter à une date ultérieure la réunion régulière prévue entre les responsables de leurs Bourses et des marchés des changes.

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 22 oct.
Adi	425	485
Banque	1 220	1 280
Canon	1 070	1 030
Fujitsu	3 180	3 280
Hitachi	1 050	1 030
Hitachi Electric	2 300	2 180
Hitachi Heavy	850	878
Hitachi Corp.	4 720	4 440
Toyota Motors	2 000	1 930

## PARIS: Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. SA	1185	1185	Alcatel	331 20	344
Alcatel	301	340 80	Alcatel	301	308
Alcatel & America	480	480	Alcatel	128	130
Alcatel	400	400	Alcatel	345	351
B.C.	404	420	Alcatel	173	180
B. Dumas & Fils	981	940	Alcatel	578	570
B.C.M.	850	745	Alcatel	307	250
B.P.	500	440	Alcatel	880	880
Bouffon Technologies	850	875	Alcatel	395	357
Bouffon	940	940	Alcatel	415	420
Châles de Lyon	1013	1015	Alcatel	215	208 40
Calsonic	780	744	Alcatel	385	405
Canal	1530	1600	Alcatel	318	288 80
C.B.M.E.	984	922	Alcatel	1188	1116
C. B. B.	301	300	Alcatel	1400	1250
C.B.M.E.	1015	944	Alcatel	198	182
C.B.M.E.	1007	1007	Alcatel	235	220
C.B.M.E.	803	828	Alcatel	382	346
C.B.M.E.	821	820	Alcatel	1983	1400
C.B.M.E.	380	380	Alcatel	1480	1224
Concept	210	220	Alcatel	1100	1070
Continental	228	215	Alcatel	821	846
Dagblu	2280	2240	Alcatel	571	585
Dagblu	1800	1780	Alcatel	780	705
Dagblu	810	828	Alcatel	180	178 80
Dagblu	291 80	185 80	Alcatel	686	617
Dagblu	590	480	Alcatel	330	337
Dagblu	22 50	23 40			
Dagblu	770	685			
Dagblu	480	480			
Dagblu	820	782			
Dagblu	982	982			
Dagblu	172	180			
Dagblu	167 80	163			
Dagblu	204	187			
Dagblu	178 10	174			
Dagblu	418	418			
Dagblu	300	288			
Dagblu	284 30	283			
Dagblu	218	221			

## MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel  
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES  
Clos le 21 octobre 1987

## MATIF

## Aménagement des règles

Devant la recrudescence d'activité sur le MATIF, observée ces derniers jours, les autorités de ce marché à terme des instruments financiers viennent de modifier la réglementation. Le dépôt exigible lors d'une prise de position sur le contrat notional passe de 20 000 F à 25 000 F. Il représente, à présent, 5 % du nominal d'un contrat de 500 000 F. De plus, l'écart de principe à l'intérieur duquel les cotations peuvent évoluer librement passe de 2 % à 3 %. Une façon de limiter les interruptions de séance, qui se sont multipliées ces derniers jours.

## MATIF

Notional 10 % — Cotation en pourcentage du 21 oct. 1987  
Nombre de contrats : 115 000

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier .....	92,45	91,80	92,50	92,50
Précédent .....	92,20	91,60	89,95	89,70

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,06 F

Dans des marchés redevenus assez calmes, le dollar a continué de progresser, jeudi 22 octobre, sur la plupart des grandes places internationales. La devise américaine a ainsi coté 6,06 F (contre 6,025 F) et 1,8150 DM (contre 1,8041 DM).

FRANCFORT	21 oct.	22 oct.
Dollar (en DM)	1,8041	1,8150
TOKYO	21 oct.	22 oct.
Dollar (en yen)	143,88	144,25
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (22 oct.)	73/87 3/4	
New-York (21 oct.)	61/25	

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)  
20 oct. 21 oct.  
Valeurs françaises : 92 96,4  
Valeurs étrangères : 113,7 117,4  
C\* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1986)  
Indice général : 331,9 340,8

NEW-YORK (Index Dow Jones)  
20 oct. 21 oct.  
Industrielles : 1841,91 2077,85

LONDRES (Index Financial Times)  
20 oct. 21 oct.  
Industrielles : 1 439,28 1 527,39  
Mines d'or : 427,6 396,8  
Fonds d'Etat : 35,21 85,47

TOKYO  
21 oct. 22 oct.  
Nikkei Dow Jones : 2397,48 2440,45  
Indice général : 192,41 198,49

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
+ base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,0600	6,0800	+ 10 + 38
3 ans	4,6217	4,6250	- 52 - 23
Yen (100)	4,2852	4,2895	+ 124 + 144
DM	3,3565	3,3596	+ 98 + 118
FR (100)	2,9663	2,9687	+ 56 + 76
F.S.	16,8578	16,8598	+ 81 + 136
L.I. (100)	4,8185	4,8212	+ 91 + 122
L.I. (100)	4,6261	4,6312	- 151 - 92
C. Europe	2,9961	10,0049	- 282 - 157

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	6 1/2	6 3/4	7 3/16	7 5/16	7 7/8	7 1/2	8 1/16	8 3/16
DM	3 1/2	3 3/4	3 3/4	3 7/8	4	4 3/4	4 3/4	4 7/8
FR (100)	5 5/8	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 3/4	5 7/8
F.S.	8 1/2	7 1/8	6 9/16	6 15/16	6 11/16	7 1/16	6 15/16	4 3/16
L.I. (100)	8 1/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
C. Europe	9 3/4	10	9 3/4	11 1/8	11 1/8	11 1/2	11 7/8	12 3/8
F. Europe	7 1/4	7 3/4	7 5/8	7 13/16	7 13/16	8	8 1/16	8 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

## COTE DU



## BOURSE DU 21 OCTOBRE

**Cours relevés:**

Règlement mensuel																								
Chapit index	VALEURS	Chap. préfixe	Préfixe code	Dossier code	% +	Compen- sation	VALEURS	Chap. préfixe	Préfixe code	Dossier code	% +	Compen- sation	VALEURS	Chap. préfixe	Préfixe code	Dossier code	% +	Compen- sation	VALEURS	Chap. préfixe	Préfixe code	Dossier code	% +	Compen- sation
1892	A.S. 50 1873	1070	1825	1821 50	- 2.69																			
4210	B.M.P. T.P.	3000	4025	4005	+ 0.13																			
1109	B.M.P. T.P.	1118	1121	1125	+ 0.83																			
1129	C.C.F. T.P.	1113																						
1210	Châ. Léon T.P.	1180	1180	1180	+ 0.85																			
2210	Châ. Léon T.P.	3000	3000	3315	+ 0.45																			
1049	Châ. Léon T.P.	1000	1000	1000	+ 2.23																			
2043	Châ. Léon T.P.	1700	1800	1800	+ 0.85																			
1240	Châ. Léon T.P.	1180	1180	1180	+ 0.03																			
2280	Châ. Léon T.P.	1180	1180	1180	+ 0.07																			
1000	Châ. Léon T.P.	1000	1000	1000	+ 0.03																			
550	Châ. Léon T.P.	550	550	550	+ 0.03																			
2400	Châ. Léon T.P.	2400	2400	2400	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			
470	Châ. Léon T.P.	470	470	470	+ 0.03																			
2040	Châ. Léon T.P.	2040	2040	2040	+ 0.03																			

**Comptant** (selection)**SICAV** (selection)

## 21/10

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			
	% du cours	% du coupon		Dernier cours	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Emis- sion Prée inc.	Rachat net		Emis- sion Prée inc.	Rachat net		Emis- sion Prée inc.	Rachat net	
<b>Obligations</b>																					
Exp. 7 1/2 75	9110		Compt. (N)	180	187 20 d	Loire (St)	3226	3299	Soc. Fin. d'd-CP	1620	1661	A.A.C.	722 32	709 98	Financ. Mignon	1595 32	1528 46	Chimie-Sole	1289 07	1235 40	
Exp. 8 1/2 77	121 30	2 865	Compt. (N)	720	725	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 9 1/2 78	98 80	2 731	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 10 1/2 78	98 40	1 416	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 11 1/2 78	103 80	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 12 1/2 78	105 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 13 1/2 78	110 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 14 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 15 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 16 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 17 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 18 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 19 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 20 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 21 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 22 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 23 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 24 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 25 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 26 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 27 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 28 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 29 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 30 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 31 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 32 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 33 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 34 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 35 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 36 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 37 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 38 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 39 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 40 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 41 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 42 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 43 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 44 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 45 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 46 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 47 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 48 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 49 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 50 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 51 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 52 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 53 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 54 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 55 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 56 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 57 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 58 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 59 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 60 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418 18	
Exp. 61 1/2 78	111 40	1 506	Compt. (N)	761	761	Loire (St)	863	847 32	Loire (St)	1500	1520	Act. Inc.	232 42	217 32	Financ. Américain	1546 01	1546 01	Chimie-Sole	428 18	418	

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - g : offert - • : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاصل



